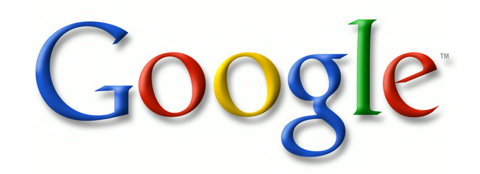
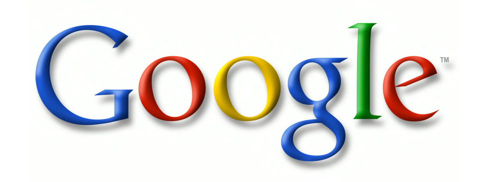
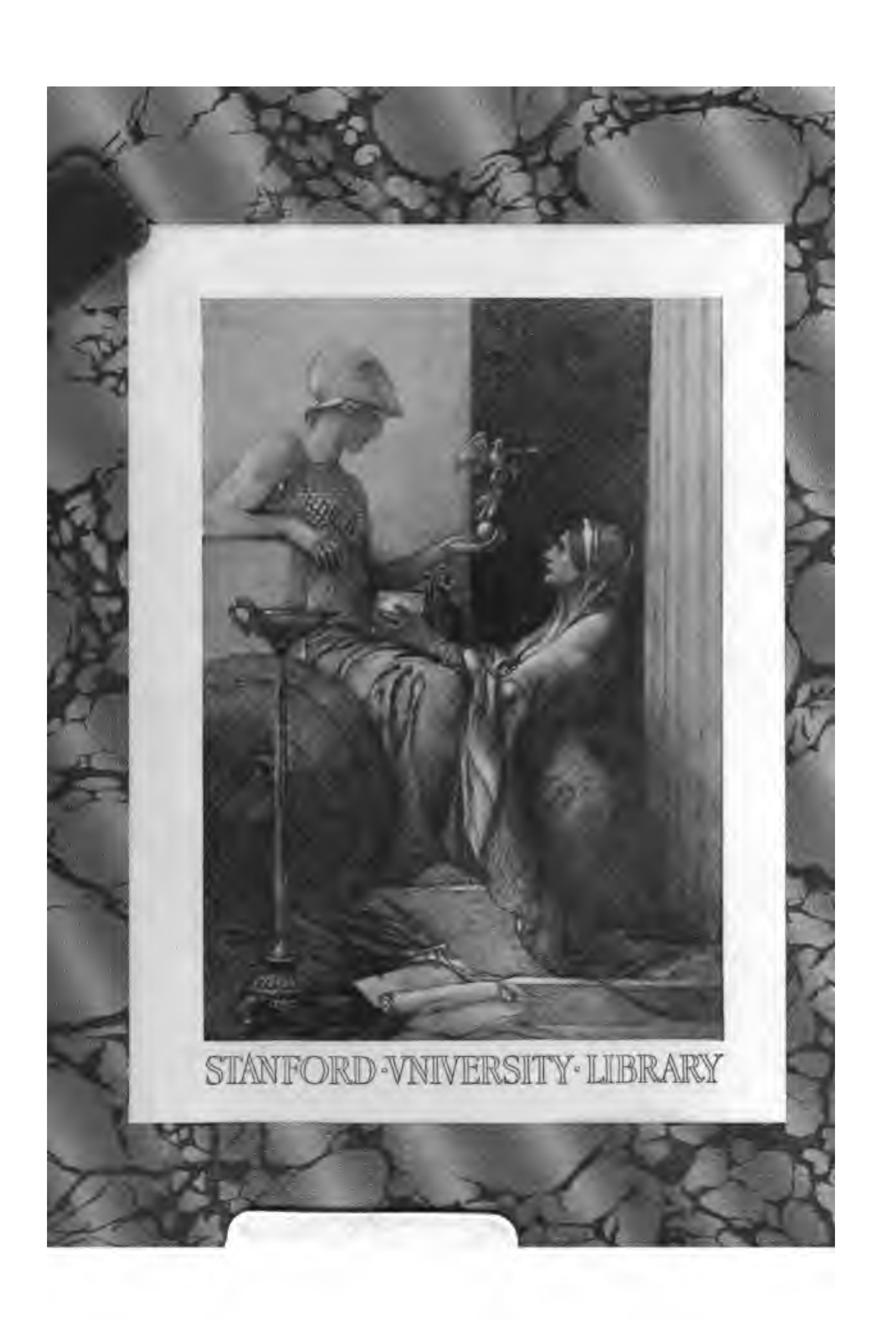
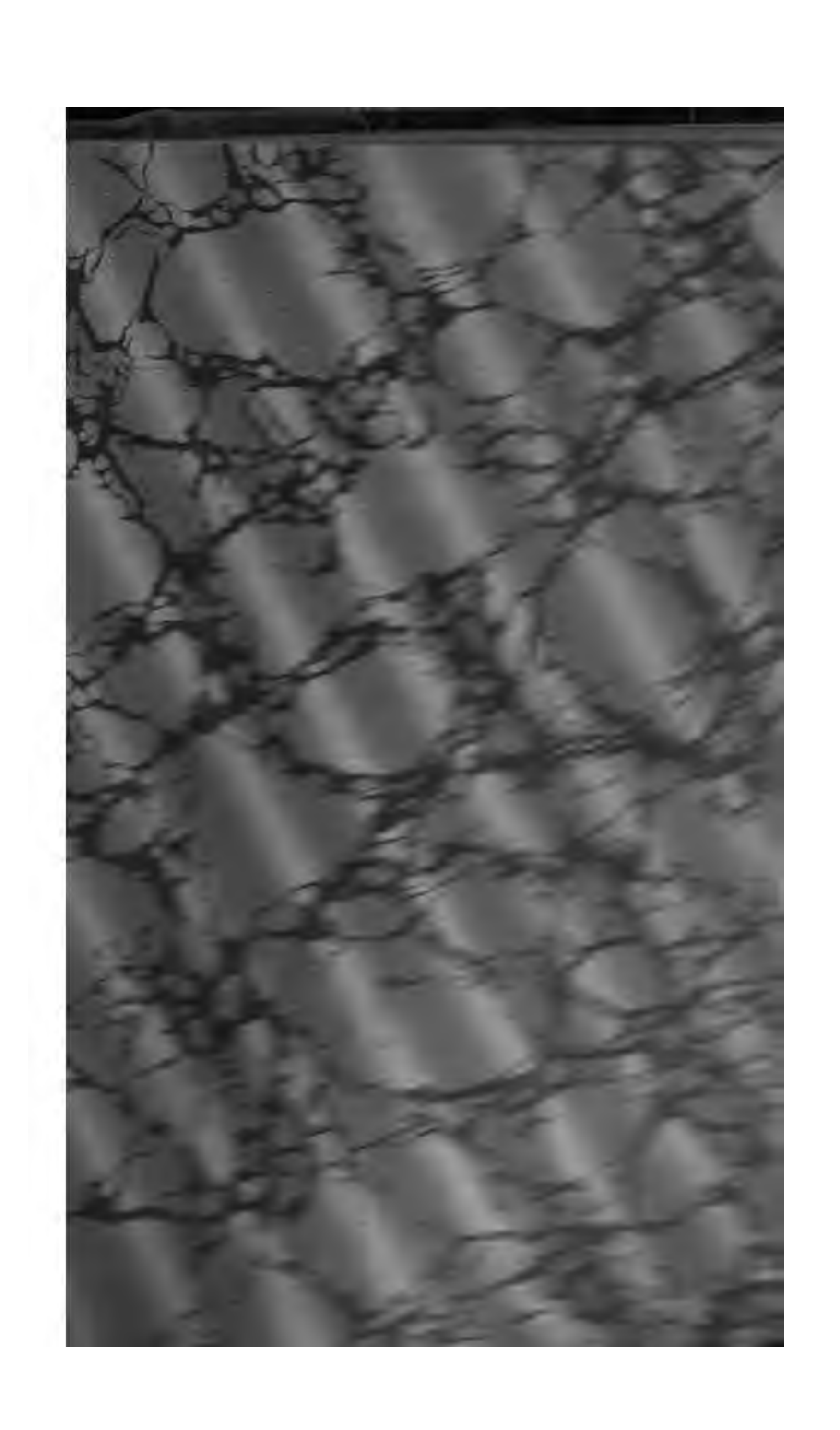






944.08 .M219H C.1
Histoire des journaux
Stanford University Libraries
3 6105 048 820 265


STANFORD·VNIVERSITY·LIBRARY



HISTOIRE

DES JOURNAUX

PUBLIÉS A PARIS

PENDANT LE SIÉGE ET SOUS LA COMMUNE

— 4 SEPTEMBRE 1870 AU 28 MAI 1871 —

Mon *Histoire des journaux* PENDANT LE SIÉGE a paru déjà dans un journal (9 février 1871) ; je n'ai rien voulu y changer, quelques modifications qu'aient pu apporter dans mon appréciation des hommes et des choses de cette époque les événements terribles qui ont suivi : y toucher m'enlèverait le droit de dire que cette histoire a été faite en dehors de toute influence ; elle doit au contraire — avec ses défauts et ses qualités — rester l'expression du moment pendant lequel elle a été écrite.

F. M.

Orléans, imp. de G. JACOB, cloître Saint-Étienne, 4.

FIRMIN MAILLARD

HISTOIRE

DES

JOURNAUX

PUBLIÉS A PARIS

PENDANT LE SIÉGE

ET SOUS LA COMMUNE

— 4 septembre 1870 au 28 mai 1871 —



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1871

L'histoire des journaux publiés pendant le Siége de Paris *et sous* la Commune *est à coup sûr un des côtés les plus intéressants de ces temps malheureux dont elle représente pour ainsi dire un des aspects* psychologiques. *J'ai écrit cette histoire en dehors de toute influence d'opinion et de personne : mon but a été de donner ce que MM. les Prussiens appelleraient volontiers* la caractéristique *de chaque journal. Je me suis efforcé d'être impartial et de rester le témoin calme et froid de ce qui se passait sous mes yeux ; et si je n'ai pas toujours réussi, c'est que je ne suis pas mort et que je n'ai jamais rien fait*

pour arriver à cette sainte insensibilité *tant vantée par l'Église.... — Ceux qui me connaissent savent que j'ai toujours été de bonne foi. Cela suffit.*

FIRMIN MAILLARD.

Paris, 20 juin 1871.

HISTOIRE
DES JOURNAUX
PUBLIÉS A PARIS
PENDANT LE SIÉGE ET SOUS LA COMMUNE

— 4 septembre 1870 au 28 mai 1871 —

LE PATRIOTE. *Organe de la République française et universelle, journal fondé le 4 septembre 1870.* — Rédacteur en chef : Armand Lévy.

Ce journal de couleur foncée, et dont la devise était : *Union dans la résistance à outrance,* a demandé la mise en accusation de Napoléon III et de ses complices. « Il est indispensable, disait-il, de mettre entre la nation française et la dynastie des Bonaparte le même abîme qui fut mis, en 1793, entre la France de nos pères et la dynastie capétienne. » La République, du reste, doit prouver par la vigueur de son bras qu'elle veut vivre, qu'elle sait commander, et peut seule sauver la France.

Organe de la défense à outrance, le *Patriote* ne

voyait pour la France, en dehors de la victoire, que honte, démembrement et ruine. Ce journal est mort le 28 septembre, après avoir vécu un peu moins d'un mois. — A reparu sous la Commune.

M. Armand Lévy est le président du *Club de l'École de Médecine*; il a été rédacteur du journal *Les Émeutiers* (1849) et..... mais laissons-lui la parole : « Des milliers d'ouvriers le savent, je suis l'un des vétérans de la classe ouvrière ; en 1848, je fus l'un des promoteurs du socialisme, et sous l'Empire, malgré la dureté des temps, je réussis à créer un terrain légal d'action. »

— Un homme habile, comme vous voyez.

Collaborateurs : A. Hubbard, ex-rédacteur de l'*Aimable faubourien,* journal des gens honnêtes (1849), Hubbard, du Complot de l'Opéra-Comique, actuellement conseiller d'État; — Ladislas Mickiewicz, dans lequel j'ai cru trouver un peu de *messianisme,* à propos de la lettre du peintre Courbet, demandant au gouvernement l'autorisation de « déboulonner » la colonne Vendôme et de supprimer certains noms de rue rappelant les victoires de l'Empire. On sait, du reste, que le célèbre poète polonais Adam Mickiewicz s'était fait l'apôtre d'une nouvelle religion fondée par André Towianski, le *messianisme,* dont une des bases fondamentales était le culte de Napoléon.

LA RÉPUBLIQUE. *Moniteur de la garde nationale et de la garde mobile.* N° 1, 4 septembre 1870.

Cette feuille a paru le jour de la proclamation de la République, mais elle existait avant sous un autre titre, ainsi que l'indique l'en-tête de son feuilleton : Feuilleton de la *Gazette de la guerre,* deuxième partie. — Suite.

Déjà en 1848, le soir même du 24 février, paraissait la *République,* du citoyen Eugène Bareste. Il y a des gens auxquels l'enthousiasme ne fait jamais perdre de vue le côté pratique des choses.

Le Bareste de cette nouvelle *République* est M. Julien Lemer.

A part l'*Histoire du 2 décembre,* — cette préface d'un livre de l'Anglais Kinglake sur la guerre de Crimée, livre peu connu en France, — je n'ai rien vu de remarquable dans cette petite feuille qui vécut peu.

—

L'EUROPE LIBRE. *Journal des États-Unis d'Europe.* N° 1, 7 septembre 1870. (V. la *France républicaine.)*

—

LA PATRIE EN DANGER. *Journal politique quotidien.* N° 1, 7 septembre 1870 (20 fructidor an 78). — Rédacteur en chef : A. Blanqui.

Les rédacteurs de cette feuille offrent leur concours le plus énergique, le plus absolu, sans aucune réserve, au gouvernement provisoire, à la seule condition, toutefois, que celui-ci « maintienne quand même la République et s'ensevelisse avec eux sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France. » Plus de partis, plus de nuances en face de l'ennemi : « Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût ! »

Cet heureux accord dure peu ; le 19 septembre la rupture a lieu. « Qui a failli le premier aux conditions de l'alliance? » Et Blanqui reprend une à une toutes les fautes du gouvernement de la défense. Il l'accuse d'indécision, d'inertie, d'avoir plus peur du Parisien que du Prussien.... (la liste grandira vite) et termine en disant que les républicains veulent l'union pour le salut, mais non pour la ruine de la République. A la publication du décret du 16 septembre, qui fixe les élections municipales au 25 du même mois et les élections législatives au 2 octobre, Blanqui s'écrie : « Le comité de défense nationale a failli à tous ses devoirs ; il ne défend pas le pays, il le livre à la Prusse. Il est frappé de déchéance ; il doit disparaître. » Là-dessus, il demande aux 600,000 baïonnettes « qui sont aujourd'hui toute la France, concentrée dans Paris, et qui ont seules le droit d'exprimer la volonté nationale. »

d'élire un gouvernement de neuf membres, une dictature de la guerre, chargée de combattre à outrance.

Les baïonnettes ne bougeant pas, second appel plus pressant à la date du 21 septembre.

Mais il y a baïonnettes et baïonnettes, comme il y a fagots et fagots : plusieurs officiers de la mobile envahissent l'imprimerie de la *Patrie en danger,* et pour montrer au citoyen Blanqui que leur façon de comprendre la liberté est bien supérieure à la sienne, arrêtent sans mandat, sans en avoir reçu l'ordre, plusieurs rédacteurs qu'ils entraînent au milieu de soldats à l'Hôtel-de-Ville, où cependant les membres du gouvernement les font mettre en liberté, après avoir félicité, je le suppose, Messieurs de la mobile.

Dame! je n'ai vu nulle part que ces Messieurs aient été inquiétés pour violation de domicile, arrestation illégale, etc.

Après la journée du 8 octobre, quelques groupes stationnent devant les bureaux du journal et semblent prêts à faire un mauvais parti aux rédacteurs de la *Patrie en danger* qui, exaspérés, s'écrient : « Nous avertissons les agents de Kératry qu'ils jouent gros jeu et que, livrés par un pouvoir sans pudeur, nous saurons faire respecter notre journal et nos personnes. »

Ah! l'existence était loin d'être douce à la *Patrie en danger!*

Après la journée du 31 octobre, qui procure un numéro — un seul — de bonheur et de douce illusion

à ce malheureux journal (car il crut à la Commune de six heures du soir à quatre heures du matin), ses rédacteurs prennent peu à peu et un à un le chemin bien connu de la Conciergerie, et le 8 décembre la *Patrie en danger,* qui a vécu de haines et de violences, entourée de périls et de misères, s'éteint mélancoliquement au milieu des colères et des imprécations de tous les partis.

« La *Patrie en danger* cesse de paraître. Nous dirons franchement pourquoi : les ressources nous manquent. Malgré la plus stricte économie, malgré la gratuité absolue de la rédaction, le journal n'arrive pas à faire ses frais. Le déficit est peu de chose, mais il suffit quand on est pauvre. Nous regrettons amèrement que cette nécessité survienne au moment où chacun doit lutter de ses derniers efforts. »

Certains confrères trépignèrent de joie sur les cendres de la défunte ; d'autres, comme le *Réveil,* se contentèrent d'insérer — sans réflexion — ce billet de faire part ; le *Combat* versa une larme sur « son vaillant frère d'armes » mort sous les drapeaux, et la *Résistance* ressentit une vive douleur de la perte de la *Patrie en danger,* « cet organe unique de la démocratie exaspérée. »

A part les articles de Blanqui, du citoyen Tridon, l'auteur d'une brochure intitulée les *Hébertistes,* dans laquelle il glorifie Momoro, Santerre, Maillard, Rossignol, Hébert, etc., disant de l'*hébertisme :* « C'est le

chant de l'avenir, l'hymne du chaos fécond d'où va sortir le monde, » brochure qui le fit condamner sous l'Empire à quatre mois de prison; à part quelques articles du citoyen Régnard, ex-rédacteur de la *Libre pensée,* de l'*Excommunié,* du *Réprouvé,* etc., et auteur d'un ouvrage remarquable intitulé : *Essais d'histoire et de critique scientifiques,* la *Patrie en danger* était assez pauvrement rédigée.

N'y cherchez pas l'esprit, l'ironie, les traits finement acérés, — et ceci soit dit en passant pour tous les journaux qui s'adressent aux partis extrêmes, — la raillerie, le ridicule, belles armes, ma foi ! il leur en faut de plus fortement trempées. Aigris, soupçonneux, irritables, ils sont froids et monotones dans leurs colères et leurs menaces renouvelées sans cesse; mais ils parlent au peuple, avide d'émotions fortes et rapides, le langage qui lui plaît. Ce ne sont pas des enthousiastes; ce sont des fanatiques, et le peuple aime à suivre les gens qui apportent au triomphe de ce qu'il croit être sa cause une fureur aveugle et une opiniâtreté infatigable.

Le style de Blanqui est vraiment le type du *style révolutionnaire;* c'est clair et froid comme l'acier, un peu déclamatoire, mais brûlant comme la glace : « Ils courent nos plaines fertiles, ces hommes aux longues tripes, aux pieds plats, aux mains de singes, qui se prétendent l'élite du genre humain, qui n'en ont jamais été que le fléau et qui viennent pour nous refouler

mille ans en arrière, dans les brouillards ténébreux de la Baltique. Oh ! vous, la grande race de la Méditerranée, la race aux formes fines et délicates, l'idéal de notre espèce, vous qui avez couvé, fait éclore et triompher toutes les généreuses aspirations, debout pour le dernier combat, debout pour exterminer les hordes bestiales de la nuit, les tribus zélandaises qui viennent s'accroupir et digérer sur les ruines de l'humanité ! »

Derrière le maître... les autres, les néo-jacobins, qui élèvent la violence jusqu'à l'épilepsie.

Et c'est le citoyen Brideau, ex-condamné à mort dans l'affaire de la Villette, qui, après avoir traité un des rédacteurs de la *Gazette de France* de bonhomme usé jusqu'à la corde, vieux, cassé, ratatiné, bossu au physique comme au moral, vieillard raboteux et escarpé, s'écrie, emporté par le lyrisme de la situation : « Écoute, Escande, vieux ramolli, continue à gratter ta cervelle avec tes ongles de hibou. Calomnie, hurle, mords si tu peux; mens, puisque tu ne peux pas faire autrement. Mais tes jours sont comptés, mon bonhomme, et il ne restera bientôt plus de ta plate personne qu'un squelette étrange et contrefait, qu'un descendant de Cuvier, dans cent ans, prendra pour les restes d'un vieux singe. »

Et c'est le citoyen Gois, compromis dans le fameux complot Dupont, Villeneuve, etc., qui veut que toute personne osant parler de paix soit arrêtée; que toutes

les églises soient fermées et affectées à des destinations révolutionnaires (greniers, clubs, etc.); que tout citoyen ne sorte qu'armé (révolver, poignard, baïonnette même, — tout est bon); que tout citoyen connaissant la cachette ou l'enfouissement de matières précieuses, monnaies d'or et d'argent, le dénonce à la municipalité; que chaque maison ait à sa porte un écriteau indiquant les nom, âge et profession de toutes les personnes qui l'habitent, et enfin (l'idée est assez drôlement exprimée) que les prêtres soient armés, menés au feu et « placés devant les patriotes, dans les positions les plus périlleuses. Nous leur réservons la plus belle tâche; qu'ils soient martyrs; ils iront au ciel, ce sera leur récompense. Nous qui n'y croyons pas, nous demandons qu'ils meurent avant nous, qu'ils servent de cuirasse aux pères de famille, etc. »

La *Patrie en danger* avait aussi son poète, le vieux Lachambeaudie :

Hélas ! je ne suis ni Tyrtée,
Ni Rouget, le poète aux chants inspirateurs;
Je n'ai pour la France attristée
Que des accents consolateurs.

dont elle publia une douzaine de fables.

Parmi les collaborateurs de ce journal, citons en courant MM. — pardon — les citoyens A. Breuillé;

L. Levraud; H. Verlet, délégué parisien au contre-concile de Naples et auteur d'une brochure : *le Peuple et la Révolution, l'Athéisme et l'Être suprême;* — A. Goullé; E. Villeneuve; E. Decroix; Chêdame; A. Humbert, dont un journal réactionnaire disait qu'il deviendrait un orateur si ça durait longtemps—*ça* voulait signifier les agitations de l'année 1869; —L. Virtelly; C. Bouis; Dillon-Kavanagh; Jacqueline; Saillard; R. Lafagette; Léon Lebéhot : celui-ci fut accusé carrément par un autre collaborateur du journal, Raoul Rigault, ex-commissaire de police spécial de la République de 1870, d'être de la police et d'avoir rédigé des rapports sous le nom de Noël; — E. Maréchal; C. Delyon; le docteur Lacambre, vice-président de la Société centrale républicaine de 1848; —M. Vuillaume; A. Caris; la citoyenne Adèle Esquiros; G. Millot; E. Dereux; X. Sauriac, auteur d'un *Système d'organisation sociale,* d'une tragédie sociale, *la Mort de Jésus,* et d'une conversation non moins sociale avec un étudiant en droit du nom de Chauvot, conversation qui le rendit un instant célèbre, bien que très-ennuyé, alors que la République de 1848 l'avait envoyé comme commissaire à Montauban; — H. Éventin; Morban; H. Bauer; etc., etc.

LA DÉFENSE NATIONALE. *Journal quo-*

tidien. N° 1, 8 septembre 1870. — Gérant : J. Troussat.

Il entre dans l'arène avec les vers de Casimir Delavigne :

Réveille-toi, France opprimée !
On te crut morte, et tu dormais,

et ceux de Joseph Chénier :

La République nous appelle.

Ce premier et unique numéro est assez pâle ; il s'associe « aux grandes et généreuses idées » émises dans la fameuse circulaire de J. Favre et rend publiquement hommage « au patriote » qui l'a conçue et écrite.

Il dit aussi que la proclamation de la République en France « est le mot d'ordre sublime donné au monde pour se délivrer des tyrans » et crie : « Vive la République ! »

Mais qui ne criait pas à Paris, le 8 septembre : « Vive la République ! »

LA COMMUNE DE PARIS. *Liberté, Droit, Justice*. N° 1, 10 septembre 1870. — Gérant : Dardaux.

N'a eu que trois numéros, mais en a profité pour faire au gouvernement provisoire une singulière proposition, celle d'adjoindre, au parlementaire français chargé de répondre au premier parlementaire prussien se présentant devant Paris, deux ou trois membres de l'*Internationale* ou de la *Commune de Paris,* « parce que nous avons la certitude que notre intervention produira un puissant effet pour le salut de la patrie. »

Vous voyez d'ici les onze nez de la défense nationale ! Et la *Commune de Paris* ajoutait : « Repousser notre proposition serait une faute politique, un crime de lèse-nationalité. »

Les citoyens de la *Commune de Paris* croyaient si bien à l'acceptation de cette avantageuse proposition qu'ils firent immédiatement appel aux membres de l'*Internationale* sachant parler allemand.

Collaborateurs : E. Chatelain, secrétaire du Comité central des vingt arrondissements et membre de la commission de la Ligue républicaine de la défense nationale à outrance ; — Magot ; A. Goullé ; E. Grillet ; L. Renucci, collaborateur de la *Libre pensée,* condamné en 1853 à trois ans de prison pour société secrète (affaire des Vrais vengeurs de la démocratie de Dijon).

—

LA REVENDICATION. *Journal des amis de la Constitution de 1793*. N° 1, 10 septembre 1870. — Rédacteur en chef : A. Mancel.

Ce journal était loin d'être une œuvre de spéculation, car en tête de son premier et unique numéro s'étalent ces mots : *pas de vente au numéro,* et nulle part on ne trouve trace de bureaux ou d'abonnements.

C'est un bon exemple qu'on peut offrir aux autres feuilles, avec la certitude que ce fait isolé restera un bon exemple, c'est-à-dire : un fait isolé.

Ce numéro est consacré presque en entier à la reproduction du *Procès-verbal de la fête de l'inauguration de la République française, le 10 août 1793,* procès-verbal imprimé par ordre de la Convention nationale. « Le plébiscite est la pierre de touche de la société, » dit M. Mancel ; et il ajoute avec raison que le plébiscite n'est bon, réel et valable qu'autant qu'il reconnaît la République et les Droits de l'homme qui sont au-dessus du suffrage universel.

Ce procès-verbal est suivi d'extraits des ouvrages de MM. Laponneraye et Hamel au sujet de l'attentat du 9 thermidor, et de l'épouvantable terreur que firent peser sur la France les *modérés,* des Foucher, des Tallien, des Fréron, des Courtois, des gens qu'on appellerait malheureusement encore aujourd'hui, dans la langue politique, *des honnêtes gens,* ou mieux *des gens bien pensant,* et dont la modération sera toujours la même.

M. A. Mancel, petit-fils du général Gay de Vernon, était, en 1848, directeur général de la *Sécurité commerciale,* membre de la *Société de la République centrale,* candidat à l'Assemblée constituante; il est l'auteur de différents écrits politiques : *Principes du droit politique; la Revendication de l'obligation de décréter immédiatement la mise en vigueur de la Constitution votée par toute la France en l'année 1793,* etc.

—

LE PEUPLE SOUVERAIN. *Indépendance nationale et République.* N° 1, 10 septembre 1870. — Rédacteur en chef: P. Duprat.

Ce journal veut être « le tocsin des résistances nationales, » estimant qu'en présence de l'invasion c'est le seul rôle possible pour les journaux qui veulent sauver la patrie; il termine ainsi sa profession de foi : « O Paris... nous allons te purifier au feu des batailles, et si le salut public demande que tu périsses, nous te promettons des funérailles qui feront jusqu'à la fin des siècles la stupeur et l'admiration du monde. »

Ces fières paroles sont signées Pascal Duprat, qui probablement alors ne pensait pas devoir quitter Paris quelques jours plus tard pour aller mettre son influence dans le Midi au service de la République ;

ce n'est qu'au moment de mourir que le *Peuple souverain* fit l'aveu de ce départ patriotique.

Grand défenseur de Jules Favre, le *Peuple souverain* approuve sans réticence la démarche du célèbre orateur auprès de Bismark et déclare que l'abnégation qu'il a montrée en cette affaire restera « l'un de ses plus beaux titres d'honneur ; » mais en revanche, il blâme la mission de M. Thiers. Le 20 septembre, il est pour la nomination d'une Constituante, et, voyant le gouvernement parler de laisser au peuple la constitution de la municipalité, il opine du bonnet, mais insiste sur ce point : c'est que cette magistrature ne créera aucun obstacle au gouvernement, et surtout qu'au point de vue politique elle ne cherchera pas à s'emparer de la conduite des affaires.

Puis, peu à peu (Pascal Duprat parti), le *Peuple souverain* penche du côté où il doit tomber : *cette nécessité de constituer à Paris une municipalité s'impose,* etc.; cependant il ne veut pas encore d'une « nouvelle Commune. » — Le 6 octobre (Pascal Duprat n'étant pas revenu) il est sur la pente et s'écrie : *Nous élevons contre vous le soupçon d'incapacité, gouvernants imprudents et pusillanimes,* etc.; il veut les faire assister par une municipalité qui les embrasera de la sainte fureur du patriotisme.

Le 7 octobre (Pascal Duprat de plus en plus parti), le *Peuple souverain* se livre à l'invocation : « O vous, Danton, Lebas, Billaud-Varennes, Robespierre, Saint-

Just, apprenez-leur comment le Comité de salut public faisait trembler les traîtres, terrifiait les rois et chassait l'étranger, et dites-leur de commettre, s'il le faut, des crimes, mais de sauver la patrie. »

Cette fois, M. X. Trébois, que l'attitude du *Peuple souverain,* inquiétait depuis quelque temps, s'empresse de le quitter, ne pouvant « s'associer à cette attitude, » ce que regrette, je ne sais trop pourquoi, le *Peuple souverain* « d'autant plus qu'il ne s'explique pas bien les motifs auxquels M. Trébois a obéi. »

Enfin arrive le 12 octobre, et le *Peuple souverain,* qui, peu auparavant, avait déclaré que sa collection serait plus tard l'histoire la plus complète du siége de Paris, se voyant décidément très-malade, toujours par suite de ce fatal départ de M. Duprat (*privé depuis longtemps de toutes communications avec notre rédacteur en chef, nous croyons devoir suspendre la publication du « Peuple souverain »* — vous voyez bien !), rentre tranquillement dans l'éternelle nuit.

Ce journal, en mourant, fit un testament par lequel il laissa sa caisse... que dis-je là ? il laissa en héritage au journal le *Tribun du peuple...* sa ligne politique (!).

Maintenant, si vous voulez savoir la vérité *vraie* sur le départ de M. Pascal Duprat, la voici (la logique et le bon sens en sont garants) : prévoyant qu'un jour ou l'autre le citoyen Vallès finirait par devenir maire d'un arrondissement quelconque, et ne sachant ni le

temps que durerait son administration, ni sur quel heureux arrondissement elle répandrait ses bienfaits, M. Pascal Duprat pouvant être son administré, aurait préféré aller faire un tour que de risquer la partie. On se rappelle que le citoyen Vallés consacrait à M. Duprat, il y a quelques mois, dans son journal *la Rue,* un article dans lequel il raconte que, regardant passer une bande d'insurgés de Juin condamnés à la déportation, un quidam lui aurait dit : « Enfant, si jamais tu rencontres sur ta route, plus tard, un homme qui s'appelle Pascal Duprat, maudis-le ! Dénonce-le aux veuves, fais-le fouetter par les orphelins, les femmes et les fils de ces transportés. C'est lui qui a crié le soir de la bataille : « Paris sous le sabre. « Chargez les fusils, tuez la canaille ! » Retiens son nom ! »

Comme Vallès, je connais l'histoire de 1848 et sais ce qu'a fait et n'a pas fait M. Pascal Duprat ; cependant j'ajouterai ce que ne dit pas Vallès, c'est que M. Duprat fut rédacteur de la *Réforme,* de la *Politique du peuple,* de la *Revue indépendante* de P. Leroux, J. Reynaud, etc., collaborateur de Lamennais au *Peuple constituant,* et qu'après vingt ans d'exil supportés vaillamment, l'âme haute, il a rapporté un ouvrage intitulé : *Les Révolutions,* livre tout animé du souffle d'un libéralisme éloquent et élevé.

Collaborateurs du *Peuple souverain :* MM. V. Gour-

nay ; Gellion-Danglar ; V. Dictys ; E. Vauquelin ; P. Martine ; B. Buisson ; L. Ducray, etc.

LE SALUT PUBLIC. N° 1, 11 septembre 1870. — Rédacteur en chef : G. Richard ; dessinateur en chef : F. Régamey.

Sentinelle avancée de la cause républicaine, voilà ce que ce journal veut être avec la plume et le crayon... « Et si notre format modeste, qui pourra s'agrandir avec le temps, ne nous donne pas l'autorité des grands journaux, il n'ôte rien à notre patriotisme et à la sincérité de nos convictions : *la République sauvera la France !* »

Et, en effet, le *Salut public* donne un dessin de M. Régamey représentant une grande femme laide, coiffée d'un bonnet phrygien et appuyée sur la pique de nos pères ; cette femme soutient la France, qui, sous les traits d'une femme délicate et blessée, mais aussi laide que l'autre, n'a plus à la main qu'un tronçon d'épée. Au bas de cette allégorie : *La République sauvera la France !*

Espérons-le.

Ce journal, qui n'a eu qu'un numéro, prétend que le 4 septembre M. Gabriel Hugelmann — personnage assez connu pour qu'il n'y ait besoin d'accoler à son nom aucune épithète — a, la main dans la main d'un

rédacteur du *Réveil,* crié avec énergie : « Vive la République ! »

De M. Hugelmann, la chose ne m'étonne nullement : au contraire. Mais c'est ce rédacteur du *Réveil* qui *la main dans la main....*

Enfin, c'est le *Salut public* qui le dit.

LE MONITEUR DE LA GARDE NATIONALE MOBILE ET SÉDENTAIRE. *Messager de la ville et des camps.* N° 1, 11 septembre 1870. — Administrateur-gérant : L.-E. Robert.

Le titre explique le but que ce journal se proposait d'atteindre.

Demandait l'incorporation dans l'armée des membres des congrégations religieuses : « Lorsque la famille sacrifie ses plus chères affections pour défendre la patrie, pourquoi laisser toute cette jeunesse inactive à la joie de ses contemplations bibliques ? » Demandait aussi la prorogation des échéances et la cessation immédiate des poursuites commerciales ; « sinon les agissements de certains huissiers et de leur cohorte amèneront forcément des vides dans nos rangs. »

Ce journal croyait à l'amour de la patrie et à bien d'autres vertus des membres du gouvernement provi-

soire ; mais... (il y a un mais) il les engageait à prendre pour guide — l'énergie.

Le 11 septembre, déjà !

N'a eu qu'un numéro, son administrateur-gérant, M. Robert, chargé d'une mission spéciale par le gouvernement de la défense nationale, étant parti à bord du ballon le *Denis-Papin*.

LE RÉPUBLICAIN. *Journal quotidien.* N° 1, 15 septembre 1870. — Rédacteur en chef : E. Lambry.

Papier couleur chamois, opinion de teinte plus chargée ; n'a guère eu que deux numéros sur lesquels il me paraît impossible de le juger, tant ils sont insignifiants.

Avec la candeur de sa grande jeunesse, ce journal ne croyait pas à l'indifférence des peuples « nos obligés; » il les appelait à la rescousse : « Mais, encore une fois, qu'ils accourent au plus tôt. Paris n'a pas le temps d'attendre ; il est impatient d'en finir. Une heure encore, et l'heure des résolutions décisives et des refus hautains sera sonnée. Vouloir le secourir alors, ce serait l'humilier. Il n'acceptera plus que l'écroulement; un écroulement gigantesque, terrible, poignant ; quelque chose d'énorme, comme si l'âme du monde s'en allait. »

Collaborateurs : Ch. Tabaraud ; Corneille Verdhurt ; Al. Charausad ; G. Féri.

—

LE COMBAT. N° 1, 16 septembre 1870. — Directeur politique : Félix Pyat.

Ce journal paraît encadré d'un filet noir ; il s'appelle aujourd'hui le *Combat ;* demain il s'appellera le *Travail.* « Aujourd'hui l'arme, demain l'outil ! le sol avant la gerbe ! la patrie avant la vie ! la France avant tout ! Même cri que nos pères : la France ou la mort ! » — Et plus loin : « Après la victoire, nous quitterons le deuil, nous cesserons le feu... et nous reprendrons l'outil, en gardant le fusil. »

Dès le 19 septembre, il entre en lutte avec l'Hôtel-de-Ville et dit au peuple qu'entre 92 et 1814, il n'a choisi ni l'un ni l'autre : « de 92, tu n'as pas la Commune révolutionnaire ni le peuple armé. »

Le 25 septembre, il insiste sur la question de la Commune, la Commune de Paris qu'il appelle la fille de Danton, la mère de l'audace, la grande redoutée des rois, l'amie des peuples, etc. Le 3 octobre, c'est la Commune ou la mort ! « Nous la voulons, nous l'aurons avec ou sans vous. *Salus populi suprema lex...* et, s'il le faut, contre vous. »

C'est net et carré. Si le 8 octobre eût amené la Com-

mune, les imprécations du *Combat* se seraient changées en cantiques d'actions de grâce, et comme le vieux Siméon à Dieu, Félix Pyat eût dit au peuple : « Seigneur, j'ai vu ton salut; maintenant congédie ton serviteur. » En attendant, et voyant que le comité d'artillerie n'a pas fait fondre un seul canon depuis un mois, le *Combat,* rendant au peuple ce qui lui vient du peuple, donne 5,000 fr. pour un canon, lequel devra naturellement s'appeler *la Commune.* Et il s'écrie : « Il ne sortira pas un Prussien de France sain et sauf, si le gouvernement sort de l'Hôtel-de-Ville et fait place à la Commune. »

Le 28 octobre, il publie son fameux entrefilet *(fait vrai, sûr et certain)* sur la trahison de Bazaine et la capitulation de Metz.

Des citoyens *bien pensants* et amis d'une sage liberté se précipitent sur les kiosques du boulevard, s'emparent des exemplaires du *Combat,* en font des auto-da-fé et hurlent autour, affirmant sur leur foi républicaine que Pyat n'est qu'un mouchard, qu'il est payé par la Prusse, et autres monstruosités de ce genre; on envahit les bureaux du *Combat,* et toujours au nom de la liberté — de ces particuliers — on se livre à des violences indignes contre les rédacteurs de ce journal.

Le lendemain, Félix Pyat déclare qu'il tient le fait de Flourens, qui lui a dit le tenir directement de Rochefort. Sommé de s'expliquer, ce dernier nie énergique-

ment, tout en insultant Félix Pyat de la façon la plus vive, oubliant qu'il l'avait prié jadis de recommander sa candidature, et qu'il avait voulu fonder un journal avec lui ; puis intervient Flourens qui « affirme » qu'en effet ce n'est pas Rochefort qui lui a annoncé la trahison de Bazaine et la capitulation de Metz, mais un citoyen attaché au gouvernement de la défense nationale — citoyen qu'il ne nomme pas. Deux jours après, le même Flourens, en plein Hôtel-de-Ville, interpellé par le peuple, déclare que c'est bien Rochefort qui lui a donné la nouvelle.

Quelle pitoyable comédie !

En souvenir du *Toast à la balle* (petite balle de l'humanité, délivre-nous, etc.), le *Combat* ouvrit dans ses colonnes une souscription à cinq centimes « en vue d'offrir un fusil d'honneur *(le Pacificateur)* au combattant français qui touchera le roi de Prusse, » fusil sur lequel l'ouvrier Oudet (depuis adjoint à la mairie du XIXe arrondissement) fit une chanson :

La mitrailleuse tonne et gronde ;
Guillaume a pris le ton moqueur.
Si le Prussien était vainqueur,
La nuit régnerait sur le monde.
Que l'éclatante vérité
Ferme à jamais son œil oblique ;
Qu'il tonne pour la République,
Le fusil de la liberté !

Ce fusil portera sur la crosse, gravés en lettres

d'acier et entourés de branches de chêne et d'olivier (la force et la paix), le nom du héros, les lieux et date de l'héroïsme, etc. La souscription fut close à 300 fr. (6,000 souscripteurs).

Le *Combat* n'était pas un journal mal fait; loin de ressembler à son confrère, la *Patrie en danger,* loin d'être sec et froid, il apportait à toutes les questions la passion, l'entraînement, une sorte d'exaltation qui est le fond du talent de son directeur politique. Félix Pyat y publia des articles pleins de verve, de souffle et d'excellent patriotisme; l'article *En avant!* du 1er décembre est irréprochable.

Derrière l'homme politique on sent le littérateur, et il ne faut pas s'en plaindre; c'est à ce dernier que nous devons ce passage contre la *Gazette de France* qui l'avait attaqué : « ..... Mais je finis de corriger mes épreuves, et j'entends chanter le coq!.. Voici l'aube! c'est l'heure où les spectres doivent rentrer dans leur tombe. Allez vous coucher, ma mie ! Si vous tardez, on pourrait vous arrêter, reconnaître sur votre linceul le sang de la France, et dans quelques-uns de ses plis une bourse infâme, celle de Judas, pleine des deniers de la trahison... Oui, sous l'écu à la vache et le louis fleurdelisé, des frédérics et des georges, l'or anglais et l'argent prussien, l'or de Quiberon et l'argent de Waterloo ! A la tombe! allez! allez vous coucher en paix! Voici le jour! Bonne nuit! »

Et ce petit portrait — pas flatté, par exemple — de

Gambetta : « Le Gambetta qu'on sait, boit, mange et dort avec son compatriote Machiavel. Il l'a sous son chevet comme Alexandre avait Homère ! Il le sait par cœur !.. si on a un cœur quand on sait Machiavel. Jacobin à Belleville et girondin à Marseille, pour Marat à Paris et pour M. Thiers à Aix, sorte de Mirabeau poitrinaire, qui ne parle pas comme Mirabeau, sans doute, mais qui pourra mourir comme lui... et qui, à coup sûr, ne mourra pas comme Marat... avocat de la pure espèce, beau parleur, moins beau penseur et fort laid moraliste, un irréconciliable assermenté, assermenté deux fois, comme député et comme avocat ! Voilà Gambetta ! »

Puis çà et là des mots très-fins : « Plébiscite ! je ne vous salue pas, vous êtes une vieille connaissance que je n'aime pas à revoir. Passez votre chemin, brave homme ! on vous a déjà donné. »

A propos de M. Portalis et de sa retraite de l'*Électeur libre* des frères Picard : « Il a compris que l'erreur est humaine ; la persistance dans le mensonge picarde. *Perseverare Picardum,* etc., etc..... »

Le *Combat* est mort le 23 janvier, tué sur la place de l'Hôtel-de-Ville par les balles des mobiles bretons.

Collaborateurs : C. Gérardin ; H. Brissac ; M. Lachâtre ; H. Ségoillot ; O. Delimal, collaborateur de Rochefort à la *Lanterne ;* E. Clerc ; Gromier, de la *Réforme* (1870), qui, dans les dernières émeutes de l'Empire, reçut de la police un coup de révolver et

vingt et un coups de casse-tête ; L. Constant ; M. Treillard ; Ch.-L. Chassin, figure honnête, dévoûment infatigable à la cause républicaine ; Villaumé ; B. Malon ; G. Duchêne, l'ex-collaborateur de Proudhon, qui se retire dès le 8 octobre : le *Combat* « croit » que sa retraite fut causée par une divergence de moyens et non de fin ; en tout cas, voici ce que lui écrivit G. Duchêne : « Il faut que la rédaction d'un journal, comme Pierre Petit, opère elle-même. Il n'y a à prendre du dehors que des faits, des nouvelles et non des articles. » Et F. Pyat ajoute : « Le *Combat* pense autrement. » — G. Daubès ; docteur Wolff ; P. Denis, de la *Rive gauche* et du *Courrier français ;* Sidney ; J. Troubat, l'ancien secrétaire de Sainte-Beuve : « J'étais fier, dit M. Troubat, dans son article sur la solde de la garde nationale, j'étais fier, je l'avoue, le premier jour de ces trente sous gagnés prolétairement, moi que la destinée, qu'on ne choisit point, a fait naître fils de bourgeois. » C'est toujours un renseignement biographique ! — C. Bias ; Millière ; Maret ; B. Gastineau, l'ex-rédacteur du *Journal des hommes libres* (1849), transporté politique de 1852 et de 1858, auteur de.... etc. ; de plus, bien connu de la police impériale, qui, l'arrêtant un jour au lit, et ne voulant pas le perdre de vue, l'obligea à changer de chemise devant elle ; P. Capdeville ; E. Goupil ; de Ponnat, qui signe : « *commissaire de police nommé le 10 octobre et destitué par décret du 12 novembre 1870 ;* » de Pon-

nat, dont plusieurs journaux publièrent, il y a trois ans, la lettre suivante :

« Le baron de Ponnat a la douleur de vous annoncer la perte cruelle qu'il vient de faire dans la personne de sa fille cadette, mademoiselle de Ponnat, que la superstition a enfermée toute vive au noviciat de Conflans (Seine), pour la plus grande gloire de Dieu et des dames du Sacré-Cœur :

« Ecr.·. l'inf.·. « DE PONNAT. »

—

LE BULLETIN DE LA MUNICIPALITÉ. N° 1, 24 septembre 1870.

La municipalité de Paris y publiait chacun de ses actes et rendait compte au peuple de ce qu'elle a fait depuis qu'elle a pris possession de l'Hôtel-de-Ville. Ce journal-placard, qui n'a pas vécu longtemps, était, m'a-t-on dit, rédigé par M. G. Guillemot, ancien rédacteur du *Courrier franco-italien,* du *Figaro,* etc.

—

LES NOUVELLES. N° 1, 25 septembre 1870. — Rédacteur en chef : F. de la Ponterie.

Ce journal, journal de l'heure présente, se publie en quatre éditions : *Nouvelles du matin, nouvelles de midi, nouvelles du jour* (à 4 h.), *nouvelles du soir.*

Très-informé, tellement informé que la plupart des fausses nouvelles sortaient de son officine. Les autres y recevaient un accueil fraternel ; néanmoins, bien fait et se vendant beaucoup.

« Nous saluons ENFIN *(ce n'est pas sans quelque surprise que je rencontre cet adverbe sous la plume de M. de la Ponterie)* la République. Dans l'épuisement des monarchies, elle vient prêter son nom et son drapeau à cette œuvre de résistance nationale qui glorifie son origine et doit garantir sa durée. »

Ce journal, qui s'est vivement élevé contre la manifestation du 8 octobre et celle du 31, insinuait le 30 décembre que les communeux ou les communalistes (les deux se disent) pouvaient bien être des agents de la Prusse. Je n'aime point cette manière de faire la guerre à des adversaires politiques quels qu'ils soient... et c'est en réalité ce qu'il y a de plus prussien dans l'affaire.

Les *Nouvelles,* sans y être forcées, publiaient aussi des vers de temps en temps :

PARIS.

. . . .
C'est qu'en effet, pendant l'orgie,
On lui porta, pâle et sanglant,
Le cadavre de la patrie
Qui criait vengeance en râlant.
Il fixa d'abord, l'œil atone,
Ce cher visage... et tout à coup

Rome devint Lacédémone,
Et ses enfants furent debout.

M. F. de la Ponterie est un ancien rédacteur du journal *Paris,* de M. de Pène, et du *Figaro* politique, où il entra comme ténor. En lisant dans le journal *Paris* des articles signés F. de la Ponterie, M. de Villemessant s'écria — il l'imprima en tête de son journal : « Voilà un ténor qui entrera tôt ou tard au *Figaro,* et je lui promets un succès. »

LE MONITEUR DE LA RÉPUBLIQUE.
N° 1, 25 septembre 1870. — Directeur : W. Reymond; rédacteur en chef : L. Picard.

Ce journal devait dire comment l'armée « se rue » sur l'ennemi, comment la garde civique « se cramponne » aux remparts ; il devait noter « les rugissements des forts et les crépitements de la fusillade. » En somme, s'il eût vécu plus longtemps, il eût été — c'est lui qui le dit — un journal de combat racontant comment le peuple « se fait trouer la peau » pour sauver la République.

Et il n'y allait pas de plume morte ! En tête de son premier numéro s'étalaient en grandes capitales : LA GRANDE VICTOIRE D'HIER. — 12 A 15,000 TUÉS,

10,000 BLESSÉS, 8 A 12,000 PRISONNIERS. ÉTAT-MAJOR PRUSSIEN PEUT-ÊTRE PRISONNIER.

Pourquoi ce *peut-être,* accès tardif de modestie, surtout quand il ajoute que M. E. Arago a crié à la foule, place Vendôme : ***25,000 tués, 42 mitrailleuses, 36 canons et 10,000 prisonniers — Mais ceci sous toutes réserves.***

Je le crois bien : la grande victoire d'hier était simplement le combat de Villejuif.

Le *Moniteur de la République* approuva tous les actes du gouvernement ; un seul lui parut excessif, celui qui interdisait aux crieurs de journaux l'annonce de nouvelles à sensation. Tout cela, cependant, ne l'empêche point d'obtenir du succès, à ce qu'il dit, et, succès obligeant, de devenir un grand journal politique « comme le *Rappel,* le *Réveil* ou la *Cloche,* » avec le concours d'écrivains distingués.

Et... et... le *Moniteur de la République* disparut de la circulation.

Pendant sa courte existence, il publia un dessin « du célèbre et populaire caricaturiste Randon, ce digne émule des Cham et des Daumier » (c'est Daumier qui n'a pas dû être content !); voici le sujet de cette ingénieuse composition : le roi Guillaume, sur un cheval de bois que pousse Bismark, présente à un défenseur de la patrie la note à payer. Celui-ci répond : « Eh bien ! mon bonhomme, tu n'as qu'à retourner ta note ; tu tiens ma réponse derrière. » (Nota) : *Pour*

savoir le mot de l'énigme, il faut ouvrir complètement le journal et regarder à travers le blanc qui se trouve à la 2e page.

A mon tour, je n'ai pas besoin de vous dire le mot de l'énigme, vous l'avez deviné si vous ne l'avez senti.

Complet en sept numéros, il n'y a pas eu de numéro 5. — Je dis cela pour les collectionneurs.

LA FRANCE RÉPUBLICAINE. *Journal politique.* No 1, 27 septembre 1870. — Rédacteur en chef : V. Dictys.

« Nous avons jugé opportun de concourir, nous aussi, à la défense nationale, en donnant à tous les paroles d'encouragement qu'on aime à trouver dans les moments de crise. »

Cette feuille de haute insignifiance et qui n'eut qu'un numéro sortait du même laboratoire que l'*Europe libre* et la *France nouvelle,* publications mortes à leur aurore. La *France républicaine* publiait en feuilleton l'*Histoire des crimes de Napoléon III et de ses complices,* auprès de laquelle les élucubrations du garibaldien Vindex sont des petits chefs-d'œuvre de style et de convenance.

LES TABLETTES D'UN ASSIÉGÉ. N° 1, 1er octobre 1870.

Ces tablettes — plutôt un livre qu'un journal — paraissent chaque semaine; elles sont le résumé des réflexions *d'un grenadier* (cette publication est signée ainsi), réflexions souvent fort justes, quelquefois assez bizarres. Chacune de ces tablettes porte un titre : *La France s'aguerrit, — Moins d'agitation, — la Question des femmes, — Où sont les petits crevés? — Si j'étais président*, etc.

Au numéro 9 *(Prussiens, vos femmes s'ennuient)* le grenadier, qui voudrait bien voir les Prussiens chez eux, engage Guillaume-le-Grand à songer un peu à sa landwehr : « La landwehr, c'est à peu près la population virile des États de ce monarque; si durant un an cette population reste absente, la Prusse aura une génération de moins, et peut-être, ajouteront les mauvais plaisants, la France une génération de plus... Toujours est-il que la Prusse agirait sagement en renvoyant les soldats chez eux, faire des enfants, en un mot. »

Le grenadier aime beaucoup le général Trochu *(âme de feu, intelligence lucide, parole nette, figure sympathique*, etc.), qui, selon lui, n'est qu'un homme de transition, prêt à se démettre au premier jour ou à périr dans une émeute; mais il aime encore plus M. Thiers, qu'il appelle *un grand citoyen* et auquel il consacre, sous ce titre, sa dixième tablette.

LA VÉRITÉ. *Journal politique quotidien.* N° 1, 6 octobre 1870. — Rédacteur en chef : A. Édouard Portalis.

Ce journal ne s'est probablement appelé ainsi que pour forcer les frères Picard à déclarer que l'*Électeur libre* n'a rien de commun avec la *Vérité.*

Une note — un peu vive pour M. Arthur Picard — apprend au public la cause de l'apparition de ce journal : « La rédaction de l'*Électeur libre,* à l'exception de M. Arthur Picard, fonde un nouveau journal : *La Vérité!..* Nous avions coopéré à la fondation de l'*Électeur libre* quotidien, à la condition expresse que M. Ernest Picard serait le directeur politique, et M. Édouard Portalis le rédacteur en chef de ce journal ; » mais M. Ernest Picard étant resté étranger à la direction de cette feuille, et un grand nombre de journaux donnant à M. Arthur Picard le titre de directeur politique, lui attribuant les articles et les opinions de ses collaborateurs, ceux-ci veulent à tout prix faire cesser ce malentendu désagréable pour eux (je le comprends) ; c'est pourquoi ils abandonnent l'*Électeur libre* et fondent un nouveau journal — complètement étranger à *M. Arthur Picard.*

Ce jour-là, l'*Électeur libre,* stupéfait de tant d'audace, ne paraît pas; mais le lendemain il est à son poste et fait de petites barricades d'où il se propose de tirer sur la *Vérité* dont il ne contredit pas, du reste, les

assertions, estimant que ce n'est pas le moment d'entretenir ses lecteurs de questions personnelles.

Le 8 octobre, sous ce titre : *Les financiers de l'*Électeur libre *transformé,* qu'elle appelle de plus en plus transformé, la *Vérité* porte une botte terrible au vrai Picard. Arthur, qui ne se sent pas de force avec M. Portalis, se tient coi, et Ernest garde la botte.

Le 11 octobre, la *Vérité* adjure certains confrères qui continuent à la confondre avec l'*Électeur libre* de vouloir bien rectifier cette erreur et les supplie de ne plus la commettre à l'avenir. M. Arthur Picard, que cette note vexe de plus en plus, se décide à faire marcher sa grosse cavalerie et à faire une sortie, et le lendemain M. Ernest Picard demande à M. Portalis la permission de s'étonner et de désavouer cette note. « Je ne puis laisser dire sans protestation *(et Ernest regardait Arthur)* que votre nouveau journal remplace l'*Électeur libre* qui continue à paraître suivant son droit. »

Mais le vrai Picard a affaire à un rude joûteur qui a bien vite trouvé le défaut du pare-balles. « Il résulte donc de ce désaveu, répond M. Portalis, que l'*Électeur libre* a reparu avec votre consentement; j'en prends acte. Les tribunaux décideront si vous étiez aussi étranger à la question d'intérêt que vous voulez bien le dire. Vous aviez pris vis-à-vis de moi et vis-à-vis du public l'engagement d'être le directeur de l'*Électeur libre;* à cette condition j'avais consenti à

être le bailleur de fonds et le rédacteur en chef de ce journal : reste à savoir si vous aviez le droit de substituer à votre direction celle de M. Arthur Picard. »

Et comme ces Messieurs sont gens du monde, cet échange de propos désagréables ne les empêche pas de s'envoyer mutuellement l'assurance de leur considération distinguée.

Mais rien pour Arthur.

Et la lutte continua sourdement.

La *Vérité* approuva l'ajournement des élections municipales à la levée du siége et engagea à voter « oui. » C'est peut-être le seul journal qui donna de son « oui » une explication franche et nette : « Nous engageons à voter « oui, » parce que n'ayant été ni gouvernés, ni commandés, ni secourus, nous en sommes réduits à désirer la paix ; « oui, » parce que le seul moyen légitime que nous ayons de remettre le pouvoir entre des mains plus dignes, c'est d'élire une Assemblée constituante ; « oui » enfin, parce que pour élire une Assemblée constituante, il faut d'abord conclure un armistice. »

Continue jusqu'au bout cette même politique, à la grande colère des *pas un pouce de*, etc. ; le 8 novembre écrit : « On veut nous réduire au désespoir ; on n'y parviendra pas. Jusqu'au dernier jour, nous aurons espoir dans une solution pratique. Mis en demeure de choisir entre une bataille et des négociations, nous

n'hésiterons jamais : nous choisirons les négociations. » Puis il reparle d'une Assemblée qu'il cherche à faire passer en l'appelant Assemblée de la défense nationale, et attaque violemment à ce sujet le gouvernement provisoire. Ce qu'il veut, il le dit bien et clairement : un général pour combattre ou un diplomate pour traiter — (numéro du 1er janvier).

On prétend que la *Vérité* ne verrait pas avec trop de déplaisir un prince de la branche cadette... Mais pourquoi des suppositions?

La *Vérité* disait le 20 novembre : « Espérons que le gouvernement n'appartiendra plus jamais à personne, » et le 22 du même mois se prononçait nettement pour la République — peut-être pas la vôtre, peut-être pas la mienne, mais enfin pour la République.

Il est donc de toute loyauté et de toute convenance de nous incliner devant ses affirmations et d'attendre.

J'allais oublier le 16 octobre, qui compte cependant dans l'existence de la *Vérité*. Dans un numéro qui fit énormément de tapage, M. Portalis adressait au gouvernement certaines questions auxquelles il le priait de répondre. Le gouvernement, qui n'aimait pas les questions (c'était là son moindre défaut) et qui trouvait celles-ci tout particulièrement indiscrètes, y répondit impérialement en faisant arrêter M. Portalis : « Le gouvernement, qui se dit républicain, m'a

arrêté lâchement et m'a traité en criminel de bas étage, pour avoir dit — je me trompe — pour avoir demandé la vérité. Je suis enfermé dans une cellule, à la place même où était Troppmann, entre deux assassins. Voilà comment la République traite les journalistes. »

(Je ne sais pas si M. Arthur Picard devait s'amuser !)

Mis en liberté quelques jours plus tard, M. Portalis fit sa rentrée dans son journal par un excellent article dans lequel je me rappelle avoir lu la promesse de raconter plus tard certains tripotages politiques; et si M. Portalis a gardé le silence, c'est qu'en face de l'invasion il ne s'est pas senti le courage de découvrir parmi ses concitoyens un seul adversaire.

Tous les journaux protestèrent contre l'arrestation du rédacteur en chef de la *Vérité;* seul, l'*Électeur libre*... mais j'aime mieux cela, c'est au moins de la franchise.

Ce journal, certainement un des mieux faits parmi les feuilles dont nous racontons ici brièvement l'histoire, a publié des documents très-intéressants pour l'historique du siége de Paris.

Pendant la Commune la *Vérité* joua double jeu et eut parfois une singulière attitude — qu'expièrent à l'entrée des Versaillais, assez injustement ce me semble, les compositeurs de ce journal qui furent envoyés à Brest.

Aujourd'hui, M. Portalis réclame deux choses : la liberté de ses employés — et l'établissement définitif de la République.

La Vérité a pour propriétaire M. de la Rochefoucauld-Liancourt, et pour collaborateurs MM. Harold; Portalis; Marsillac (un très-bon Bulletin de la guerre); — A. Desmoulins; A. Bitard; Ch. Buray; J. Le Petit, etc.

—

LA POPULACE. *Journal radical quotidien.* N° 1, 7 octobre 1870. — Administrateur : Louis Sannier.

La populace parisienne!... on se rappelle ce mot de Bismark à Jules Favre : « Nous relevons, s'écrie la rédaction du journal qui nous occupe, l'insulte du loup prussien ; nous la relevons pour la clouer au pilori de l'histoire. Soit ! nous sommes la *populace parisienne,* et nous prouverons aux mercenaires du moderne Attila que parmi nous il rencontrera bientôt un Aétius ! La France sera pour l'armée prussienne un immense champ catalaunique ! »

Un avis annonçait qu'en cas de nouvelles importantes, une seconde édition de la *Populace* serait mise en vente immédiatement.

Les nouvelles importantes ne manquèrent pas ; mais, hélas ! la *Populace* mourut à son deuxième

numéro. Pendant cette courte existence, elle publia une belle et bonne poésie d'Étienne Carjat : *la Guerre!*

Allons, la mère, ouvre la vieille armoire;
Fais prendre l'air à ta robe de deuil.
Depuis cinq ans nous n'avions plus de gloire;
Il faut encor de la chair à cercueil.

Les rédacteurs anonymes de cette feuille étaient MM. G. Aymar et Le Guillois; — Gustave Aymar, que Mme Adèle Esquiros, dans un article plus que vif de la *Patrie en danger,* du 28 novembre, signale à la *Société des gens de lettres,* à propos des francs-tireurs de la presse : « L'être dont il s'agit, dit-elle, est un fort et solide réaliste, un bien portant, un des viveurs et des prédestinés du monde matériel. » Quant à M. Le Guillois, c'est un poète improvisateur, fondateur du *Hanneton,* journal des toqués, de *les Punaises dans le beurre,* journal hebdomadaire, etc.

—

L'IMPARTIAL. *Par le troupier Biyot, ami de Boquillon.* — (Sans date; a paru vers le 10 octobre.)

Il en faut pour tous les goûts, c'est vrai; mais écrit tout entier dans le style de l'ami Boquillon, ce journal était d'une lecture exaspérante. Çà et là, cependant, quelques idées drôles.

A propos du FUSIL D'HONNEUR offert par le *Combat*, le troupier Biyot pense à Judith et à Holopherne, dont il esquisse l'histoire à grands traits :

« Après avoir tenu conseil, ils ont décidé que Judith, qui était un beau brin de fille, elle irait conter des colles à Holopherne; qu'au besoin de la cause a pourrait rigoler avec lui (des petites risées seulement); pas d'atteinte à la morale, pas d'atteinte aux mœurs surtout. Enfin Holopherne, qui était un peu soulard (comme Guillaume), s'y laissa prendre, si bien qu'un jour que Holopherne était dans son lit, soufflant comme un gros cochon, Judith, qui était... dans la rue, sur le trottoir, a y pris son sabre, a y coupa la tête qu'a mis dans son sac, et en chantant :

C'est ben fait, fallait pas qu'y aille.

« Judith a été canonisée par un pape pas infaïbe; eh ben, qu'aujourd'hui y se présente une Judith, et qu'elle en fasse autant à Guillaume, le diable m'enlève si le pape d'aujourd'hui, qué infaïbe, y la canonise... »

Malgré cela ou à cause de cela, Biyot est catholique et d'un républicanisme douteux, bien qu'il soit pour la Commune; après avoir dit que le gouvernement provisoire a de la besogne par-dessus la tête, qu'il n'a le temps ni de manger, ni de boire, ni de dormir, il ajoute : « Eh ben, y a des gens de bonne volonté qui l'y ont dit : Si tu veux, j'allons t'aider. — Non, qui répond, je veux faire tout tout seul.

« C'est pas raisonnable de sa part. »

Évidemment.

Cette feuille, dont je ne connais que deux numéros, me paraît étroitement liée à une *manufacture de vêtements* de la rue Turbigo.

LE MONITEUR DES GARDES NATIONALES. N° 1, 12 octobre 1870. — Gérant : Lemonnyer.

Ce journal, qui devait rester étranger à toutes les vives passions politiques, voulait être le trait-d'union « reliant par la pensée et par le cœur » les membres épars de la garde nationale, cette grande famille disséminée sur tous les points du territoire et devenue l'armée de la France.

Certes, il y avait là à faire un bon journal — et une bonne affaire. Est mort à son quatrième numéro.

Dans un article fort sensé sur les *manifestations*, le *Moniteur des Gardes nationales* a très-bien répondu en peu de mots à M. John Lemoinne des *Débats*, qui, à propos de la manifestation du 8 octobre, s'était écrié : « A votre demande de terrorisme communiste, nous répondrons par la demande d'une dictature militaire. »

Allons, nous sommes encore loin de la liberté.

LE TRIBUN DU PEUPLE. N° 1, 16 octobre 1870. — Directeur-gérant : V. Simond.

Ce journal qui avait hérité, nous l'avons dit plus haut, de « la ligne politique » du *Peuple souverain,* déclare qu'il ne reculera devant aucun effort, devant aucun sacrifice pour assurer l'intégrité du territoire et sauvegarder l'honneur du pays ; il veut la République « avec toutes ses conséquences politiques et sociales. » Voici sa devise : « Ni République bourgeoise, ni anarchie. »

L'héritage du *Peuple souverain* ne lui pesa pas longtemps ; plus vif, mieux fait que son prédécesseur, il aborda plus résolument et plus carrément les questions politiques du moment ; sa ligne politique fut nette et bien tranchée. Après la journée du 8 octobre, il persista à dire que le conseil municipal élu donnerait à la défense « l'énergique impulsion qui lui a jusqu'à présent fait défaut, » et le lendemain du 31 octobre, il s'écrie : Votons NON ! « parce que nous voulons chasser l'ennemi, sauver la France, fonder la République, au lieu de conclure un traité qui, après avoir consommé l'abaissement de notre pays, nous livrerait pieds et poings liés à une restauration orléaniste. »

Le 14 novembre il publie cette élégie :

Le vent souffle place de Grève,
Et des hommes d'Etat enlève
Le beau serment.

Serments et feuilles ! Tourbillonne,
Valse de mort.... le vent d'automne
Vient d'Orléans.

Comme une cocotte phthisique
Voici mourir la République.
Parti fichu !
La pauvre dame, dans la lutte,
Dégringolant de chute en chute,
Avait trop.... chu.

Il se prononça très-vivement aussi contre la convocation d'une assemblée : « Les assemblées sont peu propres à conduire une nation qui traverse une crise militaire. Nous avons été sauvés en 1792, non par la Convention, mais par le comité de salut public. »

Tout cela ne l'empêche pas d'avoir le mot pour rire et de fort aimer les cancans ; aussi s'en donne-t-il à cœur joie sur M. Haussmann et Mesdemoiselles Roze et Francine Cellier. Puis il fait la guerre aux frères Picard, à l'adjoint Floquet, qu'il prend par sa corde sensible, l'écharpe : « Il y a dans les tiroirs une ou plusieurs écharpes. Il y en a deux dans ses poches de derrière, une autour de sa ceinture ; il doit y en avoir une au fond de son chapeau. Quand M. Floquet a envie de se moucher, il tire régulièrement, au lieu de son mouchoir, l'insigne de ses fonctions. » Mais sa tête de Turc, c'est le général Trochu qu'il appelle tantôt Napoléon-Trochu, duc du Bourget, Trochu-le-Grand, Sa Tactique, Trochu de Sainte-Anne-

d'Auray ; il va même jusqu'à dire qu'il a mis la main sur le fameux *plan*, plan écrit tout entier de la main du général *P. O.* Schmitz :

MON PLAN.

Laisser entrer les Prussiens dans Paris, occuper les forts et bombarder l'ennemi jusqu'à extinction.

Signé : TROCHU.

Et plus bas :

P. O. SCHMITZ.

Et le siége n'a pas plus de quarante-trois jours (on trouvait déjà le temps long !) qu'il s'écrie : « Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à prendre patience et à mettre de côté tout espoir de voir jamais lever le siége de la capitale. Peut-être dans cent ans d'ici, nos arrière-neveux assisteront-ils au rétablissement des communications entre Paris et Versailles; mais nous, à cette époque, nous serons depuis longtemps les fantômes dont parle le poëte allemand, et tourbillonnant par les brouillards d'hiver au-dessus de la Seine, nous exécuterons le quadrille macabre du garde national trépassé. Ce sera un triste spectacle, et le pâtre du poëte prussien sentira ses cheveux se hérisser sur sa tête en entendant, à travers les plaintes du vent, les Parisiens, morts d'ennui ou d'indigestion de semelles de bottes, maudire de leurs voix sépulcrales les lenteurs du général Trochu. »

Le 80e jour du siége, désespérant de voir jamais la pointe d'un casque prussien, le *Tribun du peuple* s'en alla paisiblement rejoindre le *Peuple souverain,* après deux mois de luttes et d'impatiences.

Ce journal avait pour collaborateurs MM. Debrige; L. Ducray; Perodeau; etc., et le poète Charles Woinez, l'auteur des *Nationales,* qui y publia de fort beaux vers intitulés l'*Écueil :*

. . . .
Ainsi les nations éternisent leurs chaînes.
Ainsi je vais moi-même au courant de mes haines,
Dans l'indignation de mon âme, poussant
Un long cri de fureur, de vengeance et de sang.
Et pourtant je me dis : L'Allemagne et la France
Sont deux nations sœurs d'idées et de souffrance.
Quand vous serrerez-vous la main, ô tristes sœurs,
Victimes de vos rois et de vos empereurs ?
Nous avions Bonaparte, et vous avez Guillaume.
La France était empire, et la Prusse est royaume.
L'un vaut l'autre : César est le même partout,
Qu'il commande à Postdam ou gouverne à Saint-Cloud.
Ah ! peuples infectés du virus monarchique !
Quand appliquerez-vous le remède héroïque ?
Quand, dans les pures eaux de la fraternité,
Referas-tu ton âme, ô pauvre humanité ?

—

LA DÉFENSE NATIONALE. *Journal des intérêts de la patrie.* No 1, 19 octobre 1870. —

Directeur-gérant : Ch. Henry ; secrétaire de la rédaction : Ch. Virmaître, qui devint plus tard rédacteur en chef, sous la gérance F. Cattelotte.

Très-enthousiaste de ce que le gouvernement a fait jusqu'au 19 octobre (il faudrait peut-être lire : aurait dû faire), ce journal optimiste s'écriait : « Et c'est une poignée d'honnêtes gens, le gouvernement de la défense nationale, qui a accompli ce prodige ; » et plus loin : « Demandons-nous si le cœur de Jules Favre qui est nôtre ne console pas de celui de Louis-Napoléon qui appartient à l'étranger. » C'est une consolation, je le veux bien, et après ?

A son sous-titre : *journal des intérêts de la patrie,* il aurait dû ajouter ces mots : *et de la répression à outrance.* Son énergie est tout entière dirigée contre MM. Delescluze, Félix Pyat, etc. ; il demande au gouvernement de se faire respecter, de faire rentrer dans le *droit commun* ces gens sans aveu, de les frapper sans pitié, sans trêve ni merci. « La mansuétude serait de la faiblesse ; la rigueur prouve la force. »

Tirer dessus !... c'est évidemment ce que le journal de la *Défense nationale* appelle faire rentrer dans le droit commun.

Cette feuille, assez pauvrement rédigée, n'en était pas moins lue tous les jours (c'est elle qui le dit ; ce n'est pas moi, croyez-le bien) par les membres du corps diplomatique, et se trouvait chaque matin sur la table de MM. de Moltke et de Bismark ; aux avant-postes, où

certains journaux font prime, un de ses rédacteurs assure l'avoir vu acheter 50 centimes (dix sous !) aussi cher que les *Débats*. Voici du reste la cote qu'il donne : 50 centimes, l'*Officiel*, le *Temps*, les *Débats*, la *Défense nationale* et le *Rappel* ; 40 centimes, la *Liberté* et la *France* ; 20 centimes, la *Cloche*, *Paris-Journal*, le *National*, le *Siècle*, le *Gaulois* et le *Figaro* ; 15 centimes, le *Combat* ; la *Patrie en danger* ne trouve d'acquéreur à aucun prix.

J'ai dit que la *Défense nationale* était pauvrement rédigée, exemple : ces deux dépêches « ont été accueillies par la population comme elles le méritaient, avec la plus profonde indifférence, mais en revanche avec une grande indignation. — Ch. Virmaître. »

Dans un article intitulé : *Sommes-nous humiliés?* et dans lequel son auteur soutient cette thèse ingénieuse que ce sont les Prussiens qui plus tard ne liront pas sans rougir le récit de leurs hauts faits, etc.: « Il leur a fallu deux générations pour en venir à faire, au milieu des préoccupations libérales du siècle, une irruption militaire qui ressemble à l'entrée d'un homme mal élevé dans un salon comme il faut. — R. Desormes. »

Etc.

Ce journal a eu le courage — et il faut l'en féliciter, car ce qu'il a dit est vrai, très-vrai, les gens d'Asnières et de Colombes en savent quelque chose — d'imprimer en gros caractères cette phrase : « Dans

le 50e bataillon de la garde mobile et dans le 120e de marche, il y a des voleurs. »

Collaborateurs : MM. F. de Lormes ; A. Andréi ; L. Cahun, de la *Liberté* et du *Centre gauche ;* — A. Nitot ; L. Bouchu ; C. Chabert ; J. de Boisjolin, du *Centre gauche ;* — docteur Decaisne ; E. d'Avray, etc.

—

LA SENTINELLE ARMÉE. *Journal quotidien, socialiste, politique et industriel.* N° 1, 20 octobre 1870.

N'a eu qu'un numéro.

—

LA LETTRE-JOURNAL. *Gazette des absents.* N° 1, 22 octobre 1870. — Inventeur-rédacteur : D. Jouaust.

Cette petite feuille, imprimée sur papier jaune et ne pesant que le poids réglementaire, a d'abord paru deux fois la semaine, puis trois fois.

C'est une feuille de papier à lettre dont les deux premières pages contiennent le résumé des événements de la semaine ; la troisième page est réservée à l'acheteur qui y écrit sa correspondance, le tout destiné à partir pour la province par ballon monté.

Cette idée était excellente ; aussi donna-t-elle lieu

à une foule d'imitations plus ou moins réussies et contre lesquelles s'élève et tempête fort M. D. Jouaust, « réservant ses droits contre ceux qui croient pouvoir tirer profit d'une invention qui n'est pas la leur. »

La réunion complète de ces petites feuilles de tous papiers et de toutes couleurs — très-volantes de leur nature, — donnera de la tablature à MM. les collectionneurs — mes confrères. Ils en trouveront, dans la suite de ce petit travail, la nomenclature exacte.

LE DIMANCHE DE PARIS. *Journal de la République et du droit pur devant la conscience humaine, du libre et franc parler envers et contre tous.* N° 1, 23 octobre 1870. — Rédacteur en chef : César Boissier, inspecteur d'Académie honoraire.

Cet inspecteur, dont le nom figure TREIZE fois dans le premier et unique numéro du *Dimanche de Paris*, déclare que, plus démocrate que Blanqui, plus socialiste peut-être que Pyat, il n'a pas attendu le 4 septembre pour se convertir, et il cite ses relations avec M. Ténot du *Siècle*, ses visites à MM. Pelletan, Rochefort, Ulbach, etc.; de plus, il s'est offert — un travail de seize heures par jour dans n'importe quel bureau ne l'effraie pas — gratuitement au gouvernement provisoire, qui ne lui a rien répondu ; il a aussi en-

voyé des articles à la *Marseillaise,* qui ne les a point insérés, etc. Bref, tout cela l'a rempli d'amertume, et, « faute d'un organe à vues assez larges pour accepter son indépendance, » l'a décidé à fonder — lui seul — le *Dimanche de Paris*... qui ne sera pas une boutique.

Il veut un effort général de virilité et de pur stoïcisme « pour faire de chacun de nous un dieu, » et affirme qu'il n'est ni prêtre, ni roi, ni pape, ni empereur, ni diable, ni Dieu au-dessus de la personnalité humaine ; que, quant à lui, « il ne courbe la tête ni ne fléchit le genou devant rien... Si quelqu'un est infaillible, je le suis autant que lui ; je suis Dieu s'il est Dieu, » etc.

Et patati et patata.

N'excelle pas dans le portrait à la plume :

TROCHU. — Le courage, le désintéressement, l'honneur, la fermeté, la décision, la bravoure maîtresse d'elle-même, qui sait attendre :

Tu maximus ille es
Unus qui nobis cunctando restituis rem.

J. FAVRE. — L'éloquence, la probité, l'ardeur, le patriotisme, l'élévation, la sensibilité, la grande et sympathique intelligence : *Vir bonus,* je dirais volontiers *optimus ; dicendi peritissimus.*

mais pouvait aborder tous les genres :

A qui la faute? — Au grand gredin,
Au traître, au tueur de décembre,
A ses préfets, aux pots-de-vin,
Qui de vendus peuplaient la Chambre;
S'il rentre jamais, l'assassin,
Le lâche ignoble de septembre,
Que Paris de sa forte main
Lui brise, aux fosses de Pantin,
Sur les dents tous les pots-de-vin,
Sur le front tous les pots de chambre.

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE. *Journal politique quotidien.* N° 1, 26 octobre 1870. — Directeur politique : J. Fazy; Rédacteur en chef : A. Laya.

Cette feuille avait pour but de démontrer que la République, qui est l'ordre, la paix, la civilisation, est le seul gouvernement possible en France, et que la monarchie ne représentant plus que la barbarie, le désordre, le déchaînement des passions les plus cruelles, est la cause des plus grands désastres qui puissent affliger l'humanité, bien loin d'être, ce qu'elle s'efforce de faire croire, un recours à l'ordre.

« La République française, en triomphant de la monarchie qui combat contre elle, aura préparé le bonheur du monde. »

La *Gazette de France,* que ce programme a fait tressaillir, administre à la *Nouvelle République* quelques coups de béquille : « A quoi sert donc l'expérience, si les quarante années que M. James Fazy a dépensées à agiter, à troubler la petite république de Genève, sa patrie, ne lui ont pas appris que l'État républicain n'est pas toujours l'idéal de l'ordre et la meilleure sauvegarde de la liberté? »

Quant à M. Laya, il voit tout — couleur Orléans, et s'écrie : « Pour le moment, nous pouvons le dire, en toute crainte: le complot à écarter, c'est le COMPLOT ORLÉANISTE. — Républicains! prenons garde à nous! »

Ce journal, qui est mort très-jeune, a fait peu parler de lui; il était peut-être trop enclin à la tartine — non que je veuille dire qu'elles étaient mauvaises... mais enfin, plus de pain que de confitures, vous m'entendez bien.

M. A. Laya, qui, avant tout, est un homme de talent, rédigeait, en 1848, avec M. Jubinal, l'abbé Orsini, etc., le *Salut public,* devenu plus tard la *Providence,* journal des peuples, feuille monarchique et religieuse, puis devint collaborateur d'Émile de Girardin au *Bien-Être universel,* où j'ai lu de lui un article remarquable intitulé les *Droits de la femme;* une polémique assez vive s'éleva même au sujet de cet article entre son auteur et le journal la *Patrie,* polémique dont j'extrais cette phrase : « Je prouve par

l'histoire (c'est M. Laya qui parle) que la prostitution a été instituée par des législateurs que vous prenez pour guides et pour modèles, par des *rois* et par des *reines,* qui l'ont patronnée. »

En 1870, M. A. Laya était lieutenant-colonel des vétérans parisiens, ainsi que le prouvent surabondamment ces quelques lignes de la *Nouvelle République:* « On pourrait faire pour cette légion d'élite ce qu'on avait fait anciennement pour les *vétérans de l'armée,* leur donner des postes d'honneur. Le personnel des compagnies est tout à fait digne de cette application. »

Collaborateurs : MM. L. Picard; F. Damé; T. Van Veerssen, etc.

—

LE MONITEUR AÉRIEN. *Missive-journal du siége de Paris.* N° 1, 28 octobre 1870. Imprimé sur papier jaune (imitation de la *Lettre-Journal*). N'a eu que deux numéros.

—

LA DÉPÊCHE-BALLON. *Journal des événements du siége.* N° 1, 28 octobre 1870.

Autographié sur papier blanc (imitation de la

Lettre-Journal dont il est resté par la suite un des rares concurrents).

L'ÉCOLE DE L'HOMME ET DU CITOYEN. *Journal hebdomadaire paraissant le samedi.* N° 1, 29 octobre 1870. — Administrateur : H. Guillet; rédacteur en chef : Gracieux Faure.

Ce journal se proposait d'aider à se redresser vers le ciel les fronts que la corruption monarchique a courbés vers la terre; de relever les caractères, raffermir les cœurs, éclairer les consciences, etc. Il n'y a rien à dire à son programme, qui est pavé d'excellentes intentions.

L'*École de l'Homme et du Citoyen* était divisée en quatre parties : la première traitait des grands événements et des graves questions du jour au point de vue de l'histoire et de la logique; la deuxième, toute didactique, était consacrée aux matières de l'enseignement proprement dit; la troisième offrait au lecteur des travaux littéraires; et la quatrième était un bulletin des faits politiques, militaires, etc., de la semaine.

Cette feuille, qui n'avait pas moins de seize pages in-8°, n'a eu qu'un numéro.

LE BALLON-POSTE. *Journal du siége de Paris, publié pour les départements.* N° 1, 30 octobre 1870. — Directeur-gérant : G. Richard.

Ce journal, imprimé sur papier rose excessivement mince, est destiné (l'édition in-folio) à recevoir au verso, sur la page libre, les notes manuscrites, etc.; publie aussi une édition in-4° qui laisse une grande marge libre pour la correspondance privée.

Croit devoir faire un programme dont nous extrayons ces lignes : « Notre drapeau est celui de la République auquel nous sommes fidèles depuis vingt ans, et nous nous mettons sans arrière-pensée au service de la défense nationale. »

Le *Ballon-Poste* prétend que sa publication n'est pas limitée au siége de Paris, et croit qu'il sera très-avantageux de pouvoir le mettre dans les lettres expédiées aux départements et à l'étranger... Moi, je pense le contraire, et cette idée — complexe — ne remplacera pas facilement le simple envoi sous bande du premier journal venu.

Enfin, nous verrons bien.

L'édition in-folio est ornée d'un ballon; l'édition in-quarto porte en tête les armes de la ville de Paris.

—

LE BALLON-POSTE. — *Journal-correspondance des assiégés.* N° 1, 31 octobre 1870.

Imprimé sur papier chamois (imitation de la *Lettre-Journal*). Cette feuille, publiée par la *Vérité,* était donnée aux acheteurs de ce journal, moyennant cinq centimes.

—

LES MESURES DE SALUT PUBLIC. *Rationnement de Paris.* N° 1, octobre 1870.

Cette feuille, « née de circonstances exceptionnelles, paraîtra quand les circonstances exceptionnelles l'exigeront. »

Elle n'a paru qu'une fois, ce qui ferait croire que les circonstances exceptionnelles ne se sont pas renouvelées. Hélas!...

MM. Ménier et Tapié proposent un système de rationnement que nous ne discuterons pas article par article — ce serait trop long — mais dont l'établissement eût été plus difficile qu'ils ne le supposaient. Néanmoins, il y avait là de bonnes mesures que le gouvernement aurait bien fait d'adopter... Mais que faire dans un pays où l'égoïsme est la première des vertus? N'est-il pas de notoriété publique que *beaucoup* de préposés aux boucheries, gardes civiques, inspecteurs, etc., tous chargés de la juste répartition de la viande, ne sortaient « de leurs fonctions » qu'avec un bon morceau de filet ou des côtelettes (l'eau m'en vient à la bouche), voire même des gigots (au commencement), alors que d'autres citoyens

ne pouvaient, après de longues heures d'attente par le froid et sous la pluie, se procurer que de maigres morceaux, heureux encore de ne pas revenir les mains vides?

En France, un fonctionnaire qui n'abuse pas, non, cela ne se nomme pas ainsi, mais qui ne profite pas de sa situation, passe pour un sot... aux yeux même de ceux aux dépens desquels l'abus se commet.

Ah! nous sommes un joli peuple!

—

LA DÉFENSE. *Bulletin du comité civil de défense.* N° 1, octobre 1870.

Au deuxième numéro, cette feuille qui, sans attache gouvernementale, mettait sa publicité à la disposition des inventeurs dont les idées seraient reconnues, après examen, pouvoir être utiles à la défense, s'appela simplement *Bulletin du Comité civil des moyens de la défense.*

Son but était de seconder le gouvernement en travaillant avec lui « au salut de la France et à l'établissement de la République. » On trouve, parmi les membres de ce comité, des généraux : Arellano, Roa, Taboada; des journalistes : Ch. Fauvety, E. Nus, Ch. Sauvestre, Massol, L. Jourdan; des ingénieurs, deux médecins et... quatre avocats!

—

LE JOURNAL OFFICIEL DES GARDES NATIONALES. *Recueil authentique de législation et de jurisprudence.* Nouvelle série. N° 1, octobre 1870. — Directeur-gérant : E. Lachaud.

Saluant l'aurore de nos libertés reconquises, ce recueil, fondé en 1831, et qui avait cessé de paraître au lendemain du 2 décembre 1851, est autorisé par M. Gambetta à *renouer la tradition interrompue* du *Journal officiel des Gardes nationales* de France.

Il donne les arrêtés, décisions, circulaires, modèles d'état, formules, etc.; c'est dire qu'il n'a pas moins de deux à trois feuilles d'impression — et de la besogne sur la planche.

—

LE PANTHÉON. *Journal du 5e arrondissement.* N° 1, 1er novembre 1870.

Journal mort-né. La municipalité du 5e arrondissement fut complètement changée par suite des votes des 3, 5, 6 et 7 novembre.

—

LE DRAPEAU ROUGE. N° 1, 2 novembre 1870. — Rédacteur en chef : G. Maroteau; gérant : J. Gouffé.

« — Qui vive ? — Républicain.

« — Le mot de ralliement ? — La sociale.

Imbécille, salue.

. . . .

« C'est bien ! si le hasard me condamne, les balles trouveront mon cœur content. »

Content???

« Ah ! la honte m'étourdit, la douleur m'étouffe.

« Nous périrons tous, sans sauver rien. Oui, et c'est, Messieurs, parce que vous tremblez devant cette loque : le drapeau rouge.

« Eh bien ! moi, je le lève au vent.

« Il est temps que l'armée funèbre des affamés se montre.

« En avant, les va-nu-pieds! Aux armes, les sans-culottes ! »

Etc., etc.

C'est ainsi que s'exprime le citoyen Maroteau, « dont le nom rappelle, dit la *Patrie en danger,* la note vibrante du *Père Duchêne* et du *Faubourg.* » Le *Père Duchêne* et le *Faubourg,* je dis cela pour ceux qui l'ignoreraient, étaient deux carrés de papier dans lesquels vibrait en effet la note du citoyen Maroteau, qu'on pourrait croire, d'après les dernières lignes citées plus haut, aller nu pieds.

Erreur ! le citoyen Maroteau est chaussé ; il marche même — mais péniblement — dans les souliers ferrés de Jules Vallès.

Et cela se voit.

Le *Drapeau rouge,* organe de la démocratie épileptique, n'eut que deux numéros. Ses collaborateurs étaient les citoyens E. Bertau et T. Béroall.

—

LE GARDE NATIONAL. *Journal politique, organe spécial de la garde nationale.* N° 1, 2 novembre 1870. — Rédacteur en chef : Mignien.

Un programme détaillé indique tout ce que devait faire le *Garde national :* échos des remparts, conseils de famille, lois, décrets, décisions, etc., etc. Vous voyez cela d'ici.

Le premier numéro est assez bien fait; mais le second n'étant que la reproduction du premier, je m'explique pourquoi ce journal a cessé dès lors de paraître : le besoin d'un troisième numéro, calqué sur les deux autres, ne se faisait nullement sentir.

—

LE JOURNAL-POSTE. *Correspondance aérienne.* N° 1, 3 novembre 1870. — Rédacteur : J. Lesage.

D'abord autographiée sur papier blanc, puis imprimée, puis autographiée de nouveau, cette petite feuille (imitation de la *Lettre-Journal*), après quelques chan-

gements de format, cherchait encore sa voie quand elle est morte.

Le *Journal-Poste* se payait le luxe d'une opinion politique, car son rédacteur s'écrie, après le plébiscite du 3 novembre : « Qu'en pensent les envahisseurs de l'Hôtel-de-Ville? Sont-ils assez battus ? Écrasés par les votes en faveur du gouvernement, oseront-ils encore relever la tête ? »

—

LA QUESTION DU JOUR. *Journal-livre, paraissant chaque fois qu'il se produit un fait important;* 8 ou 16 pages in-4°, suivant la gravité des questions. N° 1, 5 novembre 1870.

Ce journal-livre, qui avait pris pour épigraphe cette pensée : *L'éclectisme est la forme concrète de la raison,* n'a paru qu'une fois, consacré tout entier à un article de 920 lignes intitulé : « le Plébiscite. »

J'ai l'intime persuasion d'avoir été le seul Parisien qui, le 5 novembre, ait eu le courage de lire un article de cette longueur. Il y a des grâces d'état. Et chose non moins singulière, c'est que je n'ai pas eu à m'en repentir.

Ce long article est bien fait et très-intéressant : son auteur, dont je ne partage pas toutes les idées, se nomme Charles Laurent, et voici en quelques lignes sa profession de foi :

« Républicains sous l'Empire, quand il y avait quelque mérite à ne pas céder aux entraînements de l'opinion; républicains quand une profession de foi démocratique était une sorte de *san benito* dont on stygmatisait la réaction radieuse, triomphante, repue et jamais satisfaite, appuyée sur l'indifférence insouciante, railleuse et hostile à tout ce qui pouvait troubler sa quiétude; républicains au lendemain comme à la veille du 2 décembre, nous le sommes encore sous la République du 4 septembre, mais nous le sommes à la façon des gens qui aiment pour la vingtième fois, et nous ne croyons pas plus à la virtualité d'une forme de gouvernement que nous ne saurions croire à la fidélité absolue des femmes en matière de sentiments. »

LE MONITEUR DES CITOYENNES.

Journal des droits et de l'intérêt des femmes, paraissant tous les dimanches, sous la direction d'un Comité de dames. N° 1, 6 novembre 1870. — Directeur : Barse.

Un comité de dames!

Mais le programme se hâte de nous donner une explication : « Pour nous, la *citoyenne* est cette mère laborieuse et vigilante dont les travaux et les soins *font la maison ;* cette jeune fille modeste et sage qui, suivant un si noble exemple, se prépare elle-même à faire le bonheur d'un honnête homme. Ces citoyennes, pour nous, ce sont des *dames* à aussi juste titre que les élues de la fortune... »

Eh bien ! mon brave homme, dames ou citoyennes, ces femmes-là n'ont que faire de votre *Moniteur*.

Ce journal trouve que les femmes sont ennuyées, découragées par l'absence des doctrines ou par le vide ; elles ne voient pas où elles vont. « Il faudrait une lumière attrayante, pour attirer ces regards qui n'ont plus un point fixe à l'horizon. »

Il est de toute évidence que le *Moniteur des citoyennes* va devenir cette *lumière attrayante,* et, avec lui (ou avec elle), la femme, pour être l'égale de l'homme (elle ne l'est donc pas, *ô lumière attrayante !),* n'aura plus qu'à ne pas obéir trop vivement à ses goûts, à ses passions ; elle devra se modérer, *se contenir,* en un mot. — M. Barse ne le lui cache pas.

Ce journal, qui n'a eu qu'un numéro, publiait en feuilleton un drame intime : *un cœur tendre en est le théâtre.*

A la fin du numéro se trouve, sous ce titre : *Souscription pour étendre le format du journal et pour en rendre la périodicité plus fréquente,* la constitution financière d'une société civile dont les statuts m'ont fait rêver. Ainsi, article 5 : « Dans le cas où les 4,000 exemplaires ayant été vendus, la recette serait de... etc. »

4,000 exemplaires du *Moniteur des citoyennes* vendus !.. mais c'est de la démence !

Dans une longue relation de la *Journée du 31 octobre,* je vois que le directeur du *Moniteur des citoyennes* a

joué un bout de rôle à l'Hôtel-de-Ville; il s'est écrié d'une voix vibrante : « Nous ne voulons pas du drapeau rouge, non, non! nous ne voulons pas de sang; vive la République — sans le drapeau rouge! »

C'est très-bien ; voilà l'histoire prévenue : elle n'aura garde d'oublier le citoyen Barse.

Les autres rédacteurs de cette feuille étaient : MMmes Julie Urbaine, Joséphine Dulimbert et M. L. Fromentin.

LA GRAND'GARDE RÉPUBLICAINE.

Journal du soir. N° 1, 7 novembre 1870. — Gérant : L. Lhoir.

Sentinelle vigilante de tout ce qui peut grandir la République nouvelle, ce journal veillera « sur ses erreurs, sur ses ennemis, sur elle-même et sur lui aussi — qui n'a pas la tâche la moins lourde, la responsabilité la moins grande, » et trouvant (nous sommes bien de son avis) que les longs programmes sont ennuyeux, il résume le sien en ajoutant à la devise : *Liberté, égalité, fraternité*, le mot *justice*, sans lequel, dit-il, les autres ne sont que des *mots* qui ne pourraient jamais devenir des vérités.

La Grand'Garde prétend que la Commune du 31 octobre a fait pour 80,000 fr. de dégâts à l'Hôtel-de-Ville, qu'elle a souillé cet édifice par une orgie

immonde, et enfin a voulu s'emparer de quinze millions... Elle le dit comme si elle avait été de la petite fête. Honnête feuille ! Et elle ajoute : « Cela n'a duré que quelques heures ! jugez un peu de ce qu'aurait pu faire cette fameuse Commune, si.., etc. » Plus loin : « Nous n'aurions plus besoin de nous occuper d'alimentation ; la Commune aurait tout englouti dans les festins joyeux qui sont le plus fort de sa besogne. »

La Grand'Garde veut bien de la République, mais une République digne, honnête, sage...

Je l'aurais parié.

Collaborateurs : B. Saint-Andeol ; F. Flobert, inventeur de l'étoile en drap écarlate cousue sur la manche du caban des francs-tireurs de la presse ; L. Rousseau ; E. de Senneville.

LE LION BLESSÉ. Numéro spécimen, 8 novembre 1870. — Rédacteur en chef : A. Cotelle.

En tête, un dessin représentant un lion couché dans son antre ; un renard fuit, la queue entre les jambes. Cet ingénieux dessin est expliqué par une fable en prose non moins ingénieuse : « Un superbe lion eut à soutenir un jour le choc impromptu de plusieurs tigres qui voulaient lui ravir sa suprématie sur les autres animaux. Accablé par le nombre, le lion fut blessé et obligé de se retrancher solidement dans son

antre, etc.; » les tigres le cernent et veulent le prendre par la famine, puis ils envoient « le plus adroit renard » pour parlementer. Au seul mot de concession, le lion rugit de telle sorte que maître renard court encore. Et afin qu'il n'y ait point d'équivoque, cette petite allégorie se termine ainsi : *Méditez cette fable, M. Thiers.*

Ce pauvre *Lion blessé* était, lui aussi, partisan d'une République honnête et modérée, et se préparait à combattre à outrance les ennemis de la République : les monarchistes ou réactionnaires et les républicains rouges.

Le destin ne le voulut pas; le deuxième et dernier numéro est envahi par la poésie. C'est d'abord la fable du *Lion blessé,* cette fois-ci mise en vers par M. A. Leroy; puis vient une épître d'un Breton au général Trochu, épître dont la forme me paraît assez lâchée — si les idées en sont bonnes.

. . . .
Louis dix-huit le gros, égoïste, sans frein,
Fusillait froidement de braves militaires :
Impassible bourreau sous des traits débonnaires.....
Le roi le plus infime est toujours assassin!
Charles dix, l'homme usé, sans talent politique,
Après avoir vécu comme un petit crevé,
Gouverne notre France, et d'un ton réservé
Renia son serment à la Charte publique....
Etc.

M. A. Cotelle est, je crois, chimiste-manufacturier

et secrétaire de l'*Union fraternelle des citoyens de Seine-et-Marne.*

—

LE JOURNAL-BALLON. *République de 1870. Événements du siége.* N° 1, 9 novembre 1870. — Directeur : Arband.

Autographié sur papier blanc; a changé de format — puis est mort. (Imitation de la *Lettre-Journal.*)

—

LA RÉSISTANCE. *Organe démocratique et social du 14e arrondissement,* puis *organe démocratique et socialiste, journal de la Ligue républicaine.* N° 1, 10 novembre. — Myard.

Consacrée uniquement à la défense nationale à outrance, cette petite feuille, qui a changé souvent de format, déclare dans son programme que sa rédaction est et sera complètement anonyme (la méfiance est une vertu républicaine); elle ne voulait servir de piédestal à personne..... Avec le temps, ses idées changèrent, et elle devint le journal du citoyen Th. Sapia.

Elle ne mentit pas à son titre; ainsi, quand il fut défendu à la presse de parler des opérations militaires, la rédaction de la *Résistance,* voulant donner

à son tour l'exemple du courage civil, déclara qu'elle ne tiendrait nul compte de ce décret et qu'elle continuerait, comme par le passé, à raconter, à discuter, à analyser les exploits militaires « de Trochu l'infaillible, de Schmitz-Poliorcète, le Berthier de nos trois armées, et de notre glorieux Clément Thomas, l'énergique et intelligent chef de la milice citoyenne. »

Comme elle était en butte à mille vexations de la part « de mouchards et de gardes nationaux bien pensants, » qui arrêtaient, dépouillaient et emprisonnaient ses crieurs, elle prévint M. Cresson et l'amiral commandant le secteur qu'elle ferait suivre les plus jeunes de ses crieurs par des hommes dévoués, *armés de révolvers.*

Cela rappelle la *Patrie en danger,* avec laquelle elle avait, du reste, beaucoup d'affinités, tout en pensant différemment sur certaines questions sociales. Ainsi la *Résistance* disait avec raison : « Le groupement des hommes par l'association ou la coopération est le seul qui subsiste, le seul qui ait chance de se généraliser; et, de l'individu inconscient, indifférent, la pratique de la collectivité fait un citoyen énergique, résolu, sachant ses droits et prêt à les défendre; l'action collective précise et détermine les devoirs et a fixé une formule précieuse : *Égaux en droits et en devoirs.* »

Ennemie de la participation qui conduit à hiérar-

chiser les travailleurs, elle n'était pas d'accord avec la *Patrie en danger,* qui avait dit : « La coopération a eu des conséquences terribles : elle mène le prolétariat tout droit au suicide... elle tend à l'émasculer en lui rendant la souffrance moins supportable; la coopération courbe la tête sous le plus fort, tandis que le socialisme veut la lutte à outrance jusqu'au triomphe. Le socialisme n'a aucun besoin de la coopération pour rendre la virilité au prolétariat : son propre principe suffit. »

La *Résistance* a soutenu énergiquement la candidature de Blanqui à la mairie du 20e arrondissement : « Nous vénérons en lui la plus magnifique personnification de la vertu et du devoir, » et a presque traité de girondin le citoyen Millière qui, malgré les invitations réitérées des rédacteurs de la *Résistance,* continuait à se présenter aux électeurs.

Elle a publié la délicieuse lettre suivante :

« Je vous envoie des poésies que je vous autorise à insérer dans votre journal la *Résistance,* une chaque numéro; je ne veux pas d'argent, mais je demande de votre amabilité l'envoi gratuit de votre journal du premier au dernier numéro.

« Ch. LECLERC,

« *Poète démocrate du quatorzième arrondissement.* »

S'appeler la *Résistance* et avoir cédé! Une chaque numéro — non, la *Résistance* en imprima une — une fois pour toutes, et fit bien.

Collaborateurs : J. Martelet, Th. Sapia, G. Bertin, R. Rigault, Hourtoul, H. Bauer, Jacqueline, la citoyenne Anna Laugier, etc., etc.

—

LE COURRIER DE L'OISE, DE SEINE-ET-MARNE ET DE SEINE-ET-OISE. *Journal des réfugiés des trois départements.* N° 1, 12 novembre 1870. — Directeur-gérant : A. Le Gallais.

Au second numéro, a pris le titre de JOURNAL DES RÉFUGIÉS, *courrier de l'Oise, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise,* et, plus tard, de JOURNAL DES RÉFUGIÉS, *nouvelles de la province.*

A commencé modestement par grouper toutes les informations, centraliser tous les renseignements qui pouvaient intéresser les habitants réfugiés des trois départements cités plus haut ; mais, ayant eu la bonne fortune de pouvoir publier quelques numéros de journaux de province, a perdu la tête et est devenu un simple canard. Aussi mal renseigné que les petites feuilles hurlées sur la voie publique, il débitait sa marchandise sous des titres ronflants, et voilà tout.

Sous ce titre : *Sauvons nos monuments !* je me rappelle avoir lu les lignes suivantes : « Il y a, croyons-nous, environ vingt mille femmes et enfants allemands à Paris ; ne pourrait-on loger ces gens-là dans nos monuments? Le gouvernement porterait ce fait

à la connaissance de M. de Bismark. Nous verrions bien si nos ennemis continueraient à bombarder nos monuments. »

C'était une idée, et le *Journal des réfugiés* en a eu bien d'autres.

Collaborateurs : MM. Malgenette, H. Spa, Brenier, R. d'Ysseures, etc.

—

L'ÉCHO DES ÉTRANGERS. *Revue intra-muros. Correspondance aérienne. Ordre et progrès. Alliance des peuples.* N° 1, 13 novembre 1870.

Très-gentiment imprimé sur papier vergé vert. Cette petite feuille (imitation de la *Lettre-Journal*) était publiée par M. Ch. Coffin, l'un des présidents du comité de la Grande société cosmopolite républicaine.

—

LE MONGOLFIER. *Journal du siége de Paris.* N° 1, 15 novembre 1870.

Autographié sur papier très-mince. (Imitation de la *Lettre-Journal.*)

—

L'AMI DE LA FRANCE. *Gazette parisienne et internationale.* N° 1, 19 novembre 1870. — Rédacteur en chef : N. de Poggenpohl.

« Nous avons toujours été de sentiment et nous sommes de fait Français, rien que Français. Nous le serons pendant la guerre ; nous le serons pendant la discussion de la paix ; nous le serons après et toujours. »

Ce n'est pas l'avis de la *Patrie en danger,* qui déclare net que le titre : *Ami de la France,* est un mensonge, « car la France républicaine ne comptera jajamais parmi ses amis le tzar et les boyards de Russie. »

Le journal le *Patriote* partageait cette manière de voir et s'en ouvrait d'une façon assez vive : « Nous apprenons avec satisfaction que le sieur de Poggenpohl, Russe, ex-rédacteur du *Nord* et ex-pensionnaire des fonds secrets du ministère de l'intérieur, a donné sa démission de commandant de la Légion des Amis de la France. » Et le *Patriote* ajoutait : « Cette épuration permettra à cette légion de répondre au noble but qu'elle se propose. »

De temps en temps, l'*Ami de la France* qui, en réalité, est très-dévoué à la Russie, se croit obligé de parler de son attachement à la France : « L'amour que nous lui portons peut nous aveugler en sa faveur ; il nous empêchera toujours d'être injuste et même partial à son détriment, car nous l'avons catégoriquement déclaré ici même, et nous éprouvons le besoin de le répéter en ce moment : nous ne défendons et ne défendrons sans cesse qu'une seule cause : la sienne. »

Le premier vers d'une chanson connue :

Ami du pouvoir

me semble résumer la situation d'une façon assez nette et assez précise pour qu'il n'y ait pas lieu d'insister davantage sur cette question délicate. Du reste, l'*Ami de la France* n'est pas ce que de vains journaux pourraient penser, c'est-à-dire une feuille insignifiante, sans valeur et sans portée. M. de Bismark la lit régulièrement, et elle a le pouvoir de le mettre encore plus en colère que la Légion des *Amis de la France* (ces Messieurs voudront bien me pardonner ce qu'il y a de peu flatteur pour eux dans cette appréciation de M. de Bismark, mais c'est le journal l'*Ami de la France* qui le dit) ; il ajoute même : « Gare au fondateur du journal et de la Légion ! S'il tombe entre les mains des Prussiens, son compte sera bien vite réglé. »

Entre autres choses curieuses, ce journal assure que Nicolas Ier, voyant la Prusse l'abandonner lors de la guerre de Crimée, s'empoisonna en prenant à certaines doses un remède homœopathique. M. de Poggenpohl en est-il bien certain ?

L'Ami de la France, rendons-lui cette justice, se donne un mal terrible à chaque numéro pour nous prouver que nous n'avons pas de meilleurs amis que MM. les Russes.

Hélas ! je suis bien près de le croire.

Collaborateurs : MM. G. Bertrand ; E. Têtedoux ; J. Dabernat ; C. de Croizier ; V. Lesur ; Ivan Golovine, etc.

LE FAUBOURIEN. *Journal quotidien.* N° 1, 20 novembre 1870. — Gérant : Mahlmann.

Son programme est court : Tout pour le peuple et par le peuple. A publié des *Lettres d'une faubourienne* signées : Marianne, — un nom significatif.

Dans un article intitulé : *Mars et Vénus,* ce journal de la guerre à outrance assure que près de 12,000 mobiles sont en traitement dans les hôpitaux — pour la même maladie. « Sur les boulevards, au milieu de leurs campements même, ils ont rencontré des femmes accortes, avenantes, gracieuses, aimables, dont un maquillage habile rehaussait la beauté. A tant d'attraits, un cœur de vingt ans a-t-il jamais résisté ? A côté du plaisir, la peine a toujours sa place marquée d'avance. »

Et voilà pourquoi ces Messieurs sont à l'hôpital.

Peu intéressant d'ailleurs, bien que farci des meilleures intentions, ce journal n'a eu que huit numéros ; le 29 novembre, on lisait dans la *Patrie en danger :* « Le journal le *Faubourien* interrompt sa publication, par suite du départ de plusieurs ouvriers associés dans les compagnies de marche. »

LE TRAC. *Journal des peureux. (En cas de bombardement,* le Trac *sera porté à domicile jusque dans la cave du souscripteur.)* N° 1, 22 novembre 1870.

Le programme de cette petite feuille satirique est charmant ; c'est un bon et franc éclat de rire. — Nous le citerons en entier :

A NOS LECTEURS.

« Chers peureux et bien-aimés capons,

« Il y avait une lacune dans la presse parisienne. Aucun organe ne défendait vos convictions, vos intérêts, votre tempérament. Plusieurs même, s'abritant derrière votre caractère doux et timide, se permettaient, à votre adresse, des railleries de mauvais goût, des plaisanteries d'un esprit douteux. Et, chose triste à dire, parmi vos ennemis les plus agressifs se trouvent un grand nombre de pleutres qui, intérieurement, seraient peut-être vos maîtres en pusillanimité et en caponnerie.

« Vous êtes cependant une légion nombreuse, et bien des corporations moins importantes que la vôtre ont une feuille qui représente et défend leurs intérêts.

« Pourquoi vous seuls, qui avez plus que les autres besoin d'être soutenus, rassurés et réconfortés, n'auriez-vous pas votre journal ? C'est cette pensée qui a inspiré des hommes sérieux, affranchis d'illusions et de fanfaronnades parisiennes, à fonder le *Trac*.

« La peur ne se raisonne pas, dit-on vulgairement ; eh bien ! nous, nous raisonnerons la peur, et nous ne reculerons même pas devant cet immense sacrifice moral qui

consiste à la réhabiliter aux yeux même de ceux qui en subissent les plus fortes impressions.

« Nous ne doutons pas, ainsi que s'expriment les journaux sérieux qui se fondent à propos de tout et de rien, que votre empressement à acheter ce numéro ne nous dédommage amplement de nos travaux et de nos sacrifices.

« Sur ce, chers peureux et bien-aimés capons, je vous salue.

« *Le Trac.* »

Le *Trac* est certainement, de toutes les publications dont nous faisons l'histoire, journaux sérieux, feuilles légères, pamphlets idiots et gazettes spirituelles, celle qui eut le plus de succès ; le *Trac* eut un jour à lui, pendant ce long siége si triste et si ennuyeux, — et un jour de gaîté !

Le *Trac* prétendait n'avoir pas d'opinion et se traitait lui-même de petit sceptique. C'était une grave erreur : le *Trac* avait une opinion, et je n'en veux pour preuve que la phrase suivante :

« Madame Louis-Bonaparte avait une grande scène à jouer pour remplir le rôle de la femme de François II, roi de Naples. Mais que voulez-vous ? une Téba n'est pas une Bourbon.... »

Trac, mon ami, vous sentez la réaction ! .

Le rédacteur anonyme de cette petite feuille était un romancier bien connu, homme d'esprit surtout, M. Angelo de Sorr, l'auteur de nombreux ouvrages à

succès : du *Vampire,* des *Filles de Paris,* du *Pinadas,* du *Fantôme de la rue de Venise,* du *Drame des carrières d'Amérique,* de *Jeanne et sa suite,* etc., etc., un volume de charmantes nouvelles, auquel je renverrai le lecteur désireux de connaître plus intimement M. Angelo de Sorr.

—

L'ÉCLAIREUR. *Gazette du XIXe arrondissement, journal peu littéraire, mais légèrement critique, paraissant chaque fois que l'occasion s'en présentera. On porte en ville.* N° 1, 22 novembre 1870. — Gérant : Lemarié.

La rédaction de cette feuille déclare franchement qu'elle ne sait pas encore sous quel pavillon elle naviguera, attendu qu'il y a quelques dissentiments entre les différents rédacteurs, etc.; bref, « son intention, en publiant cette feuille, n'est pas encore bien arrêtée... » — Au moins, voilà de la franchise !

Si l'on en croit l'*Éclaireur*, cette pensée trouvée dans ses colonnes : « Il vaut mieux prendre un canon aux Prussiens que dix sur le comptoir, » prouverait deux choses : 1° qu'il est bien le journal du XIXe arrondissement ; 2° qu'il n'est pas du tout le journal du 129e bataillon... — Mais j'aime mieux penser que l'*Éclaireur* n'est qu'une mauvaise langue.

—

LE GARIBALDI. *Journal des peuples opprimés*. N° 1, 22 novembre 1870. — Rédacteur-propriétaire : J. Morel.

Dans un programme qui est bien long et qui finit par ces mots : « Vive la nation ! Vive la République ! Mort aux envahisseurs ! Arrière les prétendants ! » M. Morel dit qu'il fait ce journal pour obéir à sa conscience et travailler à l'édification du peuple, de plus en plus exploité par tous ceux qui ont gouverné la France depuis 89 ; mais je n'écris pas, ajoute-t-il, « contre ceux qui peuvent m'envoyer coucher ce soir à Mazas ou à Vincennes, où j'attendrais que le peuple républicain, affamé et triomphant, vienne ouvrir les portes de ma prison, ou que Guillaume, maître de Paris, me fasse faire ma dernière confession. Non, non certes, je n'écris pas contre ces hommes, quels qu'ils soient. »

On voit que M. J. Morel ne sait pas tout ce que l'on peut tirer de la paille humide des cachots ; mais nous n'insistons pas en face d'une détermination qui nous paraît aussi arrêtée que... sage.

Le *Garibaldi* s'opposait à la convocation immédiate d'une Assemblée constituante, et demandait à être débarrassé de deux meubles qui ont toujours nui à l'affermissement de la République, le *trône* et l'*échafaud,* qu'il voulait voir brûler sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

—

LA VOLONTÉ NATIONALE. *Manifeste des patriotes de Paris et de la province.* N° 1, 24 novembre 1870. — Directeur politique : A. de Césena.

Cette feuille n'a paru que pour prendre date; elle attend, pour remplir efficacement sa mission (?), le rétablissement des communications entre Paris et la province. Seulement, il a paru opportun « à la propriété et à la rédaction » d'affirmer dès aujourd'hui ses sentiments patriotiques.

Dans ce manifeste, d'une longueur inusitée, et, chose aggravante, signé A. de Césena, on lit : « Tout est possible, tout, excepté le rétablissement de l'Empire. Si la France pouvait s'oublier jusqu'à consentir à laisser remonter sur le trône un Bonaparte... etc. — Louis-Napoléon s'est trahi lui-même par son incapacité dans l'organisation de l'armée, par son ineptie dans la conduite de la guerre... etc. — Ceux qui n'ont pas la fibre nationale me reprocheront sans doute de maudire ce que j'ai béni, de renier ce que j'ai aimé. Eh bien! oui, je maudis qui a compromis la patrie, je renie qui a sacrifié la France! »

Un mois après, la *Volonté nationale* a publié un numéro — extraordinaire — pour dévoiler à la France le plan Rouher. (Ah! si c'eût été le plan Trochu, à la bonne heure!) M. de Césena appelle ce numéro un nouvel acte de civisme, et déclare que, plutôt que de subir la double honte d'une occupation étrangère et

d'une restauration bonapartiste, il s'ensevelira, s'il le faut, sous les ruines de Paris.

Ah ! nous sommes loin du 22 janvier 1853, jour où l'on vit apparaître au bal des Tuileries l'ancien collaborateur de Proudhon, de Césena, sur le râble duquel s'étalait — pour la première fois à la cour — l'habit à la française avec boutons d'acier, l'habit en velours bleu de l'ancien régime.

Soyons juste : M. de Césena n'avait pas eu seul cette idée ; M. Fiorentino avait également, ce soir-là, fait son apparition en habit à la française, épée en brette et bas de soie. La chose fit du bruit, et il fut acquis à l'histoire que les masses allaient se régénérant.

Aujourd'hui, M. de Césena a repris la carmagnole, et ayant, comme on vient de le voir, brûlé ses vaisseaux, ne veut entendre parler que de la guerre à outrance.

Cette feuille à manifeste avait pour gérant M. P. Bureau, — plus tard, ce fut M. A. Thouzery, et pour secrétaire M. Denizet, rédacteur du *Charivari,* du *Figaro,* etc.

—

LA CLOCHE. — Ce journal publie, à partir du 26 novembre 1870, une édition microscopique du numéro de chaque jour, dans le format et avec le poids voulu, pour servir de moyen de correspondance

avec la province; c'est-à-dire que sur quatre pages de papier pelure ordinaire, les deux pages du milieu contenaient la reproduction du numéro de la *Cloche;* la première page servait à la correspondance écrite, et la quatrième page à la suscription de l'adresse.

Cette édition microscopique était obtenue au moyen de la photographie.

—

L'ŒIL DE MARAT. *Moniteur des XIX*e *et XX*e *arrondissements, adhérents à la Ligue républicaine.* N° 1, 29 novembre 1870. — Directeur : Ch. Dumont.

Ce journal pense bien que ses lecteurs ne s'attendent pas à trouver dans ses colonnes la prose académique avec laquelle on endort le peuple depuis si longtemps, et il les prévient qu'il les indemnisera à force de dévoûment et de sacrifices.

Son but est de signaler les abus que l'*œil* du peuple lui montrera.

Citoyens des faubourgs, prenez garde à vous! « Ayez toujours l'oreille tendue vers les remparts, mais l'*œil* tourné sur le centre de Paris, d'où sont partis tant de coups d'État... Et si l'*œil* toujours fixé sur les traîtres désignés à la vindicte publique ne suffit point pour les ramener à leurs devoirs, le peuple prendra ses « lunettes » et, fascinés, ils n'auront plus qu'à courber leurs têtes! »

Là, avez-vous compris?

« Courage donc, Belleville! Déjà sous ton regard la réaction sent s'évanouir sa prétendue puissance; bientôt elle tombera elle-même sous l'effort de ton bras, et nous l'entendrons crier sous ton talon ! »

Ce journal, haut en couleur, traitait le *Réveil* de journal réactionnaire, ses rédacteurs de : *nobles de la République,* et les désignait ainsi : *les Messieurs du Réveil*. Aussi, le citoyen Napias-Piquet, ex-membre de la *Société des Amis du Peuple* de l'Aube (1848), après avoir félicité le citoyen Dumont d'avoir placé sa publication sous l'invocation continuelle de la grande figure de Marat, l'engage-t-il à surveiller de près certains écrivains de la presse républicaine : « Il ne nous faut plus de ces pachas, de ces marquis de la République... Ne craignez donc pas de flageller comme de vieux nègres ceux qui se poseraient en grands-prêtres, en possesseurs du secret unique des vrais principes. »

Flageller comme de vieux nègres... Diable! J'aime à croire que M. Napias-Piquet, qui parle souvent des institutions de la libre Amérique, aura passé, sans s'en douter, du Nord au Sud, entraîné par un mouvement de vivacité regrettable.

Cette petite feuille, qui n'eut que deux numéros, avait pour collaborateurs les citoyens E. Chatelain, C. Verdure, etc.

—

L'ÉLECTEUR LIBRE. — 29 novembre 1870.

Édition microscopique. (Réduction photo-lithographique ; même système que la *Cloche*.)

—

LE SOIR. *Lettre-journal, édition de province.* N° 1, 30 novembre 1870.

Celui-ci ne ressemble pas à la *Cloche ;* il est imprimé et ne contient que quelques renseignements extraits du *Journal officiel.*

—

LA POPULACE. N° 1, 30 novembre 1870. — Rédacteur en chef : A Pagès.

En tête, un dessin représentant un superbe canon ; en *manchettes,* la fameuse phrase de M. de Bismark et la réponse de J. Favre.

Le journal la *Populace* est décidé à soutenir le gouvernement, bien qu'il n'ait pas une égale confiance dans chacun de ses membres ; il veut la République une et indivisible, demande la séparation de l'Église et de l'État, et déclare que, dès à présent, les écoles communales doivent rejeter de leur programme — « pour en laisser la libre direction aux familles » — tout enseignement religieux. Car il respecte les convictions religieuses ; *elles peuvent s'al-*

lier, dit-il, *à une nature droite, à un cœur généreux.*

Quant à la question sociale, il croit à la légitimité, à l'urgence de presque toutes les réformes que réclament les écoles socialistes; mais il veut que cela arrive doucement, progressivement.

Ce journal, qui appartient du reste au genre naïf, a inséré la lettre d'un employé de ministère qui, ayant acheté *par hasard* le premier numéro de la *Populace,* est tout stupéfait de n'y avoir point trouvé « d'excentricités politiques et sociales, mêlées à de grossières injures. » Aussi félicite-t-il, en son nom et en celui de ses amis, le directeur de cette feuille, le priant d'insérer sa lettre pour prouver que la *Populace,* dès son premier numéro, a conquis « les sympathies des honnêtes gens. » Néanmoins, le directeur, trouvant que l'apparente vulgarité de ce titre sonne mal à quelques oreilles, le change contre celui de la *France nouvelle* et déclare que son journal sera toujours rédigé avec *mesure, convenance* et *sérénité.*

Et c'est vrai; la *France nouvelle* apporte dans ses jugements une telle *mesure* et une telle *sérénité,* que le 1er janvier 1871 elle craint encore « les impatiences et les ardeurs » de deux ou trois membres du gouvernement!

Cette petite feuille a publié dans le courant de décembre certains avis qu'il est bon de consigner ici au point de vue de l'histoire du siége de Paris :

« — On demande à échanger deux bouteilles de Champagne contre une paire de pigeons vivants ; ou une bouteille de bon Chablis contre une botte de carottes.

« — On demande à échanger une bouteille de vieux Richebourg, première qualité, contre un chou pommé ; — ou un litre de haricots contre une boîte de sardines. »

Etc.

Par exemple, rien n'obligeait la *France nouvelle* à insérer cette épigramme :

LE COURONNEMENT DU ROI GUILLAUME.

On te fait empereur, pourvoyeur de la tombe,
Tant mieux ; c'est qu'à périr le ciel t'a condamné.
Ta chute n'est pas loin : c'est toujours quand il tombe
Qu'un vieux cheval est couronné.

—

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRÉVOYANCE. N° 1, 30 novembre 1870.

Cette société de prévoyance en faveur des citoyens sous les armes réclame du patriotisme de tous des effets d'habillement complémentaires pour nos soldats, tels que bas de laine, ceintures de flanelle, couvertures, etc. Elle reçoit les dons en espèces et en nature au siége de la Société, 192, rue de Rivoli.

—

L'UNION RÉPUBLICAINE. *Journal politique.* N° spécimen, novembre 1870.

J'avoue n'avoir pu me le procurer. Que le collectionneur, à qui semblable malheur n'est pas arrivé, me jette la première pierre!

—

LES NOUVELLES. 3 décembre 1870.

Édition microscopique (réduction photo-lithographique) ; même système que la *Cloche.*

—

LE JOURNAL DU Xe ARRONDISSEMENT. *Organe des intérêts communaux, politique, littéraire et commercial. Tout par la liberté et par la patrie.* N° 1, 4 décembre 1870. — Administrateur-gérant : J. Béraud.

Ce journal, tout à la dévotion de M. Dubail, maire du Xe arrondissement, espère que du milieu de nos discordes s'élèvera, fondé sur la Liberté, le Droit et la Justice, l'édifice modèle de l'administration municipale, auquel le couronnement ne manquera pas cette fois.

Ainsi soit-il !

Cette feuille sait allier le plaisant au sévère et cherche à dérider les administrés de M. Dubail par des saillies auxquelles, j'en suis certain, lesdits adminis-

trés préféreraient de beaucoup une distribution supplémentaire de bœuf en boîte.

En attendant, voici ce qu'on pouvait se procurer en achetant le *Journal du Xe arrondissement :*

A propos de la réquisition des mulets, ânes, etc.: « Nous serons bien cette fois la ville des lumières, puisqu'il n'y aura plus d'ânes parmi nous. »

Au sujet de la viande salée : « Les Parisiens sont déjà habitués à tout ce qui emporte la bourse et la bouche. »

A propos de la déclaration relative à la taxe sur les chiens : « Que doivent faire les personnes qui ne possèdent que le tiers ou le quart d'un chien ? »

Etc.

Ces pauvres plaisanteries font assez l'effet d'allumettes qu'on frotterait contre un papier humide. Quand ils ont tant d'esprit, les journaux vivent peu et mal ; aussi le No 2 du *Journal du Xe arrondissement,* journal bi-hebdomadaire cependant, n'a paru que le 9 janvier, c'est-à-dire plus d'un mois après la publication du premier numéro.

Collaborateurs : V. Montantaine ; P. Mignard ; G. l'Étienne, etc.

LA RÉVOLUTION. *Journal quotidien.* No 1, 5 décembre 1870. — Rédacteur en chef : A. Marin; gérant : A. Guionie.

Ce journal veut le salut et la prospérité de la France; il ne reconnaît et ne reconnaîtra jamais qu'un seul gouvernement : la République. Il engage le peuple à se défier des sauveurs : « Le hideux reptile retiré à Wilhemsohe a su mettre pendant vingt ans, au service de ses effroyables passions, la bonté des pauvres et leur confiance dans la probité, tout aussi bien que la peur et la cupidité des riches. Non content de se rouler dans la fange, cet être malfaisant a voulu entraîner dans l'abîme la France tout entière... »

Et la *Révolution* prédit à la France une prospérité sans égale, à la seule condition de rechercher les vrais principes républicains, — car sans principes, point de République, puisque sans principes, point d'honnêtes gens.

Dans un article intitulé l'*Honnêteté républicaine*, article signé René Sarazin, l'auteur dépeint ainsi la situation actuelle :

« Émotion suave chez les citoyens assez fermes pour avoir su se préserver des maculations d'un régime fétide; angoisse déchirante chez les gredins qui s'étaient fait la douce habitude de piétiner dans le macadam de toutes les hontes dont ils tiraient profit. Bien longtemps, chers citoyens, en voyant les funestes exemples dont on souillait vos regards, en constatant l'espèce d'indifférence avec laquelle vous passiez à côté de ces fanges, je me suis demandé si le dégoût et l'horreur n'envahissaient pas vos robustes poitrines!

« Cette question m'a tenu haletant, éperdu pendant long-

temps... dix-huit ans!... Mais enfin votre vigoureuse intégrité... etc. »

En voilà assez pour faire voir que le journal la *Révolution* n'a absolument rien de commun, quant à l'opinion et au style, avec... le *Journal des Débats,* par exemple — et je suis sûr qu'il en est bien aise!

—

ENVELOPPE-GAZETTE. — N° 1, 7 décembre 1870.

Quatre ou cinq faits divers imprimés sur une enveloppe à lettre; l'adresse de la personne à laquelle on écrit se met derrière. En somme, idée peu ingénieuse.

—

LE RÉGÉNÉRATEUR. *Organe de la solidarité et de la fraternité des peuples, dédié aux défenseurs de la République.* N° 1, 10 décembre 1870. — Par Anatole Javel (d'Arbois).

Le but de cette publication est « de soutenir le courage et de produire l'élan. » En des jours meilleurs, le *Régénérateur* s'occupera de l'instruction du peuple sur ses droits et ses devoirs politiques et sociaux, de la répression des abus et de l'anéantissement de la misère par la solidarité.

En attendant, son rédacteur — en qualité de tirailleur de la presse — se porte en avant pour at-

taquer l'ennemi et le frapper au cœur : « Je n'ai ni plastron, ni cotte de mailles, ni cuirasse ; j'emploie des armes loyales ; je veux combattre à la française, et, comme Français, je me mets à découvert. Il est vrai que mon *chasse-monarque* porte juste et loin... » Et de son chasse-monarque il décoche ce trait au roi Guillaume : *A bientôt... Kœnig grossssprécherisch!!! et nous verrons!!!*

Un petit avis engage les personnes désireuses de posséder la collection complète du *Régénérateur* à se hâter d'acheter le premier numéro, qui n'a été tiré qu'à un nombre d'exemplaires très-limité — vu la crise désastreuse et douloureuse que nous traversons.

—

L'AMI DE LA FRANCE. 13 décembre 1870.

Édition microscopique (réduction photo-lithographique) ; même système que la *Cloche*.

—

LE FEU GRÉGEOIS. *Pamphlet-journal intermittent.* N° 1, 16 décembre 1870. — Gérant : A. Léon.

Ce journal, qui pourrait, comme il le dit, s'appeler le *Picrate de potasse*, la *Bombe asphyxiante*, la *Nitro-Glycérine*, etc., a pris pour titre le nom de l'engin

de destruction réputé le plus formidable, afin d'indiquer par là sa volonté inébranlable d'anéantir l'ennemi par tous les moyens possibles.

La rédaction ne veut pas faire une spéculation, et la preuve, c'est qu'une fois les frais couverts, « si nous les couvrons » (cette incidence pourrait faire croire que les rédacteurs du *Feu grégeois* ne sont pas à leur premier journal; mais non, la suite nous prouvera que ce n'est que de la modestie, chose rare), elle consacrera le surplus à l'achat de couvertures, qu'elle adressera aux mairies les plus pauvres, afin d'être distribuées aux indigents.

Nous sommes peuple jusqu'au bout des ongles; là-dessus, elle pense qu'une fois le courant sympathique établi entre elle et ses lecteurs, ceux-ci lui pardonneront et son peu de style et son éducation incomplète en faveur de ses bonnes intentions et de sa bonne volonté. Elle résume ainsi son programme : *amour fraternel pour nos compatriotes qui souffrent, haine et mort aux Prussiens! et vive la République!*

Cette petite feuille est terrible sous son air naïf : elle veut que si le Prussien entre, Paris saute avec lui; elle voit dans la guerre des rues le massacre et l'égorgement en masse de toute cette immonde cohue, l'écrasement complet de cette horrible fourmillière... les siècles futurs frémiront en se redisant le terrible carnage que nous ferons des bandits de Bismark;

puis elle donne certaines indications pratiques : les femmes avec l'huile bouillante, etc.

Elle s'adresse aux paysans et leur dit : *Il faut de l'engrais!* il en faut pour qu'au printemps nos champs dévastés reverdissent; il en faut pour que la moisson germe... tuez, tuez sans trêve, sans relâche, sans pitié, sans merci; qu'ils pourrissent dans la terre de France qu'ils ont souillée; il faut de l'engrais, et l'engrais ce sera le Prussien!

Hélas! et je répéterai les beaux vers de Woinez :

Quand, dans les pures eaux de la fraternité,
Referas-tu ton âme, ô pauvre humanité?

LA CHRONIQUE ILLUSTRÉE. Du 25 au 31 décembre 1870.

Édition pour ballon-poste, ne pesant que deux grammes.

C'est encore une réduction photo-lithographique de la nouvelle série d'une feuille qui compte déjà deux ans d'existence.

LE NOUVELLISTE DU 24e BATAILLON. *Paraissant tous les dimanches.* N° 1, 25 décembre 1870. — Administrateur-gérant : H. Paquereau.

Cette feuille est autographiée, et, comme son titre l'indique, est consacrée presque exclusivement aux faits et gestes du 24e bataillon.

Son premier numéro, qui a obtenu un succès réel, c'est du moins ce que sa modestie ne lui permet pas de contester, lui a créé des amis, des adversaires et des ennemis : les amis, le *Nouvelliste* les remercie ; les adversaires, il discute loyalement avec eux ; quant aux ennemis... — écoutez-le : « *Les morveux (nous entendons ceux qui se mouchent), nous ne les redoutons guère.* » Il leur fait une guerre loyale et non une guerre à la prussienne ; il verra bien si ses ennemis se retranchent *derrière les petites cheminées de ce nom.*

Il paraît que non, car en tête du troisième numéro, on lit : « J'ai l'honneur de prévenir tous ceux qui ne voient leur droit que dans leur force brutale, que dans le cas d'une attaque de leur part, je me considérerai dans le cas de légitime défense. — A bon entendeur, salut. — Charles BERTIN. »

Le *Nouvelliste* a ouvert une souscription pour offrir à un lieutenant « une capote aussi chaude que l'affection qu'il a su gagner parmi nous. »

Collaborateurs :. Ch. Bertin ; A. de Pinteville ; E. Seidrab ; etc.

LE MOBLOT. *Revue de la semaine, journal politique et littéraire.* N° 1, 25 décembre 1870. — Rédacteur en chef : Léon Halévy.

Ce sera avant tout un journal de conciliation ; il soutiendra de ses convictions les plus ardentes et les plus sincères les hommes dévoués et résolus placés à la tête du gouvernement de Paris ; il soutiendra également la délégation provinciale...

Pauvre *Moblot,* c'est bien de la besogne !

Ce journal est entièrement rédigé par M. Léon Halévy, comme le prouve ce nom, répété douze fois dans le premier numéro. La prose et la poésie s'y donnent la main, et le lecteur imprudent peut rencontrer jusqu'à trois cent trente-quatre vers massés dans un seul numéro :

> Moblot, substantif masculin,
> Jeune et brillant soldat de notre République
> Et très-goûté du féminin,

Etc...

M. Léon Halévy fait facilement le vers, trop facilement même — là est le danger. Quoi qu'il en soit, le frère de l'auteur de la *Juive* profite de l'occasion (et quelle occasion !) pour marquer de ses vers vengeurs Beethowen, Meyerbeer, Flotow et Wagner ; Pasdeloup, le célèbre Pasdeloup, qui n'a cependant de commun avec ces quatre compositeurs que l'argent

qu'ils lui font gagner, n'échappe pas à cette revanche de Reischoffen :

Au seul peuple allemand le sceptre musical,
 A lui le règne, à lui l'empire!
En tout, peuple français, tu n'es que son vassal.
 Et ceux que la folie admire
J'ai su, moi Pasdeloup, briser leur piédestal.

. . . .

. . . .

Mais quand régnait encor l'odieuse censure (1),
Autorisé, couvert par sa tutelle impure,
Pasdeloup, du pouvoir complimenté, fêté,
A l'art national infligeait cette injure;
Donc, l'outrage à la France était prédestiné.

—

LA LUTTE A OUTRANCE. *Journal du club de l'École-de-Médecine.* N° 1, 6 nivôse an 70. — Gérant : L. Niquet.

En deux mots, voici son programme :

« Lutte à outrance contre toute restauration monarchique, contre le cléricalisme, contre la féodalité industrielle et contre l'invasion étrangère. »

Ce journal demande l'élection immédiate d'une assemblée parisienne — ou Commune de Paris, laquelle

(1) Dans le premier numéro du *Moblot,* M. L. Halévy nous apprend que sa tragédie de *Luther,* ou *La Diète de Worms,* reçue au Théâtre-Français, a été longtemps interdite par la censure.

Et nunc erudimini....

s'associera aux soins de la défense nationale; où la charge est trop forte pour des épaules d'homme, il y faut celles du peuple. Il pense que ce moyen calmerait toutes les inquiétudes et pourrait éviter la guerre civile.

A publié dans son troisième numéro la fameuse affiche avec les signatures : AU PEUPLE DE PARIS, *les délégués des vingt arrondissements*. Ce journal déclare que la continuation du régime actuel, c'est la mort nationale, le démembrement et le partage de la France ; tandis que la Commune constituée, c'est Paris sauvé par lui-même; et Paris sauvé, c'est la France libre !

Au quatrième numéro, ajoute à son titre celui de : *Tribune de l'association internationale des travailleurs*, et publie un acte d'accusation contre le gouvernement de la défense nationale.

La *Lutte à outrance* prétend que sous le gouvernement actuel, le *Siècle* remplit à peu près le rôle du *Constitutionnel* sous l'Empire ; le *Temps* celui de la *Patrie ;* l'*Avenir national* celui de l'*Opinion nationale,* et l'*Électeur libre* celui du *Pays*. Elle engage aussi le citoyen Pelletan, qui, sous l'Empire, se livrait « à de joyeuses remarques sur l'étoile filante de Béranger, » à continuer ses relations météorologiques, car il y a, dit-elle, dans le ciel de la République formaliste plus d'une étoile qui file, sans compter les satellites.

Ce journal est très-curieux à consulter pour l'his-

toire du Club de l'École-de-Médecine, l'un des plus intéressants de la capitale.

LE RÉPUBLICAIN. *Écho du cœur de Jésus.* N° 1, 5 janvier 1871.

> Sacré Cœur de Jésus, que tout mon héritage
> Consiste à vous aimer chaque jour davantage.

Ce journal livre à la publicité les rêveries.... (oui, mettons rêveries) d'une pauvre fille qui n'est ni une *fanatique,* ni une *convulsionnaire,* mais tout exceptionnellement un merveilleux problème, un miracle vivant, un composé de mystères dans lequel habite la sainte Trinité, et dont Jésus-Christ a fait son tabernacle vivant en l'appelant *Thaumaturge.* Au milieu de tortures atroces, de souffrances incalculables, elle se trouve chaque jour en rapport avec la divinité....

« Nous nous abstenons, dit le *Républicain,* de tout commentaire à cet égard... » Nous ne croyons pouvoir faire mieux qu'en imitant cette sage et prudente réserve.

Il est en effet très-difficile de parler de ce journal, dont le Père éternel est le seul et unique collaborateur, comme l'indique sa signature apposée au bas des articles.

Ainsi, comment dire au bon Dieu, sans commettre

une grande impiété, que ses débuts dans le journalisme ne me paraissent pas très-heureux ? Comment lui faire comprendre, en toute humilité, que M. Le Guillois, par exemple, en sait dix fois plus que lui sur cette matière? Comment.... mais je m'arrête.

Je sais bien que le Père éternel est inaccessible à nos vilaines petites passions, à nous autres gens de lettres; cependant on ne sait pas ce qui peut arriver, et je préfère me *garder à carreau,* ayant entendu dire par des gens d'âge et d'expérience que la Providence protégeait toujours ceux qui n'avaient point négligé de prendre cette petite précaution.

LA RÉPUBLIQUE DES TRAVAILLEURS. *Organe de l'Association des travailleurs (section des Batignolles).* N° 1, 10 janvier 1871. — Secrétaire de la rédaction : Berteault.

Cette feuille socialiste veut pour tous les membres de la famille humaine l'égalité du point de départ, et toutes les conditions favorables aux besoins et aux développements de l'être, également distribuées. Elle sera la tribune des déshérités, la chaire du droit populaire, l'organe de ses réclamations légitimes. En résumé, comme le dit la *République des Travailleurs,* au début de cette troisième République et d'une troisième réaction, elle montera la garde autour du droit

populaire. L'année qui s'ouvre dira le dernier mot du problème....

Parmi les collaborateurs de ce journal, nous avons remarqué les noms d'écrivains de talent et de conviction, tels que MM. Elie et Elisée Reclus, Buisson, Rama, A. Rey, etc., etc. Quant à la direction, elle nous a paru être confiée à M. André Léo, c'est-à-dire à la veuve de Grégoire Champseix, l'ami de Pierre Leroux.

—

REVUE DES CHEMINS DE FER, DU CRÉDIT, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — N° 1, 19 janvier 1871.

Voilà ce qui peut s'appeler ne pas désespérer de la France.

—

LE SALUT DE PARIS. — N°, 1, 23 janvier 1871.

Soixante-deux avis de MM. Brunereau et Gromier à la population de Paris.

Il y en avait de bons, comme celui de prier MM. les membres du gouvernement de la défense nationale de monter en ballon et d'aller voir à Bordeaux si MM. Glais-Bizoin et Crémieux y sont toujours ; laisser

Trochu s'enfermer — pour y rester au besoin — dans la forteresse du Mont-Valérien, etc.

Mais tous les avis n'étaient pas aussi bons que ces deux-là, et, quelle inconséquence ! après avoir embarqué pour Bordeaux tous les membres du gouvernement, je les vois à peu près tous figurer de nouveau dans une grande distribution de places proposées par MM. Brunereau et Gromier.

Et quelle confusion de noms ! Delescluze, F. Pyat, Louis Jourdan, Ch. Floquet, Edmond Texier, etc. Je croyais à M. Gromier plus de sens politique.

Dans son deuxième numéro, le *Salut de Paris* publia une liste de candidats au sujet de laquelle je ferai la même observation que ci-dessus.

—

LE JOURNAL SECRET. *Un des organes de la Société internationale pour la régénération universelle.* N° 1, 5 février 1871. — Directeur : G. Solertan ; gérant : J.-E. Bagen.

Malgré sa date du 5 février, ce journal était composé avant le 27 janvier. Ainsi, on lit en tête : « Si Paris continue à résister virilement jusqu'au 7 mars, la capitale sera sauvée, et avec elle la France, ainsi que le monde civilisé tout entier. »

Hélas !

Et plus bas, parlant du général Trochu : « Le dé-

voûment patriotique, l'esprit éclairé, le cœur noble, le désintéressement à toute épreuve, en un mot toutes ces qualités brillantes réunies en lui, nous donnent la parfaite confiance qu'il ne consentira jamais à capituler honteusement. »

Hélas! hélas! hélas!

Le but de ce journal (je ne parle pas de la *confédération fraternelle des peuples basée sur la vérité, la justice, la charité, la liberté, l'indépendance, la paix et la prospérité générale*) est de donner des *nouvelles secrètes*, c'est-à-dire celles qui ne sont pas encore suffisamment connues à Paris ou en France, et qui ne sont ni complètement constatées, ni officiellement affirmées.

La rédaction du *Journal secret* déclare en outre — et une fois pour toutes — qu'elle ne pourra donner certaines nouvelles importantes que sous toutes réserves et sans aucune garantie proprement dite; elle pense, du reste, que dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons, aucune personne raisonnable ne pourrait sans doute exiger davantage.

Un joli nid à canards.

Sa spécialité consistera surtout dans la révélation des intrigues politiques, diplomatiques et militaires de l'alliance russo-prussienne.

C'est l'*Ami de la France* qui ne va pas être content!

Maintenant, pourquoi le rédacteur en chef de ce

morceau de papier vient-il nous dire que l'administration (!!!) ne paiera les articles que sur son ordre, lorsqu'il sera convenu d'avance du montant des honoraires?...

Qu'est-ce que cela nous fait?

Puis, pourquoi diable cette feuille paraît-elle sous enveloppe cachetée?

Vendre chat en poche... Je sais bien... mais c'est un pauvre métier.

Collaborateurs : Rosentalski; N.-A. Paté.

LE VENGEUR. N° 1, 3 février 1871. — Directeur politique : Félix Pyat (1).

« Le *Vengeur* succède au *Combat*.

« Même équipage, même pavillon, celui de la République. La République est ce qui reste à défendre. La République n'a pas encore été vaincue. »

Et il termine sa déclaration de principes par ces mots : « La République survivra pour sauver la France et venger Paris!... Vengeance! Non, justice suffit! La victoire restera au droit. Le *Vengeur* le jure, en clouant son drapeau à son mât, et prêt à sombrer

(1) La publication du *Vengeur* fut suspendue par décret du général Vinoy (11 mars 1871).

comme le *Combat*, avec la même foi dans le triomphe de la France, et avec le même cri : Vive la République ! »

Partisan de la guerre à outrance, le *Vengeur* appelait le peuple à déchirer ce traité fait sans lui et contre lui, et l'engageait vivement à se défier des listes de candidats — candidats *omnibus* du *Temps,* de l'*Avenir,* du *Siècle* et du *Rappel;* il concluait : « Ne désespérons pas. Ils nous livrent un cadavre et nous disent : Guérissez-le. — Trop tard pour le guérir... Nous le ressusciterons !.. »

Les personnalités y étaient des plus vives; tout Paris a lu ce fameux numéro du 8 février intitulé : *le Faussaire,* à propos duquel certaines gens jouèrent la comédie connue : Ah ! grands dieux ! quelle infamie ! de quel droit fouiller dans la vie privée de ce grand citoyen? *Lui,* un faussaire ! Serrons-nous autour de *lui;* faisons-*lui* un rempart de nos corps, et n'oublions pas que la société tout entière est attaquée dans sa personne, etc.

Je n'ai pas à me prononcer sur la question de savoir si le *Vengeur* a bien ou mal fait de publier les documents qu'il avait entre les mains; je rapporte le fait en historien consciencieux, voilà tout; mais je demanderai à M. Rochefort lui-même, qui, en haine du journal et du révélateur, se mêla de cette affaire, à M. Rochefort auquel les personnalités les plus... (on peut mettre l'épithète qu'on voudra) ne déplai-

sent pas trop, ce me semble, je lui demanderai quelle eût été l'attitude de la *gent honnête et bien pensant* si un journal quelconque, l'*Opinion nationale*, par exemple, eût prouvé, pièces en mains, que M. Delescluze... (celui-là ou un autre, n'importe) n'est qu'un faussaire?

Il sait bien — et moi aussi — que ces deux fameux mots : *vie privée,* ne seraient venus à l'idée de personne.

Ce qu'il y eut de plus triste — où de plus amusant — dans cette affaire, c'est que le point principal de l'incident fut écarté d'un tacite et commun accord; toute l'attention se porta sur le révélateur. — Qu'est-ce que c'est que ce Millière? Il paraît qu'il a volé les fonds de la souscription Victor Noir. Rochefort le dit hautement. Verdure, le caissier de la *Marseillaise,* dit que ce n'est pas vrai. Mais Millière, que répond-il? Il déclare qu'il ne cherche pas, comme Rochefort, à amuser le public par des cabrioles de singe, ni à l'attirer par la parade du saltimbanque, mais que pour son honneur, comme dans l'intérêt de la démocratie, il dira toute la vérité, il fournira les preuves... *aussitôt que les circonstances le permettront..* — Ah! vous voyez bien, ils sont tous comme cela dans ce parti-là... des niais conduits par des coquins, etc., etc.

Du principal personnage il ne fut plus question; seul, Félix Pyat y revint de temps en temps : « Voilà donc où mène la pratique du faux! Et nous aimons en-

core mieux Brest que Versailles! Mais l'habitude du faux mène à tout : faux serment, faux traités, faux actes publics et privés. Voilà où conduit la politique des sous-sols de la conscience, l'habileté immorale, l'expédient illicite, la fin justifiant les moyens, la foi jésuitique, la restriction mentale, le mépris de la parole donnée, la négation de l'honneur, de la probité, de l'honnêteté, la violation du vrai et du juste, de toute foi et de toute loi, du sens moral comme du droit social! Mensonge, parjure, vol et convention. Paris rendu comme Metz. La mort de la conscience humaine causant la fin de la vie nationale. Voilà où aboutit l'empire du parjure et le serment prêté au parjure empereur! Les capitulations de conscience font les capitulations de Paris. »

Quant aux personnes qui désireraient connaître ce qui jusqu'ici a été publié au sujet du différend Millière-Rochefort, nous leur indiquerons le *Vengeur* des 7, 9 et 15 février, où elles trouveront... plus d'espérances que de satisfactions.

Félix Pyat aimait assez pourtraicturer ses contemporains ; çà et là quelques parties très-réussies ; — j'extrais les lignes suivantes de deux colonnes consacrées à l'*Exécutif :*

« Sa forme (la forme d'Adolphe Ier) n'est pas moins bourgeoise, petite, mesquine, étriquée; la tête ronde et courte comme le nom, d'une rondeur celtique, de bouledogue, dolicocéphale ; les lèvres minces, pincées, narquoises,

et d'un rictus répulsif; les joues fortes et pleines d'une mâchoire ornée, signe d'une certaine force, avec de petits yeux à lunettes, preuve d'une certaine ruse; une voix aigre qui ne parle pas, qui cause... et assez juste avec des idées fausses; au total, type inférieur, équivalant en politique à son contemporain Scribe en littérature; nulle autre passion que l'égoïsme, nul autre idéal que l'intérêt; ne craignant rien tant que l'élévation; de l'adresse sans moralité, de l'habileté sans principe et de l'esprit sans cœur. »

Lors de l'entrée des Prussiens dans Paris, le *Vengeur* engagea vivement le peuple à être patient, à se préserver de la folie du désespoir : « Faisons le vide autour de l'ennemi, et restons calmes dans nos maisons fermées. »

Ce qui arriva.

—

LE MOT D'ORDRE. N° 1, 3 février 1871. — Rédacteur en chef : H. Rochefort (1).

M. Rochefort donne ainsi l'explication du titre de son journal : Réjouissons-nous, dit-il, de l'assassinat de ce misérable Prim qui, en sa qualité de *général adoré de l'armée,* a imposé à l'Espagne un fils de Savoie; et il faudra encore nous réjouir davantage le

(1) La publication du *Mot d'Ordre* fut suspendue par décret du général Vinoy (11 mars 1871).

jour où Amédée I[er] rejoindra de la même façon le général Prim. « Ce mot si euphonique et si grand : *République* pouvant être, un jour ou l'autre, proscrit par la réaction, j'ai cru devoir en faire la base immuable de notre politique. C'est pourquoi nous avons appelé notre nouveau journal le MOT D'ORDRE. Mais on en pensera ce qu'on voudra, je ne me serais fait aucun scrupule de l'intituler : LE RÉGICIDE. »

Les ruraux — les sylvains, comme les appellent les gens polis, devaient tressaillir en lisant le *Mot d'Ordre,* qui prévenait les gens qui ramèneront le comte de Paris de s'attendre à recevoir quelques coups de fusil; et quelles grimaces devaient-ils faire devant cette phrase : « Nous avons à cette heure un Parlement comme celui de Cromwell. On l'intitulait alors le Parlement Croupion. Le nôtre, il faut le dire, est au-dessous du croupion. »

Et quelle irrévérence! Parlant d'Adolphe I[er], le *Mot d'Ordre* débute ainsi : « M. Thiers, que le journal le *Soir* s'obstine à appeler Washington, et que M. Clément Duvernois, dans sa correspondance privée, nommait familièrement : *Clarisse*... » Sans respect pour le malheur et constatant l'absence à l'Assemblée nationale des glorieux serviteurs de l'Empire, le *Mot d'Ordre* dit qu'il eût été assez délicat de répondre à un discours du maréchal Bazaine par ces mots : « L'honorable traître qui descend de cette tribune... » — ou d'interrompre M. Devienne par ceux-

ci : « Est-ce comme député ou comme proxénète que vous avez demandé la parole? »

Etc., etc. On connaît assez la manière de M. Rochefort pour qu'il soit inutile de multiplier les citations. Reproduisons cependant, à titre de document pour l'histoire, ce que le *Mot d'Ordre* appelle :

LE DOSSIER DES PICARD.

---

10 juillet 1854.

Rapport de M. Arthur Picard,

Sous-préfet au Blanc,

Au Conseil d'arrondissement.

SITUATION POLITIQUE.

« Tous les jours nous nous éloignons davantage de *ces tourmentes révolutionnaires, de si néfaste mémoire.* Le calme le plus parfait règne à l'intérieur *depuis l'établissement de l'Empire ;* car je ne veux pas faire à de *misérables coteries, arrière-gardes en déroute de partis vaincus*, l'honneur de considérer leurs manœuvres désespérées comme ayant de l'influence sur le bon esprit et le dévoûment de la nation. »

CABINET DE L'EMPEREUR. — Arrivée 28 décembre 1857.

Audience du 20 décembre 1857, accordée à M. PICARD D'AMBEYSIS, *sous-préfet de La Palisse (Allier).*

« Présenté à S. M. l'Empereur *il y a neuf années*, sous-préfet depuis six années, après avoir été assez heureux pour rendre QUELQUES SERVICES POLITIQUES AVANT D'ENTRER DANS L'ADMINISTRATION,

« M. Picard d'Ambeysis souhaiterait d'être admis à témoigner de son activité, de ce qu'il peut avoir d'intelligence et d'énergie dans une situation plus importante.

« Il désignerait, en conséquence, à la bonté de S. M., la sous-préfecture de Roanne ou l'équivalent. »

CABINET DE L'EMPEREUR. — Arrivée le 6 mars 1858.

« *4 mars 1858.*

« Sire,

« Lorsque le 20 décembre dernier, j'ai eu l'honneur *d'être reçu par Votre Majesté*, elle a daigné me promettre de me nommer sous-préfet de Roanne, ou à défaut, à une autre sous-préfecture de première classe.

« J'ai omis de dire à Votre Majesté que c'était par M. DE PERSIGNY, MON PARENT, que je lui avais été présenté il y a neuf ans, et que M. de Persigny pourrait attester au besoin *la réalité de mes services* et de mon ÉNERGIQUE DÉVOUEMENT, AVANT D'ÊTRE DANS L'ADMINISTRATION et depuis six années que je suis sous-préfet.

« Votre Majesté me permettra donc de compter avec une entière confiance sur la réalisation d'une promesse qui me dédommagera d'une bien longue attente. J'ai, du reste, toujours eu la certitude de la voir cesser le jour où je serais assez heureux pour avoir l'honneur d'approcher de VOTRE MAJESTÉ, DONT LA HAUTE JUSTICE EST CONNUE.

« J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect,

« De Votre Majesté,

« Sire,

« Le *très-humble, très-obéissant* et TRÈS-FIDÈLE *serviteur* et SUJET.

« PICARD D'AMBEYSIS,

« Sous-préfet de La Palisse. »

---

26 septembre 1858.

Circulaire aux Maires de l'arrondissement de La Palisse, en quittant l'arrondissement (1).

« Continuez à aimer l'Empereur comme moi et à le servir avec dévoûment ; tel est mon dernier vœu. »

Avouez qu'il eût été regrettable de laisser tomber dans l'oubli des pièces semblables. Maintenant, revenons au journal.

(1) M. Arthur Picard venait d'être révoqué par suite de faits se rattachant à son intervention dans les opérations des conseils de révision.

Le *Mot d'Ordre* était un journal mal fait ; à part quelques articles de Rochefort, le reste ne vaut pas la peine d'être signalé, — surtout certaines calembredaines inconvenantes et de mauvais goût signées : *Un franc-flâneur*. Et tout cela plein de trouble et de confusion. On sait ce que pense de M. Pyat M. Rochefort. Eh bien! pourquoi le premier figure-t-il dans la liste des candidats du *Mot d'Ordre?*

Ah! comme M. Rochefort (si ce n'était pas M. Rochefort qui ait fait la chose) s'écrierait avec raison : Cela revient à dire : dans mon amour pour vous, je ne saurais trop recommander à vos suffrages ce particulier, que je regarde comme le dernier des misérables.

Autre situation anormale ou qui me semble telle : M. Henry Maret est un des rédacteurs assidus du *Vengeur* où il imite Félix Pyat, et du *Mot d'Ordre* où il imite Henri Rochefort.... Or, s'il croit aux accusations portées par Rochefort contre Félix Pyat, comment peut-il écrire dans la feuille de ce dernier? et s'il n'y croit pas, comment reste-t-il avec M. Rochefort?

Au fond, cela m'est bien égal! Mais on ne peut faire un bon journal dans de semblables conditions, et c'est ce que je tenais à prouver, ayant dit plus haut que le *Mot d'Ordre* était un journal mal fait.

Collaborateurs : MM. Barberet; Eugène Mourot; Georges Richard; Robert Halt, et Martin Bernard, qui y publiait son livre : *Dix ans de prison au Mont-Saint-Michel*.

LE CANDIDAT NOUVEAU. *Conseil aux électeurs.* N° 1, 4 février 1871.

C'était plutôt un placard qu'un journal, et là s'étalait tout au long la profession de foi de M. Franck de Préaumont, ingénieur civil des mines, négociant et commissionnaire en bijouterie.

Ce candidat n'admet la régénération que sous un gouvernement républicain ; il jure de s'opposer de toute son énergie, de toutes ses forces à la restauration d'un gouvernement monarchique héréditaire, et de n'accepter sous un pareil gouvernement, « si par malheur il nous arrivait, » aucune position officielle, fût-ce même celle de député, si le serment était obligatoire.

Puis, M. de Préaumont pense que la diplomatie a du bon, que les diplomates sont des hommes utiles, à la condition qu'ils ne soient pas des misérables ou des niais, comme ceux qui ont servi l'Empire, et il croit que nous les remplacerons avantageusement par MM. Louis Blanc, Quinet, etc., passés maîtres en théorie diplomatique.

Avantageusement....... eh! eh! ce n'est peut-être pas le mot !

—

LE RÉPARATEUR. N° 1, 6 février 1871. — *Le propriétaire et jusqu'ici rédacteur unique de ce numéro :* Boullay.

Disons de suite, afin d'éviter toute confusion, qu'au point de vue politique ce *Réparateur*-ci n'a rien de commun avec le *Réparateur* à base de quinquina, qui rend *progressivement* aux cheveux et à la barbe leur couleur *primitive*.

Le *Réparateur!*

« Un titre pareil nous dispense de programme. Notre programme, c'est notre journal. Nos moyens de réparation et notre profession de foi s'y trouvent consignés à chaque mot. »

Ce journal, qui se vendait 10 centimes, puis 5 centimes, s'excuse auprès de ses acheteurs de son prix relativement élevé ; mais il avoue que ce prix exorbitant s'explique par la *spécialité* de quelques-uns de ses articles, et il ajoute crânement : *Ensuite nous prétendons que nous valons cela; c'est notre droit.*

Évidemment. — Il me serait, du reste, difficile de tarifêr le *Réparateur;* le mot *impayable,* s'il n'impliquait une idée de dénigrement, rend assez bien ce que dans mon esprit cette feuille peut valoir, mais... passons. En attendant, voici un spécimen de l'esprit du *Réparateur :*

Dans un club.

— Dieu ? qu'est-ce que c'est que ça ?
— Quelqu'un : J'en ai ouï parler.

Qui peut en effet dire ce que cela vaut ?

Quant à l'unique rédacteur de cette feuille dont M. Prudhomme recommanderait la lecture à son fils, il se présente à la députation. « Je suis parfaitement inconnu, » dit-il modestement...

Quelle erreur!

Et quel est donc, s'il vous plaît, l'auteur de cette phrase : « Le mauvais goût suinte par tous les pores de la vie sociale, comme l'humidité en un jour de dégel? » N'est-ce pas le signataire d'une petite brochure vertueuse et indignée, les *Danses des salons,* publiée vers 1855, M. Gustave Boullay, employé de ministère, ex-collaborateur de l'*Effronté* d'Alexis Dureau, du *Journal des Employés* de Gourdon de Genouillac, etc.; et, de plus, passant, à ce qu'il dit dans le *Réparateur,* pour un *ex-impérialiste?*

—

LA CARICATURE POLITIQUE. N° 1, 8 février 1871. — Gérant : G. Pilotell (1).

Voici son article de tête :

« Sainte ironie! disait Proudhon.

« Tu avais raison, vieux Franc-Comtois.

« Nous avons ri du rire bête de ceux qui ont faim et qui mendient.

« Nous avons ri pour trente sous.

(1) La publication de la *Caricature politique* fut suspendue par décret du général Vinoy (11 mars 1871).

« Nous avons ri. — Nous avons fait rire.

« Singes de 92, écureuils de révolution, soldats imbécilles qui portaient dans des gibernes de papier noir des cartouches dont la poudre était du sable ou de la boue ; — qui, les pieds dans les flaques d'eau et la neige sale autour des bastions inutiles, tiraient de peur sur les étoiles, et qui n'avaient des baïonnettes que pour tuer les chiens ; — qui n'avaient un drapeau, les lâches, que pour le rougir du sang des six sous de cheval que coupaient par petits morceaux sur un étal de bois les hâches des sapeurs.

« Sainte ironie !

« Mieux valait mourir !

« On dit que Sapia, couché à terre par un coup de fusil, se releva sur un genou, et, à travers la place pavée de morts, menaça d'un sourire les assassins bretons.

« Il fallut, pour tuer ce rire de héros, qu'une seconde balle vînt casser sa mâchoire.

« Sainte ironie ! »

Le dessin du premier numéro est consacré au *brave et honnête* Trochu : un homme coiffé du bonnet rouge et grimpé sur un entablement du Louvre, d'une main désigne l'*h* qui manque au nom de Trochu écrit ainsi TROC::U.

L'*h* est dans l'autre main. Au-dessous du dessin, on lit : *Je veux la mettre au moins au front de son palais.* (*Lucrèce Borgia,* acte 1er, scène III.)

Au deuxième numéro de la *Caricature,* le dessin représente une superbe guillotine rouge; au-dessous, ces mots : *Offert par la* Caricature *à l'Assemblée na-*

tionale pour l'exécution des J... f...... de membres de la trahison nationale.

J'aime peu ceci. Il est d'abord inutile de prévenir les gens quand on veut les guillotiner; puis, M. Pilotell sait parfaitement qu'on ne guillotine personne. Pourquoi donc de semblables exagérations? Si je voulais nuire à la République, je n'emploierais pas d'autres moyens... M. Pilotell fera bien de résister à ces entraînements-là; je crois être dans le vrai en me permettant de lui signaler les dangers que cela fait courir à notre pauvre République qui, hélas! il est vrai, n'en est plus à compter avec ses ennemis et ses amis... maladroits.

Ne quittons pas la *Caricature* sans citer les quelques lignes suivantes, qui peuvent servir à l'histoire de la presse sous l'Empire :

« L'*Éclipse* oublie probablement que les mois de prison (sous l'Empire) ne lui ont pas, comme à nous, été prodigués, malgré les nombreux numéros de ce journal dont les dessins ont été saisis. Nous croyons nous rappeler aussi, et nous pourrions demander à l'*Éclipse* comment elle pouvait, au su de tout le monde, et malgré la soi-disant saisie, vendre à un prix plus élevé, dans ses bureaux mêmes, les numéros que la censure avait interdits? — L'*Éclipse* payait cette tolérance par sa docilité. Elle n'a donc pas lieu de jeter les hauts cris. »

Et voilà pour l'*Éclipse!*

—

L'HORIZON. *Journal-Revue.* N° 1, 8 février 1871. — Gérant : E. Jablonski.

Le rédacteur de cette petite feuille, M. Simon Gis, croit utile à sa gloire future de donner un coup de patte aux gens qui écrivent — ne se croyant pas de ceux-là : *Je ne prétends pas,* dit-il, *être un écrivain,* mais je ferai de mon mieux : je parlerai de tout, je causerai sur tout, je serai toujours dans le vrai... ce qui est assez rare chez ceux qui écrivent.

Et, autre preuve de tact ! il annonce la publication des pensées d'un particulier qui avait toujours eu beaucoup de goût pour l'Allemagne et qui en estimait fort les auteurs, et surtout les savants contemporains, pensées *empreintes d'une forte dose de germanisme, ou mieux, de matérialisme allemand, et même un tant soit peu prussien.*

Eût-il pas mieux valu écrire sur sa boutique, comme ce marchand naïf, mais patriote : ICI, ON NE PARLE PLUS ALLEMAND.

—

LA CARMAGNOLE, par TOUCHATOUT. Numéro-spécimen, 10 février 1871. — Gérant : L. Bienvenu ; plus tard : Saillant.

Assez drôle et rédigé dans un bon esprit.

Voici son programme — court et clair :

« A propos de tout ce que tripotent, renversent et rem-

placent les hommes politiques qui se contentent de changer tous les vingt ans l'étiquette de la bouteille à l'encre gouvernementale, se poser et leur poser l'éternelle, la seule question sérieuse :

« QU'Y GAGNE LE PEUPLE? »

Une *carmagnole* figurait naturellement en tête de chaque numéro :

Du peuple comm' représentants (*bis*)
On ramèn' les princ' d'Orléans (*bis*) ;
Plus qu'des Américains
I' s'disent républicains.
Dansons la carmagnole,
Vive le son, vive le son,
Dansons la carmagnole,
Vive le son du canon !

Avant trois mois l'comte de Paris (*bis*)
Par Thiers nous f'ra dir' : « Mes amis (*bis*),
« C'n'était pas mon désir ;
« Mais.... pour vous fair' plaisir,
« J'accept' la Présidence. »
Vive le son, vive le son,
C'est comm'ça qu'ça commence,
Vive le son du canon !

Il mettra pendant l'premier jour (*bis*)
Des tas d'libertés tout autour (*bis*),
Jusqu'au moment fatal
Où, s'en f...ichant pas mal,
I' s'f'ra d'la République,
Vive le son, vive le son,
Un sommier élastique,
Vive le son du canon !

Alors faudra r'mettre un matin (*bis*)
Su' l'flanc l'omnibus de Pantin (*bis*),
Et décrocher l'flingot,
Pour qu'avec not' magot,
I' r'prenn' comm' son grand'père,
Vive le son, vive le son,
L'train-post' pour l'Angleterre,
Vive le son du canon !

Un peu de prose maintenant :

« De toutes parts les puissances reconnaissent la République française.

« Axiome à l'usage des peuples :

« Moins les républiques se montrent, plus les rois les reconnaissent facilement. »

« Quand on est, comme l'*Electeur libre*, un journal gras et huileux, quand on suinte par ses vingt-quatre colonnes la paix à tout ventre, la résignation de l'impuissant, l'insensibilité de l'eunuque, on ne va pas choisir justement, pour signer sa feuille, un gérant qui s'appelle CHAPON. »

Voilà ce qu'est la *Carmagnole,* une petite feuille aux allures vives et franches, rédigée par M. Bienvenu, un des propriétaires du *Tintamarre,* où il signe : Touchatout, des travaux autrement sérieux et intéressants que ceux dont ils ont la prétention d'être les parodies : l'*Homme qui rit,* de Touchatout, est incontestablement supérieur à celui de Victor Hugo; j'en ai encore les larmes aux yeux, rien que d'y penser.

REVUE DE FRANCE. N° 1, 18 février 1871. — Directeur-gérant : Léonce Dumont; administrateur : C. Garineï.

Allures très-sérieuses — format plus sérieux encore : 24 pages grand in-4°, et annonçant 32 pages de même taille aussitôt les communications rétablies avec la province.

Si je voulais faire concurrence à la *Revue des Deux-Mondes* (que la Providence éloigne de moi semblable idée !), je ne choisirais pas ce moment-ci... Quoi qu'il en soit, si le public lui prête vie, la *Revue de France* travaillera à la réalisation de son vœu le plus cher, c'est-à-dire à rendre chaque jour le développement de la liberté en France plus facile au gouvernement et moins effrayant aux conservateurs ; chaque numéro présentera un tableau de la situation politique, littéraire, artistique et financière du pays. — Bref, elle fera tout ce qu'ont fait avant de mourir, sans avoir pu jamais s'engraisser sur cette terre de France si rebelle aux recueils de cette nature, toutes les revues passées — puis elle mourra, et elle mourra jeune.

C'est fatal !

Collaborateurs : MM. Louis Teste; L. Derome; Maigne; André Sanson; H. Saint-Omer; etc.

LA COMÉDIE PATRIOTIQUE, *jouée par*

des hommes et racontée par des femmes. N° 1, 18 février 1871.

Cette feuille, qui a pour directrice politique Mme la comtesse Lionel de Moreton de Chabrillan, née Céleste Vénard, dite Mogador, publie une nouvelle édition des *Mémoires de Céleste Mogador,* ce « cri de l'âme en plusieurs volumes, » au profit de l'association des SŒURS DE FRANCE, infirmières civiles, protectrices des ENFANTS DE LA MISÈRE.

Le général Trochu, absorbé par son plan, repoussa les offres de service de cette Société, qui n'en mérite pas moins la reconnaissance de la patrie, et qui trouvera, je l'espère, sa récompense dans l'œuvre d'un M. A. Bertrand, — une médaille frappée exclusivement en l'honneur des SŒURS DE FRANCE : la GALLIA REDIRIRA, — *rira* de ce latin qui voudra, mais c'est ainsi, — *médaille commémorative du siége de Paris,* et dans la publication des *Mémoires des sœurs de France.* Et si vous voulez savoir pourquoi Céleste Mogador fonde un journal, ma foi, lisez le programme de la *Comédie patriotique...* C'est long, très-entortillé et d'une digestion pénible. A part cela, ça n'a pas d'autre importance.

Collaborateurs : S. de F.; Honorine B.; Jeanne-Marie L.; A. de Laville; Félicie Robert; Maria Andréi; Félicie Job; Léontine Montet; Lucien Le Breton; femme Millon, marchande de fourrage à Montrouge; — veuve Victoire L.; Cécile Fanfernot, petite-fille de l'héroïne de 1830; etc.

LA RÉPUBLIQUE SAUVÉE. *Nouvel appel aux électeurs.* 20 février 1871.

Moins un journal qu'un placard. Sortait de l'officine M. A. Gromier, qui en a lancé beaucoup sur la place.

—

LE LAMPION. — N° 1, 20 février 1871.

Je ne suis pas très-certain que celui-ci aussi soit un journal ; dans tous les cas, le *Lampion* a un grand avantage sur ses confrères : il ne contient point de texte. C'est une série de dessins allégoriques, symboliques, emblématiques, métaphoriques, et surtout apocalyptiques — chefs-d'œuvre de trouble, d'obscurité et de confusion.

—

LE CRI DU PEUPLE. N° 1, 22 février 1871. — Rédacteur en chef : J. Vallès (1).

. . . .

Ce n'était pas la modération même, et je me souviens que son fougueux rédacteur en chef, obligé de calmer l'ardeur de ses collaborateurs, mit un jour en pénitence le terrible Vermersch pour un article sur M. Guéroult, article que je n'ose, ma foi, pas citer : « Nous avons eu tort hier, et si j'avais lu la page de Vermersch, on y eût donné des coups de canif, » dit Vallès en un article qui pourrait aujourd'hui le faire

(1) La publication du *Cri du Peuple* fut suspendue par décret du général Vinoy (11 mars 1871).

taxer de modérantisme, s'il n'eût racheté cette passagère erreur par quelques lignes sur la chimie, — lignes que nous citerons plus tard.

Ah ! c'étaient de rudes gaillards que les citoyens rédacteurs du *Cri du Peuple!* Outre le Vermersch en question, qui avait été jadis un des fondateurs du *Hanneton,* mais qui devait plus tard trouver sa véritable voie dans le *Père Duchêne,* avec les citoyens Humbert et Vuillaume, il y avait là Casimir Bouis, président de la commission d'enquête chargée de publier les papiers du gouvernement du 4 septembre ; A. Breuillé ; Henri Verlet, le commandant du 192e bataillon, l'ancien rédacteur de la *Patrie en danger ;* Henri Bellenger, qu'il ne faut pas confondre avec Marguerite ; J.-B. Clément, auteur de la *Lanterne impériale,* la *Lanterne du Peuple,* rédacteur en chef du *Casse-Tête,* des *Prophéties politiques* et membre de la Commune ; A. Goullé ; l'ouvrier Pierre Denis, qui de tous avait le plus de talent ; — un malin du reste, qui jadis savait se tirer d'affaire, etc.

En entrant en campagne, le *Cri du Peuple,* dont le programme était PARIS VILLE LIBRE, annonçait la sociale, la république sociale. « Entendez-vous ? s'écriait-il, elle arrive à pas de géant, apportant non la mort, mais le salut. Elle enjambe par-dessus les ruines, et elle crie : « Malheur aux traîtres ! malheur « aux vaincus ! » Vous espérez l'assassiner ; essayez ! Debout entre l'arme et l'outil, prêt au travail ou à la lutte, le peuple attend. »

Le 22 mars, le *Cri du Peuple,* qui a retrouvé son bien-aimé rédacteur en chef Vallès, affranchi de sa dernière condamnation par *la victoire pacifique du peuple,* tente de devenir raisonnable : « Plus de sang versé, dit-il, les fusils au repos ; on nomme les maires, on élit les magistrats. Puis au travail. Au travail ! La cloche sonne l'ouvrage et non plus le combat. » Il le devient deux jours plus tard : « Que les leçons du passé nous servent ; ne créons pas une situation qui ne profiterait qu'aux ennemis de la République. Disons-nous qu'une guerre civile perdrait la liberté et ferait l'affaire de quelques ambitieux qui n'hésiteraient pas à régner sur des cadavres. »

Les élections faites, la proclamation de la Commune acclamée solennellement sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le *Cri du Peuple* est dans l'épanouissement d'une gaîté printanière ; il parle du soleil tiède et clair qui dore la gueule des canons, de l'odeur des bouquets, du frisson des drapeaux ; il appelle cette journée : la Fête nuptiale de l'idée et de la Révolution, et invite les patriotes qui se sont enivrés... de *la poésie du triomphe* à revenir à la prose du travail.

Hélas ! trois fois hélas ! ces joies et ces espérances durent peu : Versailles déclare la guerre à Paris ; la ville royale, comme dit le *Cri du Peuple,* s'est insurgée contre la cité républicaine ; aux armes ! aux armes !... « Le garde national, en cas de besoin, saura retrouver son Maillard et ramener les vendeurs de

patrie dans la charrette du peuple. — Il faut absolument que Paris ait sa roche tarpéienne à côté de son Capitole... » Pour passer sur le corps de la République, il y a encore cent mille gardes nationaux à tuer.

Vallès, plus froid sous ses emportements voulus, en appelle à la bourgeoisie ; il essaie de la rallier à la Commune : « Notre défaite, si une trahison livrait une porte, si un hasard nous faisait battre, l'assassinat même des républicains, rien de tout cela ne sauverait les assassins et ne tuerait la République. La bourgeoisie pourra aider à notre massacre, mais nous ne serions que quelques-uns de plus au cimetière, et elle roulerait le lendemain, criminelle et ruinée, dans l'abîme. » Il ne serait pas éloigné de traiter : il y a à choisir, dit-il : levée en masse, marche sur Versailles, l'inondation — ou bien on traite — avec le monde ! — PARIS LIBRE. Il faut se hâter de choisir.

Le citoyen Lucipia est visiblement surpris de cette inquiétude, car il écrit tout tranquillement ces lignes que je n'ai lues qu'avec la plus profonde stupéfaction : « On est tout surpris de voir les citoyens s'occuper de leurs affaires ordinaires, les magasins ouverts, l'animation la plus gaie sur tous les visages ; et n'était le canon qui fait entendre sa grosse voix, ON SE CROIRAIT DANS UN PARADIS TERRESTRE. » Les autres collaborateurs ne voient pas la situation d'un œil aussi serein; ils ont même de la méfiance et crient : *A la conciliation!* comme on crie : *Au loup!* Ils craignent de

voir escamoter la République..... Ils parlent de juin 1848 ; ils racontent les fusillades, les proscriptions : Souvenez-vous ! souvenez-vous ! disent-ils à ces malheureux fous qu'ils envoient à la mort. Voyez les Versaillais ! est-ce la guerre qu'ils vous font ? Non ! ce peut être le droit du combattant de frapper les combattants ses ennemis, droit qui trouve sa justification dans la mort qu'on affronte et qu'on recevra ; la pluie de plomb, la grêle de mitraille, tout cela peut être barbare, sauvage ; mais cela est en quelque sorte légitime, car celui qui extermine tue pour ne pas être tué, parce qu'il se défend. « *Mais allumer l'incendie au milieu d'une population inoffensive, faire crouler des maisons où se tiennent le vieillard, la mère qui allaite son petit, qui tuera dans la rue l'habitant qui passe, le boutiquier qui regarde au dehors, l'enfant qui joue, ceci n'est plus de la guerre, — c'est un assassinat. Ce n'est pas même l'assassinat, c'est pis encore; c'est quelque chose de plus lâche et de plus abominable, de plus criminel et de plus odieux...* etc. »

La situation se tend, se tend... et le *Cri du Peuple* ne cesse d'avertir les Versaillais (comme à certains jeux) qu'ils brûlent... ou plutôt qu'ils vont brûler...

Premier avis aux bombardeurs (16 mai) :

« On nous avait donné, depuis quelques jours, des renseignements de la plus haute gravité, dont nous sommes aujourd'hui complètement sûrs.

« On a pris toutes les mesures pour qu'il n'entre dans Paris aucun soldat ennemi.

« Les forts peuvent être pris l'un après l'autre. Les remparts peuvent tomber. Aucun soldat n'entrera dans Paris.

« SI M. THIERS EST CHIMISTE, IL NOUS COMPRENDRA.

« Que l'armée de Versailles sache bien que Paris est décidé à tout plutôt que de se rendre. »

Deuxième avis (20 mai), du même aux mêmes :

« Le gouvernement de Versailles peut faire sauter un coin de Paris, etc.; Paris héroïque et désespéré pourra sauter peut-être; mais s'il saute, ce sera pour engloutir le gouvernement de Versailles et son armée. »

Troisième et dernier avis (23 mai) :

« Il reste à cette politique gouvernementale qui, de révolutions en coups d'État, de trahisons en faux serments, nous a conduits jusqu'à ce chaos dans lequel nous nous débattons désespérés, il lui reste un grand crime à commettre : détruire Paris après l'avoir livré.

« Celui-là, elle ne le consommera pas. »

A part cela, le *Cri du Peuple* semble assez rassuré, car après avoir repoussé sans pertes une quantité considérable de Versaillais, il souffle sur sa mèche et rentre tranquillement dans l'obscurité sur ces trois mots si consolants : *Tout va bien,* qui terminent les dernières nouvelles de son dernier numéro.

Quant au rédacteur en chef du *Cri du Peuple,* il

mérite une place à part dans ce livre destiné à fournir des matériaux aux historiens de l'avenir.

La révolution de 1848 trouve Vallès sur les bancs du collége de Nantes, où son père était professeur; elle le trouve bien préparé, car le souvenir de cette époque le remuait profondément. Il se rappelait en souriant son enthousiasme inconscient pour ces deux mots : *République sociale,* et son style de rhétoricien féroce dans lequel il s'écriait « que le trou de la guillotine avait encore la forme d'une couronne. »

Le jour où, à Nantes, on gratta le mot *royale* sur la plaque bleue du coin de la place, il mit sa religion à rester tête nue tout le temps que dura l'opération, poussant des hourrahs sauvages et regrettant seulement, avec bien d'autres, racontait-il, que l'on ne dansât pas la carmagnole autour de ces drapeaux feuillus : « Nous en avions les larmes aux yeux dans mon coin. »

Plus tard, il est à Paris, où il complote avec quelques jeunes gens de son âge. On est sous la présidence, et ces Messieurs cherchent à débarrasser la France de Louis-Napoléon. Le président sortait souvent avec le prince Jérôme, qu'il précédait de quelques pas; or, le plan des conjurés était des plus simples : sauter sur le président, le bâillonner, le jeter ficelé au fond d'un fiacre... « A quatre, on faisait la besogne; les autres se chargeaient des domestiques et des agents, s'il en venait. »

Cet audacieux enlèvement fut étouffé dans l'œuf par le représentant Lagrange, qu'on était allé consulter, et qui les engagea à renoncer à ce projet, parce qu'il était illégal (!!!); puis, cela pouvait mener loin... il faudrait.... il faudrait peut-être le tuer... Bref, on recula; Dieu sait si Vallès s'en est repenti souvent! « Chaque fois que l'Empereur, entouré de ses généraux, passe devant moi, disait-il, dans un article qui le fit condamner à l'amende et à la prison, un peu de pâleur me vient au front. »

Vous savez maintenant pourquoi.

C'est alors qu'il se fit homme de lettres et répondit à ceux qui l'accusaient de vanité : « Eh! mon Dieu! on n'entre pas dans cette carrière-là par modestie! » Ses débuts firent peu de bruit; cependant, une petite brochure jaune d'or intitulée : *l'Argent, par un homme de lettres devenu homme de bourse*, brochure qu'il avait marquée lui-même à l'épaule — non, sur la couverture, d'une pièce de cent sous portant cette devise : « Je vaux cinq au contrôle et cent dans la coulisse, » attira l'attention sur lui. Il y a là, disais-je dans l'*Histoire de la Presse parisienne de* 1857, de la fièvre, de l'énergie, un sans-façon brutal, des paradoxes odieux, une ironie froide, calculée, des désillusions malsaines. Cela navre, cela écœure, et cela se fait lire, parce que cela a le diable au corps, etc., etc.; » et je terminais par ces mots : « Pourquoi faut-il donc qu'un écrivain trempé de la

sorte se fourvoie ainsi dès le commencement de sa carrière? »

Cette brochure lui ouvrit les portes du *Figaro,* où il rédigea pendant quelque temps une petite chronique de la Bourse. A cette époque, Jules Vallès, retiré au quartier Latin en compagnie de son ami l'ex-dominicain Poupart-Davyl, depuis imprimeur du Sénat, le même avec lequel il s'était jadis battu en duel à Nantes, travaillait — comme on disait alors — pour l'Odéon.

Que sont devenus tous ces grands drames en cinq actes et en vers, dont certains fragments, lus dans les cénacles littéraires, faisaient tressaillir Amédée Rolland et Charles Bataille? L'Odéon n'en voulut pas, et Vallès, réduit à gagner sa vie par des travaux d'une exécution plus facile et d'un rapport plus immédiat, se mit aux gages de libraires et fit pour eux des livres qu'il ne signait pas, entra comme chroniqueur à la revue le *Présent*, et fonda avec Rochefort, qui signait alors : Henri de Rochefort, une feuille autographiée, la *Chronique parisienne,* destinée à donner aux journaux de province des renseignements artistiques et littéraires.

En 1860, il revient au *Figaro* où il apporte un article fort bien fait, le *Dimanche d'un jeune homme pauvre.* Mais on le voit rarement : c'est un collaborateur intermittent; il arrive en 1861 avec son grand article : les *Réfractaires,* article qui fut très-remar-

qué. Pour qui sait lire, Vallès est là tout entier; on l'y trouve entre chaque ligne, entre chaque mot.

Il commençait à être connu; c'est alors qu'il cherche sa voie, portant sa fougue, ses audaces à froid, ses violences calculées dans les milieux les plus bizarres : à la *Liberté*, auprès de M. de Girardin; à l'*Époque*, auprès de M. E. Feydeau; à l'*Événement*, où M. de Villemessant, se trompant sur ce caractère qui n'était qu'un tempérament, lui confie ce terrible fardeau d'un article tous les jours : *La Rue*, chronique qu'il commença par ces mots : « Je ne demande pas au ciel qu'il y ait exprès pour moi des éboulements, des empoisonnements, des assassinats; mais puisqu'il ne peut les empêcher, j'en contemple avec tristesse l'horreur, et j'en retrace l'affreux tableau. » C'est même dans cette chronique qu'il versa des larmes sur la rue qui allait passer *comme un malheur* à travers la grande allée du Luxembourg : « Le coup de hache me fera mal, et je souffre à penser qu'on va faucher ces fleurs. »

Ce ne fut pas la dernière fois que cette maison devait lui donner asile, et, le 8 mai 1868, il rentre doucement au *Figaro*, dont l'argent ne lui semblait pas désagréable à empocher. « Nul n'est sûr, en ce temps, de ne pas mourir de misère, » disait-il souvent. La liberté dont jouit chaque rédacteur de ce journal l'attirait. « Nous nous sommes quelque peu chamaillés jadis et séparés même brusquement, écrivait-il en tête des

Lettres d'un irrégulier; mais c'est encore au *Figaro*, je l'avoue, que j'ai pu le mieux écrire à ma façon. »

Maintenant, il serait trop long d'énumérer tous les carrés de papier : la *Rue*, le *Réfractaire*, la *Voix du Peuple*, le *Courrier de l'Intérieur*, le *Journal de Sainte-Pélagie*, etc., à travers lesquels il passe comme une fusée incendiaire, laissant partout derrière lui une odeur de banquiste, de vendeur de mithridate, de *clown* sinistre... (On se rappelle le fameux duel du Polonais Stamir, duel inventé pour les besoins de la caisse.)

Les orages et les dangers de la politique l'attiraient plus que la littérature, qu'il considérait comme un pis-aller; mais politique comme littérature, il n'apportait à ce qu'il faisait d'autre souci que de mettre en avant son orgueilleuse personnalité. Aussi rien de sincère, rien de véritablement senti ; c'est lui, toujours lui — lui l'*Irrégulier*, lui le *Jeune homme pauvre*, lui le *Réfractaire*, lui le *Fusillé de Juin*, lui l'*Enfant tué dans les bras de sa mère par un lignard ivre de sang et de poudre* — lui, toujours lui ! Ah ! disait-il à ceux qui lui reprochaient de ne pas quitter la rue et de regarder continuellement dans l'égoût, je n'aurais pas parlé des monstres si j'avais pu viser plus haut ; ne pouvant toucher à ceux qui conduisent le char, j'ai couru à ceux que le char bouscule ; je veux représenter les douleurs, les misères et les espérances de ma génération, la génération la plus maltraitée de l'histoire... « Nous sortions en 1850 du lycée, en 1851

nous étions déjà des vaincus, » — et c'est pourquoi je vais aux monstres.

Il avait la haine du passé ; il y a à refaire le monde, disait-il, et à trouer l'horizon : « Le passé, voilà l'ennemi ; c'est ce qui me fait m'écrier dans toute la sincérité de mon âme : ON METTRAIT LE FEU AUX BIBLIOTHÈQUES ET AUX MUSÉES, QU'IL Y AURAIT POUR L'HUMANITÉ, NON PAS PERTE, MAIS PROFIT ET GLOIRE (1). »

Vous avez bien lu ; il écrivait ceci en février 1867. Ne vous étonnez donc pas de ce que vous voyez aujourd'hui, bien qu'il ait écrit à peu près à la même époque ces quelques lignes dans lesquelles, en réalité, il y a plus d'amertume que de résignation : J'ai réfléchi depuis 1851 ; j'ai bien changé... On réfléchit dans la défaite ; je crois qu'on doit être l'ennemi de la violence ou le défenseur de la force à tout prix. — C'est un dilemme. Ennemi de la violence maintenant, je raconte pourquoi et comment je fus son cymbalier jadis ; je n'aime pas plus la République à la Brutus de Rogeard que je n'aime le patriotisme assassin d'Orsini ; je veux maintenant écrire sur mon drapeau : *Vivre en travaillant,* sans ajouter : *Mourir en combattant ; je réclame des outils, point de fusils ;* je crie *pas de sang*, mais *du pain ;* — et il terminait : « Cette page où j'ai laissé aller mes souvenirs et ouvert mon cœur, comme on fait la veille d'un départ

(1) Le *Nain Jaune*.

devant ceux qu'on aime, cette page pouvait être la préface d'un journal de combat... c'est la lettre d'adieu d'un réfractaire : rien qu'une lettre d'adieu et non un testament, je pense. — *Septembre* 1868 (1). » — C'est vers cette époque que se placeraient les relations qu'on l'accuse (lui, Vermorel, Briosne, etc.) d'avoir eues avec la police impériale, — relations dont on ne trouve nulle part des preuves matérielles.

Un an après, la politique le reprenait, et le *candidat de la misère* entrait dans la fournaise ! On sait comment il en est sorti, ou plutôt on ne le sait pas encore... A-t-il réellement été fusillé près du Châtelet ? Une personne qui connaissait fort bien Vallès, et qui l'avait encore vu cinq ou six jours auparavant, nous affirme qu'elle a examiné le cadavre quelques minutes après l'exécution, et que l'individu fusillé comme étant Vallès... n'était pas Vallès !

Malheureux homme ! lui qui tout enfant trouvait que le trou de la guillotine avait encore la forme d'une couronne... ne peut-on pas retourner contre lui la phrase cruelle qu'il a mise sur les lèvres de Baudelaire mourant : « Ah ! pourquoi ai-je toute ma vie été un comédien ? Je me suis rendu fou moi-même, je le sais et ne puis le dire, et je le pourrais que peut-être, orgueilleux, je ne le dirais pas (2). »

(1) *Le Courrier.*
(2) *La Rue.*

De même que M. Catulle Mendès

.... porte fièrement la honte d'être beau,

de même le citoyen Vallès était heureux d'être laid et aurait voulu l'être davantage encore. (Toujours la poursuite du *monstre.*) J'ai là sous les yeux sa photographie, au bas de laquelle il a écrit :

C'est bien là ma mine bourrue,
Qui dans un salon ferait peur,
Mais qui peut-être dans la rue
Plairait à la foule en fureur.
Je suis l'ami du pauvre hère
Qui dans l'ombre a faim, froid, sommeil.
Comment, artiste, as-tu pu faire
Mon portrait avec du soleil ?

Jules Vallès était petit, maigre ; on le sentait tourmenté par la bile ; la tête, pleine de bosses et de trous, avait je ne sais quoi de noueux qui ajoutait à son caractère de dureté et de sauvagerie ; les cheveux et la barbe étaient noirs, le tout à l'état de broussailles. Il avait les yeux bruns, mais striés de ces filets sanguinolents qui, chez les chiens du moins, sont loin d'indiquer la douceur et la bonté ; la mâchoire forte et solide était celle d'un carnassier, et de ses lèvres serrées sortait une voix tranchante, mais claire et brève ; — ajoutons pour terminer qu'il y avait de l'intelligence dans son front haut et carré, de la pénétration et de l'habileté dans son nez aux ailes fines et pincées,

et quelque distinction dans ses mains longues et effilées.

Maintenant, le vrai portrait de Vallès, car il avait changé d'une façon étrange en ces derniers temps, et ses deux mois de toute-puissance l'avaient beaucoup blanchi, c'est celui que le caricaturiste André Gill *chargea,* il y a quelques années, dans le journal la *Lune,* en chien du *convoi du pauvre.* — Celui-là, c'est une trouvaille.

—

PARIS-BELLEVILLE. *Journal quotidien, politique et littéraire.* N° 1, 22 février. — Gérant : J. Gallène.

NOTRE PROGRAMME.

Dévoiler les utopies, les turpitudes, les abus, les actes arbitraires, de quelque part qu'ils viennent.

Défendre notre chère République, la faire aimer dans notre malheureux et vaillant pays, la faire respecter au dehors, voilà ce que nous voulons faire, en conscience, honnêtement et en nous efforçant de mériter la sympathie et l'estime de nos concitoyens.

Notre cri de ralliement est :

Vive la République !!!

Vive la France !!!

LA RÉDACTION.

Là-dessus, M. Adolphe Adam, rédacteur du journal, fait un *premier-Belleville* dans lequel il nous

prouve que Belleville est un quartier charmant, aussi honnête que le faubourg Saint-Germain; qu'il est peuplé de rentiers, d'artistes, d'employés de grandes administrations et de travailleurs de tous les corps d'état.

Les maisons y sont proprettes, les cottages charmants et nombreux; de gracieux jardins donnent leur ombrage et leurs parfums aux habitations voisines... Bref, cela doit presque donner envie à un négociant de la rue du Sentier d'y avoir sa maison de campagne.

Tout cela est puéril; il y avait autre chose à dire sur Belleville.

En somme, bien pâle, bien terne... surtout pour son titre — et pour l'époque.

Avis à MM. les collectionneurs. — (Je ne sais vraiment pas pourquoi j'ai tant d'attentions pour cette classe de la société — car, j'en suis certain, les vrais, les purs ne lisent jamais ; ils collectionnent, voilà tout. — Quoi qu'il en soit, voilà mon petit avis.)

Le nº 7 de *Paris-Belleville* se qualifie d'exceptionnel. — En effet, il a cela d'exceptionnel qu'il est la reproduction exacte du nº 6.

Collaborateurs : MM. Émile Spini et Jules Tolard.

—

LA RÉACTION. N° 1, sans date, a paru le 23 février 1871. — Il est signé : comtesse Lionel de Chabrillan.

Les personnes qui désireraient en savoir long sur le ménage de Céleste Mogador et du comte de Chabrillan peuvent lire ce numéro. Il y a de tout là-dedans, mais plus de linge sale que de linge propre .. et je ne suis pas la blanchisseuse de la maison.

S'est fondue dans la *Comédie patriotique* citée plus haut.

—

LE FLAMBEAU RÉPUBLICAIN. *Études politiques et sociales.* N° 1, 26 février 1871. — A. Jamet.

L'auteur de cette publication est un professeur « calomnié, suspendu et enfin révoqué » par des gens qui lui reprochaient d'être populacier, parce que, pour s'instruire des besoins du peuple, il fréquentait plus volontiers les ateliers et les chaumières que les salons des hauts fonctionnaires et des favoris de la fortune...

Fondateur du *Républicain de Vaucluse*, condamné à l'amende et à la prison, traîné, lors du coup d'État du 2 décembre, au château des Papes, etc., etc., M. Jamet a dirigé pendant dix-huit ans, à l'institution Jauffret, un cours dans lequel il n'a cessé de

protester contre la monarchie de race et le césarisme; il en appelle à ses nombreux élèves.

Aujourd'hui, le rédacteur du ***Flambeau républicain***, que son âge devrait mettre en garde contre tout étonnement, est cependant surpris de ne voir ni Michelet ni Littré au nombre des élus de Paris; il s'étonne que M. Lockroy ait obtenu 134,183 voix, tandis que M. Peyrat n'en a pu avoir que 72,480, M. Lockroy étant donc, en qualité de journaliste, à M. Peyrat, comme deux est à un; et sa surprise s'accroît encore quand il se demande quels peuvent être les titres qui ont motivé les 47,322 voix données à M. Hébrard du *Temps*.

Et il va d'étonnements en étonnements jusqu'au moment où le lecteur, stupéfait à son tour, lit avec stupeur ces quelques mots : la CLOCHE ***vient de renaître, à la grande joie des démocrates qui savaient l'apprécier; et nous allons retrouver un organe de publicité sympathique à tous les efforts généreux et à tous les dévoûments.***

Dont je feus plus estonné qu'ung fondeur de cloches, et m'escriai :

— Ah! Panurge, où es-tu?

LA PATRIE EN DEUIL. ***Nouvel appel aux électeurs.*** 1er mars 1871.

Cette feuille, qui fait partie de la grande famille des publications lancées par la maison Brunereau, Gromier et Cie, a paru pendant l'occupation allemande. Messieurs les Prussiens étaient à peine à l'Arc-de-Triomphe que la *Patrie en deuil* se vendait sur le boulevard Montmartre. Elle a débuté par le nº 6, ce qui est assez bizarre... M. Gromier, du reste, changeait souvent le titre de ses feuilles, tantôt numérotait, tantôt ne numérotait pas ou numérotait mal..... bref, le désordre le plus complet... Moi, cela m'est indifférent, mais ce sont les collectionneurs que ça va amuser !

Même désordre dans les idées : la *Patrie en deuil* recommandait aux électeurs MM. Arthur Arnould et Desmarest, avocat, Lefrançais et Poulizac, Claparède et Vaillant de l'*Internationale*....

Quant à son programme, il est court et bon : « Conseiller le bien ; empêcher le mal ; contribuer, suivant les inspirations de notre conscience, à la conciliation générale que nous croyons indispensable à la réorganisation et à la régénération de la France comme à la constitution et au salut de la République française. » N'est-ce pas là le programme de tout le monde ?

La *Patrie en deuil* avait trouvé dans le *Times* du 21 février, sous le nº 26,992, l'annonce suivante :

« Af. Raoul-Duval, Genillé (Indre-et-Loire). — Hâte-toi de te rendre à Paris. Prussiens entreront. *Ton quartier* sera occupé. Toute demeure désertée est livrée aux excès de la soldatesque. Serviteurs impuissants à maintenir

l'ordre. Ta cave sera pillée, etc., etc. — Avons vu Edgar hier. Toute la famille en bonne santé. — 17 février. — A. L. D. D. »

Cette annonce inspire à la *Patrie en deuil* la réflexion suivante : « Ainsi, au *dix-sept* février, le correspondant de M. Raoul-Duval, bien connu dans les Champs-Élysées, lui mandait les conditions de l'occupation de Paris. »

Et cela ne l'étonne pas autrement, — ni nous non plus.

LE VEILLEUR. *Journal de la dernière heure. Paraîtra pendant la durée de l'occupation par les forces ennemies d'une partie de Paris.* N° 1, 2 mars 1871. — Gérant : E. Ménier.

Ce journal reproduit en tête de son premier numéro la résolution prise par la garde nationale de Paris : « La garde nationale ne s'opposera pas à l'entrée des Prussiens dans Paris. Seulement elle tiendra la main à ce que les clauses de la convention officielle soient rigoureusement observées et se mettra en état de défense en dehors de la ligne d'occupation ennemie.

« Elle jure de faire respecter les conditions expresses du traité, par la force s'il le faut. »

Et, au contraire des canards du *Pont cassé*, les Prussiens qui n'avaient pas sur la garde nationale la même

opinion que les braves généraux Trochu, Ducrot et Vinoy, se le sont tenu pour dit et ne l'ont pas passée.... tire, lire, lire.

Le *Veilleur* annonce que selon toutes probabilités il ne paraîtra que quelques jours seulement, donnant uniquement les nouvelles de la journée, les faits officiels ; puis cherchant à faire excuser ce qu'il y avait de *pratique* dans le lancement d'un journal à un pareil moment, il invite ses confrères à reparaître au plus vite : le peuple de Paris a besoin plus que jamais d'être soutenu, encouragé, aidé.....; on comprendra votre abstention d'un jour, on ne comprendrait pas qu'elle ait une plus longue durée, etc.

Ce journal a eu deux numéros.

NOUVELLES DE BORDEAUX. — Cet unique numéro, vendu 15 centimes le 2 mars, alors que par patriotisme la plupart des journaux de Paris ne paraissaient point, n'était qu'un avatar de l'*Électeur libre*.

Il proteste une millième fois de plus par sa présence des aptitudes financières et commerciales du frère de M. Ernest Picard, — aptitudes qu'aujourd'hui personne ne saurait mettre en doute.

LE MONITEUR DE LA PAIX. *Les Parisiens en deuil* (Entrée des Prussiens dans Paris). Sans date.

Ce canard était signé : P.-J. Bertrand, un nom que j'ai vu au bas d'une foule de publications qui ressemblaient à tout et ne ressemblaient à rien ; elles tenaient un peu du journal, beaucoup du canard, pouvaient passer pour des placards et ne s'éloignaient guère de l'affiche.

—

LE DEUIL DE PARIS. *Journal complainte.* Celui-ci est un vrai canard.

> Notre Assemblée ratifie
> Par cinq cent quarante-six voix ;
> Le contre est de cent sept voix,
> Il faut sauver la patrie.
> Les dépêches que nous donnons
> Sont signées par JULES SIMON.

Ce n'est pas plus fort que cela.

—

LE BIEN PUBLIC. *Journal politique quotidien.* N° 1, 5 mars 1871. — Rédacteur en chef : H. Vrignault.

Travailler à la régénération du pays, à la réconci-

liation du travail et du capital unis par une intelligente et honnête coopération ; vouloir que la liberté soit complète, que la responsabilité soit individuelle et absolue, etc., etc., et cela *sans violences, sans injures,* tout en disant ce qu'il pense des hommes et ce qu'il attend du pays, tel est le but que se propose d'atteindre le *Bien public*.

Dès le début, ce journal manifeste la plus grande inquiétude pour les enlèvements d'armes et de munitions dont quelques quartiers de Paris sont le théâtre ; il engage vivement l'Assemblée à revenir au plus vite, et feignant de croire (M. Vrignault est bien trop habile pour avoir été la dupe de cette ignorance simulée) que le gouvernement marche en aveugle vers un abîme qu'il ne pourra combler qu'avec des cadavres et encore des cadavres, il lui fait toucher du doigt le danger qu'on peut encore conjurer... — Mais il n'y a pires sourds que ceux qui n'ont pas intérêt à entendre.

Quant au *Bien public*, sa campagne contre la Commune fut des plus vives. Son rédacteur en chef put se dérober aux poursuites ordonnées contre lui : « Me voilà donc proscrit, dit-il le 8 avril; proscrit, soit; exilé, non. Je resterai à Paris; j'y resterai pour dire ma pensée, pour soutenir mes concitoyens, pour ouvrir les yeux des aveugles. Qu'auront gagné ceux qui me poursuivent? De m'obliger à quelques ruses faciles; en vérité, c'est peu. » Et, de sa retraite, M. Vrignault tire à boulets rouges sur ses ennemis;

supprimé, le *Bien public* paraît, disparaît, paraît encore, paraît toujours, tantôt sous un nom, tantôt sous un autre : aujourd'hui c'est la *Paix,* demain ce sera l'*Anonyme,* après-demain le *Républicain* — mais toujours le *Bien public.*

Je ne louerai pas M. Vrignault du courage qu'il a montré dans cette lutte qui n'a pas moins duré d'un mois et demi ; c'est une tâche dont il s'acquitte trop bien pour que je ne lui en laisse pas tout le plaisir et toute l'initiative : « Sur ce champ de bataille qui s'appelle Paris, dans cette rue même où nous nous sommes battus pendant trois jours, entre deux barricades, l'une que nous avons faite, l'autre que nous avons prise... » — « Nous l'avons dit à l'heure même où triomphait le mal ; nous l'avons dit pendant la bataille des rues... » Etc., etc.

M. Vrignault a bien fait de se cacher pour échapper aux recherches dont il était l'objet ; l'exemple de Chaudey se laissant dédaigneusement faire prisonnier n'avait rien de tentant, bien qu'alors personne n'eût pu prévoir le fatal dénoûment de cette aventure ; M. Vrignault, en restant à Paris, où, du fond de sa retraite, il continuait de combattre contre des ennemis tout-puissants, a certainement montré plus de courage que ses confrères réfugiés à Versailles... Tout cela serait très-bien si je ne remarquais dans le *Bien public* une tendance à exagérer les dangers que lui, *Bien public,* n'a cessé de courir, tendance contre la-

quelle je cherche à réagir au point de vue de la vérité historique. Car enfin, il était bien facile de supprimer d'une façon réelle le *Bien public*, de l'empêcher de reparaître sous le titre de la *Paix*, de devenir l'*Anonyme* et de reparaître *Républicain;* il ne devait pas être très-difficile encore de mettre la main sur son rédacteur en chef... La Commune ne l'a pas fait; ne le voulait-elle point où était-ce par impuissance? M. Vrignault penche pour cette dernière raison... Les œuvres de haine et de vengeance sont cependant généralement mieux servies...

Aujourd'hui, le *Bien public* triomphe et n'a garde d'oublier ses ennemis d'hier; on en peut juger par ces lignes : « ..... Chacun se prêtait à cette chasse au Prussien. Aujourd'hui, nous pensons qu'il ne serait pas moins utile, moins salutaire pour la société, de faire la chasse aux communeux, aux complices de ces brigands, etc... Seulement, l'action du gouvernement serait impuissante si elle n'était secondée par les citoyens eux-mêmes. Chacun, dans son quartier, connaît ces hommes qui, hier partisans de la Commune... etc.; donc, pas de fausse pitié, pas de vaine crainte de passer pour un délateur. N'est pas délateur celui qui fait prendre un bandit. »

Cela est signé Saint-Amé et porte la date du 4 juin.

Le lendemain, un petit entrefilet cherche à atténuer l'effet produit par ces lignes : « Quelques-uns de nos lecteurs se sont émus d'un article relatif aux

partisans de la Commune ; notre collaborateur a peut-être été un peu vif dans la forme, mais il n'a jamais entendu conseiller aux citoyens de faire, même en ces moments graves, le triste métier de délateur, surtout contre les égarés. »

N'eût-il pas mieux valu désavouer hautement cet article que de présenter la piteuse explication qu'on vient de lire? Enfin, pressé par l'opinion publique, le *Bien public* revient encore sur ce sujet et, tout en ayant le tort de reproduire sa note explicative, termine par ces mots : « Répression sévère, avons-nous toujours dit, mais répression légale. Action vigoureuse de l'autorité, mais ni dénonciation ni violences individuelles. »

Encore une fois, il eût certainement mieux valu ne pas accueillir l'article de M. Saint-Amé.

Collaborateurs : MM. Charles Vrignault, Frédéric Fort, Édouard Drumont... Le sieur Charles Marchal, dit de Bussy, avait, en 1868, pour ami intime un personnage de ce nom et qui figure même dans un procès pour coups et blessures et port d'armes prohibées intenté au sieur Marchal, dit de Bussy ; si mes souvenirs sont exacts, le même Édouard Drumont, recommandé par M. Louis Veuillot (... *pour me rester,* écrivait celui-ci, *il faut une âme de héros, et ce n'est pas encore son fait*), avait passé par le *Figaro* pour aller au sieur Charles Marchal, puis l'avait quitté et s'était vu traîner dans la boue par son an-

cien ami, dans un carré de papier fangeux intitulé la *Mère Duchêne* (1870). — Serait-ce le même? — J. de Gastynes, Saint-Amé, E. Valpinçon, Aimé Dollfus, H. Murgeard, etc.

—

LE CHATIMENT. N° 1, 5 mars 1871. — Gérant : A. Bonneville.

La première page, encadrée d'un filet noir, est adressée à M. le comte de Bismarck, grand-chancelier de l'empire d'Allemagne. Cette page se termine par les lignes suivantes :

« Nos pères ont toujours lutté courtoisement, Monsieur le comte, à armes égales, souvent un contre dix, jamais dix contre un.

« Quoi qu'il en soit, merci !

« Si l'heure fatale de la chute des nations n'a pas sonné pour la France, tremblez !

« S'il reste encore sous la cendre de nos passions patriotiques une étincelle, tremblez!

« Si dans nos veines circule encore une goutte de sang vivace, tremblez !

« A nos enfants, nous placerons désormais dans une main un livre et dans l'autre un fusil, et nous leur apprendrons comment on se relève et comment on se venge!

« Agréez, Monsieur le comte, l'assurance de notre haine implacable.

« *La Rédaction du* CHATIMENT. »

Tout cela est très-joli; il eût peut-être été préférable de ne pas tant crier : A Berlin ! à Berlin !

La deuxième page est tout entière consacrée à la publication de la *Déclaration des Droits de l'Homme*.

Au deuxième numéro, reproduction d'un discours de Blanqui, prononcé à Londres le 24 février 1851, d'une affiche du maire Bonvalet, et d'une pièce des *Châtiments*, de Victor Hugo, ce qui permettait aux polissons chargés de vendre ce canard de crier à tue-tête : Le *Châtiment*, par Victor Hugo !

C'était bien simple, comme vous voyez.

DIOGÈNE. *Satire populaire.* N° 1, 5 mars 1871. — Victor Barbier.

Cette petite publication avait l'intention, si le premier numéro était bien accueilli du public, d'en publier un second dans dix jours, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'elle arrive à paraître tous les cinq jours.

Chimère ! chimère !

***La liste du* MOT D'ORDRE.**

Quand Rochefort parut autrefois à la Chambre.

Ah ! vous ne disiez pas que c'était de la poésie !... Tout s'explique, et le deuxième numéro du *Diogène* est encore à venir. — Mais continuons :

Quand Rochefort parut autrefois à la Chambre,
Il y fut accueilli comme un épouvantail
Par les complices de Décembre.
Qui seul le défendit? Ce fut le vieux Raspail.
Cependant Rochefort dans sa ligne persiste,
Donnant aux électeurs le *mot d'ordre* et le pas :
Hier, son propre nom figurait sur la liste;
Mais, chose singulière et triste,
Celui du vieux Raspail seul ne s'y trouvait pas.

LE PÈRE DUCHÊNE. N° 1, 16 ventôse an 79 (1).

Ce journal, un des plus curieux de l'époque, a eu 68 numéros, et non pas 65, comme le dit le ***Figaro;*** c'est un des plus recherchés et aussi un des plus rares, bien qu'il ait été tiré à un grand nombre d'exemplaires.

Que dire de ses *grandes colères contre les Jean-foutres de propriétaires qui ne foutent pas les quittances aux patriotes, comme le veut le décret de la Commune;* de *ses grandes ribotes en voyant que les Versailleux s'enfoncent de plus en plus dans la moutarde;* de *ses grandes motions pour qu'il soit délivré aux patriotes des cartes de civisme, afin que chacun puisse savoir si son voisin est ou non de la paroisse;*

(1) La publication du *Père Duchêne* fut suspendue par décret du général Vinoy (11 mars 1871).

et de *ses lettres bougrement patriotiques sur la police, avec sa grande colère contre le citoyen Ferré et le citoyen Raoul Rigault, qui ne foutent rien et passent leur temps à se faire les ongles au lieu de griffer?...*

Vrai, le *Père Duchêne* n'était pas raisonnable; il écrivait ceci le 3 prairial, c'est-à-dire le 22 mai, et certainement Raoul Rigault et Ferré ne se sont pas fait les ongles ce jour-là...

Je n'ai pas le courage de relire cette feuille; le dégoût me prend à la gorge, et le mépris me vient aux lèvres; du reste, voici ce que je disais le 15 mai au sujet de quelques lignes extraites du *Père Duchêne* du 26 floréal. Je ne change absolument rien à ce que j'écrivais alors.

A propos des arrestations dont le 9e arrondissement est le théâtre depuis deux jours, le *Père Duchêne* s'écrie qu'une chose qui lui a fait rudement de plaisir, c'est d'avoir été arrêté à l'entrée de la rue du Faubourg-Montmartre.

— On ne passe pas! lui dit la sentinelle.

— Comment, nom de Dieu! on ne passe pas!.... Ah! ça, le *Père Duchêne* passe partout. Et tu vas le laisser aller faire sa feuille, pas plus tard que tout de suite.

— Ah! dit la sentinelle, si c'est toi, mon père Duchêne, tu peux filer ton nœud, parce que toi, tu es un bon bougre.....

Et vous pensez si le père Duchêne fila son nœud

avec plaisir. Brave père Duchêne! Mais qu'aurait-il dit, si cette sentinelle lui avait répondu : Tu prétends passer partout, père Duchêne : tu mens..... car il y a bien des endroits par lesquels tu ne passes pas. Là où la lutte est la plus acharnée, là où l'on meurt pour la liberté.... tu ne passes pas, brave père Duchêne; je ne t'ai pas rencontré dans ces endroits-là ; je ne t'ai même jamais vu là où l'on relève les morts, là où on panse les blessés.... Non, pendant que la canonnade gronde furieuse, assis prudemment dans quelque cabaret lointain, tu rédiges avec de la boue et du sang tes dénonciations quotidiennes, et, vivant grassement des rentes que te fait la populace en achetant ta feuille, tu penses à ton ancêtre Hébert qui te contemple du haut de cet échafaud sur lequel il fallut le porter pâle et tremblant. Car le jour venu, l'*hébertisme* dont ton ancêtre avait fait une sanglante puissance vociféra autour de la charrette qui conduisait son tribun au supplice, et cette *huaille* lui cria ce qu'il avait répété tant de fois : « Va, coquin, va éternuer dans le panier! Il est bougrement en colère aujourd'hui le père Duchêne! »

Mais rassure-toi, brave père Duchêne! tu ne finiras même pas comme lui :

Toi, tu te noîras dans la fange,
Petit, petit!

Je ne savais pas alors quels étaient les rédacteurs

du *Père Duchêne ;* les trois derniers numéros sont signés : E. Vermersch, A. Humbert, Maxime Vuillaume.

E. Vermersch ! (j'ai parlé de lui plus haut). Il me revient à la mémoire quelques vers de ce malheureux garçon ; la pièce est intitulée les *Voleurs d'auréoles :*

. . . .
Non ! car nous sommes nés aux pays enivrants
Des étoiles et des grands aigles ;
Car nous aimons ouïr les doux oiseaux charmants
Chanter dans les blés et les seigles ;
Car nous voulons enfin — nous l'avons bien gagné —
Savoir le fond riant des choses :
Notre acte de naissance, auquel a Dieu signé,
Dit : Poètes, frères des roses.
Allons, la joie ! allons, les fleurs ! allons, le jour
Dans la mansarde et la chaumière !
Et qu'un enthousiaste et large chant d'amour
Monte, immense, dans la lumière !

Poète, frère des roses.... et finir déguisé en marchand de fourneaux !

Effronté voleur d'auréoles !

Quant au citoyen A. Humbert, voici quelques fragments d'une lettre qu'il écrivait à Jules Richard du *Figaro,* le 17 mars 1869 ; Jules Richard avait dit :

« *Il n'y a que les niais ou les intrigants, les dupes ou les dupeurs qui se disent communistes.* »

« Vous, Monsieur, répond Humbert, qui n'êtes pas comme nous *autoritaire*, vous qui êtes *libéral*, vous qui êtes un chaud partisan de la *liberté* de la parole et de la presse, vous permettrez sans doute à un de vos adversaires, à un de ces hommes qui se disent communistes (niais ou intrigant, dupe ou dupeur) de prendre la parole et de vous adresser non pas une réponse, — on n'oppose pas des arguments à des épithètes, — mais simplement une question.

« Voici les noms de quelques hommes célèbres qui se disaient communistes : Thomas Morus, Campanella, Mably, Morelly, Babeuf, Voyer d'Argenson, Buonarotti, Charassin, Ch. Teste, Villegardelle, Robert Howen, Louis Blanc.

« Veuillez nous dire auquel de ces grands citoyens vous prétendez appliquer une seule des quatre épithètes courtoises que vous adressez si légèrement à leurs disciples.

« Pour toute réponse, un nom propre.

« Recevez, Monsieur, etc.

« A. HUMBERT, *étudiant en droit.* »

Inutile d'ajouter que cet A. Humbert n'a de commun avec le sieur A. Humbert, rédacteur de la *Lanterne de Boquillon*, qu'une désagréable similitude de nom « *qui m'a déjà causé beaucoup d'ennuis* (c'est ce dernier qui parle. — 11 juin). *Je proteste de toutes mes forces contre cette confusion qui me met sur le dos les ordures de mon homonyme....* »

Le *Boquillon* a raison... chacun doit rester avec sa hotte.

—

LE SALUT. (Sans date.) 7 mars 1871. — Directeur : M.-A. Gromier.

C'est la suite des publications : le *Salut de Paris*, la *Patrie en deuil*, la *République sauvée;* aussi le premier numéro porte-t-il en tête : nº 12.

Le dernier numéro est encadré de noir; et au-dessus du titre on lit : *Journal des conciliateurs républicains*, paraissant deux fois la semaine.

Je remarque dans ce numéro la signature de M. A. Genevay, dont les articles signés *Severus*, dans le *Réveil* de Delescluze, furent jadis très-remarqués.

LA BOUCHE DE FER. Nº 1, 8 mars 1871. — P. Grousset (1).

Il y a dans le premier numéro de ce petit pamphlet certaines lignes à l'adresse de Gambetta, lignes qu'on ne peut relire aujourd'hui sans sourire et sans penser à M. Paschal Grousset : « Rompre en visière bruyamment au gouvernement de la capitulation; protester contre l'armistice ; faire croire aux bons patriotes qu'on veut poursuivre la lutte à outrance, et s'arrêter seulement après avoir chassé ou exterminé l'ennemi ; expédier à

(1) La publication de la *Bouche de fer* fut suspendue par décret du général Vinoy (11 mars 1871).

Paris, l'avant-veille du scrutin, tout un fatras de proclamations ; puis, l'heure venue d'agir, faire tranquillement louer une maison proprette, et s'y retirer les mains dans les poches aussitôt que l'ogre Jules Simon montre le bout de son nez : vrai, c'est plus pur que l'antique, et cela vous ouvre des horizons sur le cas de Cincinnatus.... »

Le second et dernier numéro de la *Bouche de fer* annonce la mort d'Henri Rochefort : « En quarante-huit heures, un érysipèle a eu raison de cette nature frêle, nerveuse et charmante. »

Et plus loin :

« Il laisse aussi deux enfants : la Nation lui doit bien de les adopter. Quant à ses funérailles, c'est le peuple de Paris qui les fera. Derrière son cercueil il y aura 200,000 patriotes, ceux qui, l'an dernier, accompagnaient à Neuilly le cercueil de Victor Noir. »

Hélas ! hélas ! je transcris ces lignes aujourd'hui lundi 12 juin, quelques jours avant le jugement de Henri Rochefort.

L'HOMME. *Organe politique et quotidien de la fédération universelle.* N° 1, 8 mars 1871. — Rédacteur en chef : L. Maretheux.

Cette publication n'est pour ainsi dire que la se-

conde série de L'HOMME, *organe scientifique, philosophique et littéraire du triple développement physique, intellectuel et moral de l'humanité,* qui paraissait en mai 1870.

Cette seconde série est dédiée à Ch. Ribeyrolles, à l'illustre proscrit qui, le premier, inscrivit en tête du journal ce mot qui résume tout : « L'HOMME. »

« Il ne nous était pas possible de rendre notre journal politique sans adresser un public hommage au grand citoyen qui nous honore de son amitié, et à qui nous devons notre titre. Nous n'avons point le même talent; mais animé de la même foi dans le triomphe définitif de la liberté, nous n'oublierons jamais les grandes leçons qu'il nous a données.

« L. MARETHEUX. »

A partir du 18 mars, l'*Homme* devint l'*Homme libre,* et après avoir annoncé que désormais il allait paraître tous les jours, mourut le 9 avril, — son rédacteur en chef ayant été appelé à d'autres fonctions.

Collaborateurs : A. Noury, Albert Clément, Paulin Sarrut, Édouard Roland, A. Desmoulins, A. Morel, rédacteur du *Réveil;* Salvador Daniel, *alto* et délégué communal au 6e arrondissement. Ce Salvador Daniel demandait dans un article intitulé : *l'Art et les artistes,* que ceux-ci essayassent de faire de la politique, bien que Platon les ait bannis de sa république. « Oui, mais Platon l'a dit d'une manière purement spéculative, à peu près comme les électeurs ont déclaré der-

nièrement qu'ils ne voulaient plus d'avocats ; » et sur ce thème, le citoyen Salvador Daniel brodait des variations auxquelles — sans savoir — j'eusse préféré le moindre air de son alto.

—

LE CANARD. *Feuille anti-politique* (sans date). 9 mars 1871. — Iblis.

Sous son faux bec, ce canard cachait le nez de M. Prudhomme; il me semble l'entendre s'écrier: La cause de tous nos maux, c'est la politique. — Kan, kan, kan !

« Nous n'irons pas en chercher la preuve bien loin; chaque jour, nos réunions intimes, où présidait la plus cordiale urbanité, ont été troublées par la politique ; — au café, sur le macadam, partout enfin, il a suffi d'une parole imprudemment lancée ; on s'animait de part et d'autre ; on s'échauffait ; le sang bouillonnait, et l'écume aux lèvres on s'invectivait ; de là à une rixe, il n'y a qu'un pas...., etc. La politique est la seule cause de notre désunion, etc., etc. Le commerce, l'industrie, les arts ont pour base la paix, et la politique n'a jamais engendré que la guerre. Tant qu'il restera un politicien en France, nous serons les dupes de la parade et du boniment ; — car en politique il n'y a que des... acrobates ! »

Ainsi cancanait ce canard ou plutôt son unique rédacteur : Iblis.

—

LE TAM-TAM. *Revue critique des polichinels politiques, financiers, religieux et autres, par Napoléon Citrouillard.* N° spécimen, 10 mars 1871. — Gérant : Commerson.

C'est un *Tintamarre républicain*. Pourquoi donc M. Commerson dit-il en tête du *Tintamarre* du 11 juin 1871 : « Notre premier devoir, en recevant l'autorisation de reparaître après *sept mois de douleurs et de larmes?...* »

Sept mois.... Et les trois numéros du *Tam-Tam?* Ils étaient amusants, et il n'y a pas à rougir de les avoir faits.

—

L'ELDORADO-PROGRAMME, *littéraire et politique.* N° 1, 12 mars 1871.

Je ne l'ai pas vu, mais j'y crois très-bien, et vous? — Du reste annoncé dans la *Bibliographie de la France.*

—

L'OUVRIER DE L'AVENIR. *Journal politique et social ; organe des chambres syndicales et des associations ouvrières.* N° 1, 12 mars 1871. — Directeur : Evette ; gérant : Vaillant.

Cette feuille avait en épigraphe ces mots : ***Égalité, — Liberté, — Travail, — Fraternité, — Association, — Fédération. — Qu'est-ce que le travail ? Rien. — Que doit-il être ? Tout. Le socialisme est la religion de l'avenir.***

Son programme fort long est des plus complets et des plus intéressants pour l'histoire ; il faudrait pouvoir le citer en entier. En voici le résumé : Hâter la destruction des préjugés sur lesquels repose la vieille société, préjugés à l'aide desquels on a toujours dominé et tyrannisé la classe ouvrière ; harmoniser par la persuasion et la lumière tout ce qui pense et qui souffre, afin de préparer l'union sans laquelle rien n'est possible ; démontrer sans rigueur ni froideur que c'est une erreur de croire que l'ouvrier ne peut vivre que s'il y a des riches ; prouver que les peuples peuvent se gouverner seuls ; faire voir et prouver aux bourgeois et aux conservateurs de tous temps et de tous règnes, qui ont peur des socialistes, que ce sont les socialistes qui devraient avoir peur d'eux ; enfin réclamer sans cesse l'instruction gratuite, obligatoire, et l'association libre.

Exclusivement rédigée par des ouvriers, cette feuille avait pour collaborateurs : MM. Julien Dupire, Zacha-

rie Peters, Deparis, Eugène, volontaire au 73e de marche, Matacotta, Brudon, etc.

—

L'INDEMNITÉ. *Organe des agriculteurs, industriels, usiniers, propriétaires et fermiers ayant droit à une indemnité pour les pertes, dégâts ou sinistres qu'ils ont éprouvés par suite de la guerre.* No 1, 12 mars 1871.

—

LE VRAI PÈRE DUCHÊNE. No 1, 13 mars 1871.

« Je vous le jure, il faut, comme l'a dit le vieil Hugo, que ceci tue cela, si nous ne voulons pas que cela tue ceci. Si nous hésitons, nous perdons un siècle ; car nous retomberons, avec le comte de Paris, dans toutes les erreurs et dans tous les scandales du règne de Louis-Philippe.

. . . .

« Et vous, Messieurs (Trochu, Favre, etc.), soyez maudits !

« C'est votre faute si, à cette heure, toutes les balles françaises qui se perdront peut-être dans la guerre civile ne sont pas logées dans le cœur des Prussiens. »

Ainsi parlait Gustave Maroteau, le 13 mars 1871.

Ce seul et unique numéro du *Vrai Père Duchêne* a paru malgré le décret Vinoy, interdisant la publication de tout nouveau journal jusqu'à la levée de l'état de siége.

—

LE MONITEUR PARISIEN. (Sans date.)
Encore un canard de la maison P.-J. Bertrand.

—

L'AMI DU PEUPLE de Marat. (Sans date.)
Ce numéro a paru après le décret Vinoy ; il est la reproduction textuelle d'articles de Marat et a été créé pour faire passer *quelques instants d'agréable et salutaire illusion* aux citoyens habitués aux journaux que la réaction vient de supprimer. « Le vieux journaliste de 1793, ajoute l'auteur de ce placard, vaut bien, pour la vigueur du style et l'énergie des convictions, ses jeunes confrères de 1871. »

—

LA RÉPUBLIQUE DE MARAT. (Sans date.)

Autre placard de la même officine ; celui-ci renferme, outre quelques articles de Marat, un extrait de l'*Histoire des Montagnards,* d'Alphonse Esquiros, et une page de Raspail sur Marat, *l'ami du peuple.*

—

LES PARADOXES DE LA SEMAINE. — Par Jacques. N° 1, 18 mars 1871.

« Ceci n'est ni un journal, ni un pamphlet : c'est un livre. C'est l'histoire de 1871, crayonnée au jour le jour, semaine par semaine, collection de matériaux presque sans valeur. »

Ceci est exact, — *presque* étant de trop. Quant à être l'histoire de 1871..... Eh bien ! si nous n'en avons pas d'autre, les générations futures auront une singulière idée de ce qui s'est passé en 1871.

—

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE. *Journal politique quotidien,* avec le concours de plusieurs des rédacteurs de la *Marseillaise.* N° 8, 19 mars 1871. — Rédacteur en chef : Paschal Grousset.

En réalité, malgré son n° 8 et son titre déjà porté pendant le siége, la *Nouvelle République* est un nou-

veau journal qui s'est servi du titre d'un journal mort à son septième numéro pour tourner l'art. 2 du décret Vinoy, article dont nous avons parlé plus haut. A son troisième numéro, la *Nouvelle République* prend le sous-titre de *Journal de la Révolution de Paris* et va ainsi jusqu'au nº 20 (1er avril 1871), jour où elle annonce à ses lecteurs qu'à une situation nouvelle il faut un nom nouveau et que la *Nouvelle République,* née le 18 mars au matin, avec la révolution, dont elle a prévu, suivi, reproduit toutes les phases, doit s'arrêter devant la victoire du peuple, aujourd'hui consommée.

« Un nouveau journal lui succèdera demain sous ce titre : L'AFFRANCHI, *journal des hommes libres.* »

Celui-ci, dans son nº 22 du 23 avril, annonce à ses lecteurs que depuis huit jours le citoyen Paschal Grousset est resté absolument étranger à la rédaction du journal, et qu'il n'y prendra aucune part tant qu'il fera partie de la commission exécutive de la Commune.

Et le 25 avril l'*Affranchi* insère en tête de son 24e et dernier numéro la lettre suivante :

AUX RÉDACTEURS DE L'*Affranchi.*

« Mes chers amis,

« Il me revient de divers côtés qu'on persiste à m'attribuer une part occulte dans la rédaction de l'*Affranchi.*

« Dans ces circonstances et pour en finir avec ces insi-

nuations, je crois devoir vous demander de suspendre la publication du journal.

« C'est la meilleure réponse à faire aux ennemis de la République, qui s'en vont criant que les journalistes de la Commune suppriment des journaux pour mieux vendre les leurs.

« A vous. « Paschal GROUSSET. »

Ce journal (la *Nouvelle République* ou l'*Affranchi*, puisque c'est tout un), dont le cri était : « Vive l'ordre ! vive Paris libre dans l'État libre ! » a publié des documents assez curieux, entre autres la suite du dossier Arthur Picard, dont la première partie avait paru dans le *Mot d'Ordre.*

L'*Affranchi* publia aussi les dossiers Galiffet, Charles Marchal, dit de Bussy, Troncin, du Mersan, Louis Veuillot, etc.

C'est un entrefilet de ce journal qui brouilla Vésinier avec Rochefort ; la discussion qui s'en suivit fut vive et se termina par cette amusante boutade de Rochefort : « Ce qui ronge la Commune, désagrége le Comité central, énerve la garde nationale et, finalement, dissout la République, etc., c'est la défiance.

« L'Hôtel-de-Ville se défie du ministère de la guerre ; le ministère de la guerre se défie de la marine ; le fort de Vanves se défie du fort de Montrouge, qui se défie du fort de Bicêtre ; Raoul Rigault se défie du colonel Rossel, et Vésinier se défie de moi. »

Collaborateurs : les citoyens A. Arnould, Edm.

Bazire, E. Morot, R. Rigault, L. Ronsin, Charles et Gaston Dacosta, Simon Dereure, A. Breuillé, G. Caulet, A. Grandier, O. Pain, L. Picard, A. Régnard, Eug. Kunemann et P. Vésinier.

—

LE PATRIOTE.

C'est le journal du *patriote* Armand Lévy, qui juge à propos de reparaître; aussi, en tête lit-on : 2e année, no 24, 19 mars 1871.

—

LE DRAPEAU. *Journal politique quotidien.* No 25, 19 mars 1871. — Gérant : H. Rolle.

Ce seul et unique numéro, malgré le no 25 qu'il affiche, doit rentrer dans la collection du *Cri du Peuple;* on s'est servi d'un vieux titre pour esquiver le fameux article 2 du décret Vinoy. Il a pour signataires : J. Vallès, J.-B. Clément, Casimir Bouis, etc.

Je suis sûr qu'il doit manquer à beaucoup de collectionneurs et — naturellement — j'en suis bien aise.

—

LE COURRIER DU DIMANCHE. 2e année, série B. No 1-16, 19 mars 1871.

Les lignes suivantes peuvent servir d'explication aux gens méticuleux qui m'accuseraient de sortir du cadre de ma publication :

« Cette feuille, qui était jadis plutôt une correspondance adressée à un public spécial qu'un journal, a d'abord paru à Bruxelles pendant six mois, puis elle s'établit à Paris où elle fit peu parler d'elle.

« Aujourd'hui, en présence des circonstances douloureuses que nous traversons, j'ai cru devoir faire — c'est M. Étienne Vathier qui parle — d'une petite feuille destinée à quelques amis un journal s'adressant à tous les hommes qu'anime un véritable sentiment patriotique. »

Politique de conciliation. — N'a eu que quelques numéros.

Collaborateur : Charle Woinez.

—

LA COMMUNE, *par des rédacteurs du* COMBAT. N° 1, 20 mars 1871. — Gérant : A. Capdevielle.

En tête on lit : « La rédaction de la *Commune* est entièrement composée des rédacteurs du *Combat* et du *Vengeur*. — Cette déclaration nous dispense de formuler un programme. »

En effet, nous retrouvons là Odilon Delimal, Henri Maret, Camille Clodong, Ch. Lullier, Henri Brissac, Rogeard, G. Daubès, H. Ségoillot et Millière qui, petit

à petit, en fait son organe personnel... J'allais oublier Georges Duchêne, dont la *Commune* annonce ainsi la rentrée dans le journalisme : « Convaincue que l'heure décisive a sonné, la *Commune* tient à honneur de devenir spécialement l'organe de la révolution sociale dont le peuple de Paris vient de dicter le magnifique programme. » Aussi, est-ce au collaborateur et à l'ami de Proudhon qu'elle confiera l'étude et la discussion des questions sociales.

J'ai dit plus haut que la *Commune* était devenue le journal de M. Millière; je le répète, et je me rappelle même que son premier article fut suivi de quelques lignes signées : O. Delimal, dans lesquelles celui-ci déclarait que la *Commune* était l'organe des grands intérêts du peuple et non d'une personnalité politique, etc., etc. Mais, dans les journaux, cela finit toujours comme cela.

Quoi qu'il en soit, la *Commune* fut un journal modéré, et, chose qui surprendra bien du monde, cette feuille dut ses allures conciliatrices à MM. Millière et Rogeard. Georges Duchêne y fit une campagne des plus vives contre les fous et les incapables de la Commune; il toucha juste, car le lendemain la *Commune* était supprimée. Voici quelques lignes de l'article qui causa la mort du journal :

« Trahison du Moulin-Saquet, trahison au fort d'Issy, trahison à la cartoucherie de l'avenue Rapp, trahison par-

tout! — Mais qui donc trahit? — Les agents de Versailles? — Ils font leur métier, et nous serions heureux de leur répondre par la réciproque.

« Il n'y a ici d'autres trahisons que l'ineptie, l'imbécillité des polissons et des drôles qui ont mis la main sur les services publics dont ils ne connaissaient pas le premier mot. Entre leurs mains, sûreté générale est devenue guet-apens, et salut public doit s'appeler abandon ou négligence des plus élémentaires garanties... etc. »

Et ce Duchêne-là ne badinait pas plus que l'autre!

La fin de l'article est excessivement violente ; après leur avoir reproché l'abjecte parodie dont ils scandalisent et déshonorent la révolution, Georges Duchêne dit que si demain le châtiment n'a pas commencé de les atteindre, il les déclare hors le droit, hors la loi et à la merci du premier brave qui aura l'énergie de faire justice d'aussi sanglantes incapacités.

Il écrivait cela le 19 mai.

Le journal la *Commune* est un des plus intéressants à consulter pour l'histoire de cette époque.

LE TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE.

(Sans date.) Le nº 3 porte la date du 24 mars 1871 et la signature : P.-J. Bertrand.

Nous nous en doutions.

Une particularité à noter, c'est que le nº 2 est la reproduction exacte du nº 1, et le nº 4 la reproduction du nº 3, — jusqu'à la date qui est la même ! — il n'y a que le numéro de changé.

Et P.-J. Bertrand parle quelque part de Paris, « capitale de l'équité de l'industrie. »

Ah ! mais non !

—

L'ORDRE. *Journal politique quotidien.* Nº 1, 20 mars 1871. — Rédacteur en chef : Vermorel.

« Dans la crise que nous traversons, tous ceux qui croient avoir quelque autorité pour parler ont le devoir d'élever la voix. L'abstention n'est pas permise. Nous n'hésitons donc pas, quelque peu favorables que puissent paraître les circonstances pour l'entreprise d'une nouvelle publication. »

Vermorel débute par un appel à la bourgeoisie parisienne ; à cette bourgeoisie qui a subi passivement l'Empire, qui a subi passivement les hommes du 4 septembre, la dictature Trochu, M. Thiers qui finalement la livre à l'émeute qu'il n'a su ni réprimer, ni prévenir, qu'il a, au contraire, littéralement provoquée ; à cette bourgeoisie qui doit subir le plus directement le contre-coup des événements, et qui a

à craindre de voir dès maintenant le commerce et le travail suspendus, sans parler de toutes les choses épouvantables et terribles que peut lui réserver un avenir prochain et imminent ; il lui demande si elle subira passivement le gouvernement révolutionnaire qu'il plaira à Belleville ou à Montmartre de lui imposer, ou si elle tendra docilement la gorge à la réaction venant de Versailles.....

Il la supplie de prendre la situation en main, de ne pas abdiquer, — sous peine d'être précipitée dans des malheurs épouvantables, mille fois pires que la mort. Il cherche à réagir contre cet affaissement de l'esprit public qu'il regarde avec raison comme un très-grand danger, et insiste sur la nécessité indispensable pour tous les bons citoyens de se rallier au nouveau gouvernement, de répondre à son appel, *en lui substituant une autorité régulière, acceptée et respectée par la population parisienne tout entière.*

Le journal l'*Ordre,* fondé dans le double but d'éviter à tout prix la guerre civile et de poser incidemment la candidature de son rédacteur en chef, a publié dans ses quatre numéros de remarquables articles signés : Vermorel.

—

LE CHATIMENT. *Journal quotidien.* N° 18, 23 mars 1871. — Directeur : A. de Montferrier ; ré-

dacteur en chef : A. Sirven ; administrateur gérant : E. Delaporte.

Les dix-sept premiers numéros du *Châtiment* ont été publiés à Bordeaux, où ils n'ont pas fait grand bruit, et cependant le *Châtiment* était un journal de liberté et de représailles, de régénération morale et de réédification sociale.....

Bien de la besogne à faire, comme vous voyez.

Pour ne pas mentir à son titre, le *Châtiment* met au pilori certains personnages : le député André d'Ars-sur-Moselle, M. Gouin et autres ; il publia aussi quelques documents intéressants au sujet du testament d'un M. Hubert, notaire à la Villette, décédé à la Varenne-Saint-Maur, en 1849, testament contenant deux legs de plus de 500,000 francs en faveur des ouvriers socialistes. Il prétend que ces legs furent complètement détournés de leur but.

Le *Châtiment,* malgré ses allures farouches, était enclin à la conciliation ; le 7 avril il met un crêpe et s'écrie : « CONCILIATION, CONCORDE, FRATERNITÉ, EMBRASSEMENT ! *Que les mères, les épouses, les sœurs, comme autrefois les Sabines, aillent, s'il le faut, sur les champs du carnage s'interposer aux coups. Quelle épée ne s'émoussera pas, quelle balle ne se fondra pas, si pour masquer le but se trouve un cœur de femme.* FRATERNITÉ ! FRATERNITÉ ! »

Il n'est si mauvais journal (et je ne parle pas précisément du *Châtiment*) qui ne vous apprenne quel-

que chose; c'est ainsi que j'ai connu — par le susdit *Châtiment* — l'existence d'une *Société de tempérance parisienne* siégeant salle du *Pré-aux-Clercs,* rue du Bac.

Une *Société de tempérance parisienne!*... C'est à demander le nom des sociétaires !

Il y avait de tout dans ce journal-là, même des vers !

Des vers de M. A. Burtal, adressés au *Comité central :*

Ces hommes, qui sont-ils? — Je l'ignore. — Leurs noms
Vont-ils aux piloris, vont-ils aux Parthénons?
Groupe pensant, faisceau de forces et d'idées,
Briseront-ils enfin nos idoles ridées?

Etc.

Des vers adressés à M. Thiers :

Quand les charniers sont pleins et les chaumières vides,
Quand tout s'est desséché sous le vent du malheur,
Quand la mort est repue, et que ses mains avides
Sont lasses, c'est alors que vient le fossoyeur !

Et enfin la *Romance du bourreau* à propos de l'abolition de la peine de mort ; elle est de Joseph Boulmier, « un de nos poètes républicains les plus justement appréciés, autant par la contexture du vers que pour la nervosité du trait. »

Nervosité... si vous voulez ; je connais Joseph Boul-

mier; il a fait heureusement des vers meilleurs que ceux-ci :

> **Je ne suis pas le seul de ma race bipède,**
> **Le seul de mon métier, le seul de mon mandat ;**
> **Et l'on verra peut-être un nouveau Lacépède**
> **Me classer quelque jour à côté du soldat.**
> **C'est un confrère à moi, confrère assez stupide :**
> **Un bourreau qui combat, dont on peut se venger.**
> **J'en conviens franchement : je suis moins intrépide ;**
> **Mais pas si fou ! Je suis assassin sans danger.**

Etc.

Pulvis et in pulverem reverteris.... Atteint par cette inflexibilité du destin commun à tous les êtres, le *Châtiment* dit bonsoir à la compagnie avant que son directeur, M. A. de Montferrier, *dont les correspondances militaires de Forbach et de Spicheren ont été reproduites par tous les journaux,* ait eu le temps de continuer son rôle d'historiographe auprès de l'armée des fédérés — ce que son journal annonçait dans son avant-dernier numéro.

RIGOLETTO. *Journal illustré.* N° 1, 24 mars 1871. — Directeur : Laglaize.

« Quelques grands formats nous font l'honneur de nous attaquer.

« Nous aimons la liberté, la justice, le progrès ; voilà notre tort !

« Nous avons soutenu la Commune ; voilà notre crime !

« Écumez ! Messieurs les *réacs !*

« Grincez ! citoyens cagots !

« Votre colère est notre premier succès. »

En gesticulant ainsi, ce pauvre fou se blessa avec sa marotte (dame, quand on ne sait pas manier un outil....) et mourut du coup.

Dessinateur : E. Ladreyt.

LE FAUBOURG. *Journal politique quotidien.* 2e année. No 1, 26 mars 1871. — Rédacteur en chef : Gustave Maroteau.

2e année !... Mon Dieu oui ! Mais ce que ne dit pas le citoyen Maroteau, c'est que son journal le *Faubourg,* publié le 26 février 1870, n'eut que trois numéros dont un *spécial.*

Il m'en souvient encore de ce numéro *spécial;* il était adressé au président de la 7e chambre, et Gustave Maroteau ne mâchait pas ce qu'il avait à lui dire :

« Bonnet bas ! mon président.

« Je vous condamne à me juger tous les vendredis.

« Le *Faubourg* tué, je fonderai la *Révolte*, et quand vous aurez déchiré encore mon papier, épointé ma plume, je ferai feu sur du papier d'affiches avec le rouge d'une allumette.

« Et malgré vous, la foule, la grande foule en blouse, achètera notre feuille d'un sou ; et avec notre papier, son cuivre, nous ferons pour le jour de l'émeute des bourres et des balles. »

C'était roide en février 1870 !

Ne parlons pas du *Faubourg* de 1871.

Un seul numéro !

LE MONT AVENTIN. *Écho des buttes Montmartre,* et, au deuxième numéro : *Organe quotidien de la fédération républicaine.* N° 1, 26 mars 1871.

« C'est du Mont-Aventin qu'est parti le signal de la Révolution ; c'est du haut de cet Olympe que, roulant avec fracas, la colère populaire, etc., etc. »

Le premier numéro est presque entièrement composé d'articles déjà publiés dans le *Châtiment;* le deuxième a pour rédacteur en chef M. A. Secondigné, pour secrétaire de la rédaction M. H. Lefèvre, et

pour administrateur M. Joanny. Cela va peut-être devenir un journal; le troisième numéro...

Hélas! c'était fini.

—

LA SOCIALE. *Journal politique quotidien du soir*. N° 1, 31 mars 1871.

Le *Figaro* du 13 juin se trompe en disant que la *Sociale* est née le 3 avril; il se trompe encore en la faisant mourir le 23 mai : la *Sociale* a eu 48 numéros et a disparu le 17 mai.

« Cette fois, s'écrie la *Sociale* en tête de son premier numéro, la révolution sociale ne se fera plus au profit de la bourgeoisie, ni au profit du paysan — ceux-ci ont conquis leur droit.

« C'est au bénéfice des travailleurs des villes qu'elle s'accomplira! C'est le droit à l'outil que nous voulons — et nous l'aurons. »

Le nom de Mme André Léo y apparait vers le 18 avril (j'ai donné quelques renseignements sur cet écrivain au journal la *République des Travailleurs*); aussi ne doit-on pas s'étonner du rôle donné à la femme par ce journal : « Savez-vous, général Dombrowski (Mme André Léo ne l'aimait pas), comment

s'est faite la révolution du 18 mars? Par les femmes. » Et elle lui prouve par-dessus le marché que, sans les citoyennes de Montmartre, il n'aurait jamais été — lui Dombrowski — général de la Commune.

C'est encore la *Sociale* qui procéda à la formation du bataillon des enfants du *Père Duchêne,* dont le signe distinctif était un petit fourneau monté en plomb et placé, entre les initiales P. D., sur le turban du képi.

Du reste, Mme André Léo avait sur la liberté d'autres idées que certains de ses collaborateurs anonymes, et il est de toute justice de lui en tenir compte ici : la *Sociale* ayant accueilli la suppression de plusieurs journaux par ces mots : « Enfin ! les voilà donc supprimés ces journaux qui depuis un mois... etc. ; que tout ce qui n'est pas avec nous s'en aille, c'est ce que nous demandons; mais que tous ceux qui seront rebelles à l'état de choses établi soient mis entre les mains de la justice ! — Avis aux amateurs... etc. » Mme André Léo protesta vivement dans le numéro suivant : « Vous trouvez que c'est *bien,* moi je trouve que c'est mal... etc. ; si nous agissons comme nos adversaires, comment le monde choisira-t-il entre eux et nous? Dans ce trouble de la conscience, il ne peut y avoir succès pour la cause... etc. »

Mme André Léo, sincère dans sa foi républicaine, insistait sur l'urgence d'une enquête à faire à l'égard

de tous les agents de la Commune, et invitait chaque citoyen à apporter son témoignage; en attendant, voici le sien : — au commencement du siége, elle reçut une demande d'argent accompagnée d'une pièce de vers, le tout signé : A. du Camp. Elle donna; M. du Camp vint la voir; il lui déclara d'abord sa profonde indifférence en matière politique, et lui raconta sa vie, qui lui parut être celle d'un bohême dépourvu d'énergie et de conviction; cependant, pleine de pitié, elle essaya de lui procurer du travail et lui écrivit d'aller voir un de ses amis qui avait promis de s'occuper de lui. Naturellement, M. du Camp n'y alla pas et ne répondit pas. « Quelle ne fut pas ma surprise, ajoute Mme Léo, de voir plus tard le nom de cet homme parmi ceux qui se faisaient les initiateurs et les guides de la révolution populaire! Aujourd'hui (c'était le 15 mai), M. du Camp est inculpé de détournements de fonds municipaux, par suite d'une gestion où lui et les siens s'étaient imposés! »

Dans ses derniers numéros, la *Sociale* tendait à se séparer de la Commune; elle soutint Rossel avec énergie et, devant le silence de l'*Officiel,* le défendit hautement de sa trahison présumée.

Avec la signature André Léo, les deux seules que j'aie vu figurer dans ce journal, sont celles de MM. Camille Barrère et Jacques Cousin, ce dernier y publiant un feuilleton intitulé : *Les Pauvres Bougres.*

Jacques Cousin était, c'est le *Figaro* qui parle, le

pseudonyme d'un garçon d'esprit qui a dû bien rire *le jour où* ce bon bougre de *Pilotell est venu prendre la bourse* de ce pauvre bougre de *Polo.*

—

L'ACTUALITÉ. N° 1, mars 1871.

C'est moins un journal qu'un dessin du citoyen Gaillard fils, donnant le côté satirique de l'événement du jour.

Bons à tout et propres à rien — tous ces Gaillard-là.

—

MÉPHISTOPHÉLÈS. *Journal politique, hebdomadaire, paraissant tous les samedis.* N° 1, mars 1871.

Avec cette épigraphe : *La science et la liberté.*

Méphistophélès s'adressait au public (plèbe ou aristocratie) qui possède une qualité qui manque à notre génération actuelle, *la faculté de penser sans un journal et sans l'opinion d'autrui.*

Méphistophélès s'est occupé, durant sa courte existence, de la *Question des loyers,* du *Timbre des journaux* et de *l'Éducation et de l'instruction dans l'avenir.*

Vous pensez s'il mourut vite.
Mais pourquoi donc s'appelait-il *Méphistophélès?*

LA FÉDÉRATION RÉPUBLICAINE DE LA GARDE NATIONALE. — (Sans date.)

Ce fut d'abord un simple placard donnant *les Statuts du Comité central* et n'ayant nullement les allures d'une feuille périodique; mais au quatrième et dernier numéro, la *Fédération* était devenue l'ORGANE DU COMITÉ CENTRAL :

« En dehors de notre mission, dit le Comité central, nous avons évidemment une idée de politique générale... Notre journal la portera devant le jugement public; si elle ne répond pas au vœu général, nous saurons faire abstraction de tout amour-propre; mais si elle est estimée juste, nous la soutiendrons jusqu'au bout. »

Je ne m'attendais certes pas à rencontrer des vers dans ce journal; il s'adresse aux députés :

O vieux bons à chercher des truffes,
Tartufes!
Clique infâme de charlatans,
Attends!
La République à la main large
S'en charge.
Vous aurez son revers de main
Demain.

Le seul nom que j'ai vu dans cette feuille est celui du citoyen Édouard Moreau, membre du Comité central, et qui devint plus tard commissaire civil auprès du délégué à la guerre et directeur de l'intendance générale, — et je prierai le lecteur de vouloir bien m'excuser sur l'insuffisance de mes renseignements; il n'était pas toujours commode d'arriver au 90 de la rue Saint-Dominique où se trouvaient la rédaction et l'administration de ce journal.

— Où allez-vous? me dit un factionnaire barbu et ceint de flanelle rouge, de ceux qu'aimait tant à dessiner le *Monde illustré.*

J'indique le but de ma visite et exhibe un numéro de la susdite *Fédération...*

Mais lui de s'écrier : « Ah çà, qu'est-ce que me fout cet animal-là avec sa *Fédération?...* Il n'y a pas de journal ici, et foutez-moi le camp plus vite que ça! »

L'animal n'insista pas et décampa avec sa *Fédération...* ce qui lui permet aujourd'hui de donner cette petite explication.

LA FLÈCHE. *Journal politique, satirique, illustré.* N° 1, du 1er au 7 avril 1871. — Directeur-gérant : J. Grognet; rédacteur en chef : Pierre Deschamps. — Dessins de Rosambeau.

Nuance modérée. N'a eu que deux numéros assez insignifiants ; le second, cependant, mérite une mention honorable : le dessin représente un tribunal; trois magistrats siégent solennellement; — au banc des avocats, un *hideux* Jules Favre défend un accusé assis entre deux gendarmes; cet accusé n'est autre que le même *hideux* Jules Favre auprès duquel, au banc du ministère public, s'agite avec fureur un troisième *hideux* Jules Favre. — Au-dessous, ces quatre vers :

Il a sauvé de la potence
Plus d'un coquin ; l'on sait cela.
Que dirait-il pour la défense
De celui-là ?...

L'idée est drôle, n'est-ce pas?

LA MONTAGNE. *Journal de la révolution sociale.* N° 1, 2 avril 1871. — Rédacteur en chef : Gustave Maroteau.

Ah! dame, il est difficile de faire taire ce citoyen-là!

Ce qui distingue cette feuille de toutes celles qu'a lancées Gustave Maroteau, c'est sa longévité étonnante : vingt-deux numéros! c'est à n'y pas croire! Ce qui la distingue encore des autres feuilles de sa nuance, c'est la crânerie avec laquelle elle publiait ses

fausses nouvelles; on se rappelle encore sa troisième édition du 4 avril :

VICTOIRE!

Le général Duval et le général Eudes sont à Meudon et à Châtillon.

Vive la Commune!

LE MONT-VALÉRIEN EST A NOUS.

FLOURENS MARCHE SUR VERSAILLES.

Ce soir-là, Maroteau avait rallié à la Commune bien des particuliers que le 25 mai trouva barricadés intérieurement et extérieurement. Ce qu'il y a de curieux dans cette affaire de fausse nouvelle, c'est qu'un peu au-dessous de cette annonce à sensation, dans le corps du journal, on peut lire : « Tout à coup, quand la colonne était en pleine campagne, les canons du Mont-Valérien se mirent à tonner... On parle d'une trahison. On comptait que les soldats du fort étaient des nôtres... Non!... Là aussi, Thiers avait placé des agents... etc. »

La numérotation de ce journal est très-défectueuse; j'engage MM. les collectionneurs à se méfier et à ouvrir l'œil... Je ne leur en dis pas plus long; il faut bien que chacun s'amuse un peu.

Collaborateurs : Léon Picard, J. Gouffé, Passedouet, J. Pollio, A. Oldrini, etc.

—

LA RÉVOLUTION. *Politique et sociale. Association internationale des travailleurs, sections de la gare d'Ivry et de Bercy réunies.* N° 1, 2 avril 1871. — Gérant : V. Masquin (de l'Internationale) ; rédacteur en chef : J. Nostag (de l'Internationale).

Le programme de ce journal se termine par ces mots :

« Quant aux intrigants de toutes sortes, qui ne peuvent concevoir un État dans lequel il n'y aura plus ni monopoles, ni priviléges, et où tous seront obligés de produire en échange des droits qu'assure la société, ils accepteront, émigreront ou seront anéantis. — Citoyens de l'Internationale, hâtez-vous d'agir ; Paris vous a montré la route. Serfs de l'univers, debout ! la Révolution vous appelle ! — Vive la Révolution politique et sociale ! »

Le citoyen Tolain est malmené par cette feuille, qui lui reproche d'avoir déserté son poste, d'avoir fui son devoir d'*international* en abandonnant la cause des travailleurs qui l'avaient envoyé à la Chambre pour revendiquer leurs droits, et le *Conseil fédéral de l'Internationale* propose au conseil général de Londres de rejeter de son sein le sieur Tolain comme ayant déserté sa cause de la manière la plus lâche et la plus honteuse...

Mais pourquoi l'*Internationale* ne l'a-t-elle pas rejeté de son sein lors de ses relations avec le prince Napoléon?...

Collaborateurs : L. Lavérine, H. Goullé, Hamet, Malon, etc.

—

LA MÈRE DUCHÊNE. N° 1, 3 avril 1871. — A. Larue.

Elle commence à se fâcher, elle dispute son mari. Elle lui reproche ses *f.* et ses *b.* et ses *n. de D.;* elle lui reproche aussi de s'adonner à l'ivrognerie et *de porter ainsi gravement atteinte à la sûreté de la République et au maintien de la morale en encourageant l'abaissement hideux du citoyen.*

Elle lui dit que les mauvaises langues du quartier l'appellent *vieux poivrot;* je me demande un peu ce que cela pouvait faire au *Père Duchêne.*

Au second numéro, la *Mère Duchêne* est TRISTE ET SOMBRE; ELLE NE PLEURE PAS : ELLE RAGE! — Elle meurt au troisième numéro.

Elle n'avait pas de mauvaises intentions, cette bonne vieille femme qui se disait *marchande de berlingots,* et valait mieux que la deuxième madame Duchêne, *marchande de poissons.*

—

L'ACTION. *Journal politique quotidien.* N° 1, 4 avril 1871. — Gérant : Bondon.

Le rédacteur en chef de ce journal, A. Lissagaray, n'y va pas de main morte; il est l'homme de son titre; il crie aux républicains : En avant ! et dépose momentanément la plume, ne comprenant qu'une manière de collaborer à l'action : avec un fusil et sur les remparts !

Et l'*Action* demande à la Commune des chefs, de jeunes chefs, l'envoi de commissaires auprès des généraux, la suspension — sans phrase — de tous les journaux hostiles à la Commune, repousse la conciliation, n'y voyant que la perte de la République; évoque le souvenir de la réaction thermidorienne, de la terreur blanche, et invite énergiquement la Commune à publier son programme.

Ce journal n'a eu que six numéros.

Collaborateurs : Henry Maret; Jean Labour et Charles Lullier, qui, dans un entrefilet intitulé : *Il faut en finir,* déclare qu'après avoir conféré avec douze rédacteurs en chef de la presse de Paris et soixante-cinq officiers supérieurs de la garde nationale, il faut absolument que la Commune cesse de trembler devant le Comité central, et qu'elle confie le commandement des forces militaires de Paris à un général capable. « Si la Commune, ajoute-t-il, refuse de donner un chef à l'armée, celle-ci nommera elle-même son général. — C'est décidé. »

On voit poindre la candidature.

Mais c'est l'affaire du Mont-Valérien que je voudrais voir tirer au clair.

—

LE GRELOT. N° 1, 9 avril 1871.

Ce journal donne dans chacun de ses numéros un mauvais dessin de Bertall; il faisait mieux que cela en 1848, le citoyen Bertall. Le texte est à la hauteur du dessin : c'est un *Tintamarre réactionnaire :*

PROJETS DE DÉCRETS.

« La devise : *Liberté, Égalité, Fraternité* est remplacée par celle-ci :

« *Outrance, trente sous et rien à faire.* »

« Considérant que la petite vérole est une maladie gênante; qu'elle expose non seulement le citoyen à mourir, mais à rester défiguré; que l'égalité est impossible dans une société qui compte des hommes grêlés dans son sein,

« La Commune de Paris décrète :

« *Article unique.* — La petite vérole est abolie dans la République française. »

Etc., etc.

Tout cela est peut-être fort spirituel, et il faut reconnaître un certain courage aux individus qui cherchent

à égayer leurs semblables dans un pareil moment... c'est évident; mais je viens du *Père Lachaise* où j'ai vu, étendus au fond d'une tranchée, vingt-sept cadavres de malheureux auxquels la devise du sieur Bertall : *Outrance, trente sous et rien à faire,* n'était pas applicable — au moins dans sa totalité...

Et, au lieu du *Grelot,* j'ai cru entendre les sons funèbres de la cloche pour les morts.

LE TRAIT-D'UNION. *Journal français.* N° 1, 8 avril 1871. — Directeur-gérant : Z. Deplace.

« Le *Trait-d'Union,* son nom l'indique, n'est qu'un journal éphémère... Son but atteint, nous rentrerons dans l'ombre, sûrs de trouver notre récompense dans notre conscience. »

Et s'il ne la trouve pas là, il peut encore être certain de ne pas la rencontrer ailleurs.

Le *Trait-d'Union* vécut peu. Il était doux et triste, et envisageait avec une certaine mélancolie la situation dans laquelle il s'était placé, c'est-à-dire entre deux impossibilités, *l'Assemblée de Versailles, qui ne veut rien faire, et la Commune de Paris, qui veut en faire trop.*

Et, du regard, il interrogeait l'horizon pour voir si Gambetta n'arrivait pas.

—

LE BONNET ROUGE. N° 1, 10 avril 1871. — Rédacteur en chef: Secondigné; gérant : Lefèvre.

Ah! celui-ci y croyait bien ! — Arrière, maudits! criait-il aux Versaillais; c'est ici l'arche sainte de la Commune! c'est ici le sanctuaire de la République! Entrez donc maintenant égorger cette dernière, sous l'œil des 300,000 citoyens décidés à mourir pour elle ! — Et plus loin : Nous voudrions que leur entrée à Paris fût vraie... *pour les bien recevoir.*

Ce journal, des plus violents, et qui était vendu sur le boulevard par des gamins coiffés d'un bonnet rouge que leur payait l'administration de cette feuille, portait aux élections communales son rédacteur en chef, Secondigné, dont la profession de foi, adressée aux électeurs de Montmartre, est toute dans cette phrase: *Je veux la Révolution sociale, et je veux lutter pour les* MAIGRES *contre les* GRAS, *car il faut que les sueurs du peuple profitent désormais au peuple.*

Les électeurs de Montmartre firent la sourde oreille, et le *Bonnet rouge* garda son rédacteur en chef.

Collaborateurs : A. Saint-Léger, G. Dautray, H. Jacques, Le Guillois.

—

LE BONHOMME FRANKLIN. N° 1, 10 avril 1871.

Conciliation sans transaction, telle était la politique de cette petite feuille sur laquelle, bien certainement, vous ne me demanderez rien de plus quand je vous aurai nommé son père : E. de Girardin.

PARIS-LIBRE. *Journal du soir.* N° 1, 12 avril 1871.

Demandez, demandez *Paris-Libre, le pilori des mouchards !* Cinq centimes, un sou !

Ah ! le citoyen Vésinier soignait la mise en vente de son journal !

Après les élections complémentaires de la Commune, élections qui envoyèrent Vésinier siéger à l'Hôtel-de-Ville, *Paris-Libre* s'écrie modestement : Parmi les nouveaux élus, il y a quelques individualités remarquables dont le concours sera des plus utiles.

Et c'est alors que l'individualité remarquable qui nous occupe, c'est-à-dire le citoyen Vésinier, entreprit dans son journal la publication des noms de tous les individus qui ont demandé un emploi de mouchard sous l'Empire et depuis le 4 septembre 1870. Ce fut le seul côté intéressant du *Paris-Libre,* et encore !...

Remplies de mouchards de bas étage qui pour la

plupart ne devaient opérer que dans les bas-fonds de la société, ces fameuses listes ne tinrent pas ce qu'elles semblaient promettre, bien que de temps en temps certains noms appartenant à la vieille noblesse française y vinssent jeter un éclat douteux et passager. Cependant elles firent le succès de ***Paris-Libre,*** qui put écouler plus facilement ainsi toute la prose vési-culeuse dont il était chargé.

—

CAIN ET ABEL. N° 1, 15 avril 1871. — Rédacteur en chef : A. Le Béalle.

Avec cette épigraphe : *Les hommes se sont mis en société pour s'aider les uns les autres, pour protéger Abel contre Caïn.*

Cette petite feuille, qui n'eut que trois numéros, et dans laquelle j'ai trouvé cette signature modeste et parfumée : *Violette,* était un long appel à la fraternité : les mots *entendons-nous, oublions nos torts réciproques, marchons la main dans la main,* etc., faisaient le fond de sa politique ; — le tout eût été de les mettre en pratique.

LA NATION SOUVERAINE. N° 1, 15 avril 1871. — Rédacteur en chef : Alexandre Rey.

République formaliste.

Ce journal, qui faisait une rude guerre à la Commune, fut supprimé par arrêté du Comité de salut public ; il alla planter sa tente à Saint-Germain, où il parut du 16 au 29 mai, et ne reprit sa publication à Paris que le 7 juin.

Les couleurs..... politiques changent, ou plutôt passent au grand air et à la lumière avec d'autant plus de facilité qu'elles étaient jadis plus vives et plus brillantes ; — je me suis convaincu une fois de plus de la malheureuse vérité que je viens d'exprimer en trouvant dans la *Nation souveraine* le nom de M. Eugène Despois au bas d'un article très-vif dirigé contre la destruction de la colonne Vendôme, et celui de M. A. Hubbard au bas de lignes des plus flatteuses pour M. Thiers.

Au fait, et entre parenthèses, pourquoi donc M. A. Hubbard s'était-il réfugié à Versailles ? Ses relations avec M. Armand Lévy et sa collaboration au *Patriote* devaient le mettre à l'abri de toute réquisition communeuse.

Il y a encore à la *Nation souveraine* M. d'Alton-Shée, — ... *Pair de France et privilégié sous la monarchie, j'ai combattu au péril de ma vie et de ma liberté, pour entraîner dans une chute commune,* etc., etc.

Oui, je sais cela, mais je sais aussi que M. d'Alton Shée, ex-pair de France, ex-socialiste... non, je me

trompe, républicain-socialiste enragé, ex-fondateur du *Journal des Pauvres,* etc., disait en 1841 : « Un illustre orateur qui, avec des opinions *fortement conservatrices et justement à cause de cela,* possède à un haut degré le sentiment de la liberté... »

Et en 1842 : « Les fêtes de Juillet rappellent des souvenirs dont la France ne doit point laisser effacer l'éclat ; elles se rattachent au triomphe des lois et à la constitution de la monarchie constitutionnelle ; elles tendent à retracer et à perpétuer la mémoire d'un événement glorieux, qui a *consolidé à jamais nos institutions et inauguré une dynastie nationale.* »

M. d'Alton-Shée ne doit pas regretter cette dernière phrase..... les temps sont proches où il pourra la faire servir de nouveau.

Parmi les autres collaborateurs de la *Nation souveraine,* citons M. A. Genevay, l'administrateur du palais national du Luxembourg (1848), celui qui, en réponse à certaines calomnies, publia que la table des citoyens Louis Blanc et Albert était servie à raison de 6 francs par tête et par jour, et que le second mois, ces citoyens, trouvant le menu trop succulent, n'autorisèrent plus qu'une dépense de 2 fr. 50 pour le déjeuner et 2 fr. 50 pour le dîner. M. Genevay était le *Severus* du *Réveil* de Delescluze. MM. P. Lefort, A. Mercier, Ch. Pellarin, J. Levaillant, etc.

En tête de cette phalange : M. Alexandre Rey, ex-

rédacteur du *National* et ex-représentant du peuple à l'Assemblée nationale (1848).

—

L'ÉVÉNEMENT ILLUSTRE. N° 1 (sans date). — Clodion.

C'est la suite du journal la *Guerre illustrée* publié par l'*Illustration*.

Même système : rognures de l'*Illustration ;* c'est pour maintenir la concurrence avec le *Monde illustré* qui, lui aussi, a une fille assez chétive : la *Presse illustrée*.

—

LE RÉVEIL DU PEUPLE. N° 1, 18 avril 1871.

Ce journal, fondé par les anciens rédacteurs du *Réveil* de Delescluze, entra dans la carrière avec une lettre du maître qui lui traçait sa route et lui souhaitait bonne chance et bon vent.

J'ai dit les anciens rédacteurs du *Réveil*... excepté cependant Ch. Quentin, qui ne prit aucune part à ce journal qui fut le *Réveil,* moins Delescluze et Genevay.

Parmi les rédacteurs, citons F. Cournet, Émile Richard, le fils de ce pauvre vieux père Richard que nous autres travailleurs de la *Bibliothèque nationale* aimions et respections, et qui est mort troué par une balle alors qu'il se rendait à son poste ; — Advenant, Razoua, etc.

—

LE PÈRE FOUETTARD. Nº 1 (sans date), 19 avril 1871.

Avec un dessin représentant un bonhomme barbu poursuivant à coups de martinet Napoléon III, J. Favre, etc.; au dessous, ces mots : *La République ou la trique.*

Le *Père Fouettard* veut fouetter les Versaillais et aussi les gens de la Commune ; il veut fouetter tout le monde, et quand on lui demande s'il vient en ami ou en ennemi, il répond crânement, — mais prudemment : En Père Fouettard, nom de d'là !

Mais l'influence du milieu est terrible, et de coups de fouet en coups de fouet, le *Père Fouettard* mourut communeux.... Mon Dieu oui !

Rédigé dans un style qui avait la prétention de le mettre à la portée du peuple, le *Père Fouettard* était d'une lecture fatigante.... et je n'ai aucunement regretté sa mort.

Il signait : *le Père Fouettard, orateur, écrivain, poète et fesseur;* mais quand il publiait à Bordeaux l'HONNEUR NATIONAL, *journal illustré d'actualités,* il signait simplement : H. de la Monta.

—

LE FILS DU PÈRE DUCHÊNE *illustré.* Paraissant deux fois la semaine. N° 1, 20 avril 1871.

Le *Fils Duchêne* était aussi mal embouché que papa et maman, mais beaucoup plus... blagueur; il ne croyait à rien, ce jeune *marchand de tuyaux de poêle*, ni à Dieu, ni à diable, ni même à la Commune, et je l'ai toujours soupçonné de réaction, surtout quand il s'égosillait à crier, à propos de la colonne Vendôme : « *Qu'est-ce que vous foutez de l'Arc-de-Triomphe et du Palais des Invalides, une boîte à momies dans laquelle dorment et ronflent les vieux bourreaux qui ont le plus tué? Et la barrière du Trône, et les casernes, et le pont d'Iéna, et le pont d'Arcole, et le pont d'Austerlitz?....* »

Il touchait à tout ce fils *Duchêne*, et le théâtre ancien ne lui était pas étranger; ah! si Racine eût écrit dans cette langue imagée qui fait sa force à lui *Duchêne*, de quelle popularité ne jouirait-il pas aujourd'hui?

A peine, nom de Dieu! sortions-nous de Trézène....

Et joignant l'exemple au précepte il se livrait à la poésie, mais à la poésie satirique :

. . . .
Croyant avoir toujours le succès des batailles,
Le plus furieux, c'est ce sale Galifet....
Quelle sale gueule y fait !...

Le trait y est.

—

LE LIVRE ROUGE. N° 1, 22 avril 1871. — Jean la Coste.

Cette misérable petite feuille n'a eu qu'un numéro, et ce n'est qu'avec le plus profond dégoût que j'en cite le passage suivant..... — je n'ai pas d'autre moyen d'en donner une idée.

C'est le récit d'une visite faite à M. Thiers par un délégué de Marseille :

« M. Thiers porte des moustaches, paraît-il, et comme il était en train d'avaler, elles étaient pleines de ragoût. Il était affreux, m'assure un témoin : son nez de dindon lui tombait sur la bouche entr'ouverte et ramenait, en respirant, les morceaux de ragoût qui y étaient attachés. Son réservoir entr'ouvert contrastait avec ses petits yeux mourants, qui semblaient deux batteries démontées. »

Ah ! il en fallait pour tous les dégoûts !

—

L'ESTAFETTE. N° 1, 23 avril 1871. — Gérant : Lefèvre.

C'est le *Bonnet rouge;* mêmes rédacteurs : Secondigné, Dautray, Saint-Léger, etc., — et même violence. De plus, l'*Estafette* annonçait la publication d'un pamphlet politique bi-hebdomadaire : le *Petit Bonnet rouge,* qui ne parut jamais.

Je trouve dans l'*Estafette* ce huitain adressé à M. Thiers :

Mon vieux Pouvoir exécutif,
Versailles vous offre un refuge ;
De peur d'être brûlé tout vif,
Ici constituez-vous juge.
Juger vaut mieux qu'être pendu....
Je le crois bien, mon bon apôtre :
Mais différé n'est pas perdu,
Et l'un n'empêchera pas l'autre.

La facture un peu vieillotte de ces vers en tempère heureusement la cruelle actualité.

LA MÈRE DUCHÊNE. N° spécimen, 23 avril 1871.

Cette dernière *Mère Duchêne, marchande de poissons,* — et on le verra bien à son style et à ses plaisanteries... salées, — prie *son vieux carcan d'homme* de *cesser de*

la lui faire à l'oseille ; elle a bien assez de s'occuper des *Versailleux* et dit à la bourgeoisie de ne pas *plancher,* que *c'est pas l'moment de teignaffer, qu'y reste encore des pommes pourries à leur fricasser sur la trogne à ces empaillés-là ;* elle se plaint de la cherté des vivres et d'être obligée de dépenser 5 francs par jour pour pouvoir seulement *se gonfler la gencive ;* là-dessus, elle raconte à une petite dame qui lui achetait du poisson une histoire de *maquereaux* qui fait tellement *rigoler* la petite dame que celle-ci invite *la Duchêne* à prendre *un marc au coin.* La Duchêne, qui n'aime pas *subir une politesse* sans la rendre, *rebiffe au truc en redoublant* et s'ouvre entièrement à la petite dame, qui n'est pas une pimbèche, sur ce qu'elle pense des *calotins qui ne la leur tourneront plus rien à la colle.*

C'est le Père Hyacinthe que ça va étonner !...

—

L'AMI DU PEUPLE. N° 1, 23 avril 1871. — Par Vermorel, membre de la Commune.

Avec cette épigraphe : *L'ignorance, c'est l'esclavage; l'instruction, c'est la liberté.*

Partisan du mandat impératif, et pénétré des graves et redoutables fonctions qui lui étaient confiées, le citoyen Vermorel voulut se tenir en rapports cons-

tants avec le peuple dont il relevait et lui rendre compte, jour par jour, de ses principes, de sa conduite et de la situation des affaires publiques.

L'*Ami du Peuple* devait être une publication analogue à celle du *Courrier de Provence* de Mirabeau ou aux *Lettres* de Robespierre *à ses commettants* — moins un journal qu'un discours quotidien au peuple ; mais devant les occupations nombreuses qui lui incombaient, le citoyen Vermorel dut renoncer à son idée, et l'*Ami du Peuple,* transformé en grand journal, servit d'arène aux coups de plumes peu fraternels que s'envoyèrent mutuellement les citoyens Pyat et Vermorel.

Dans un article très-curieux, intitulé : *Mon dossier,* et trop long pour que je puisse le transcrire ici, Vermorel se défend d'avoir été subventionné par M. Rouher pour attaquer les hommes de la gauche républicaine et de la presse démocratique.

L'*Ami du Peuple* n'a eu que quatre numéros.

—

LA SCIE. *Organe des aliénés.* N° 1 (sans date), 24 avril 1871. — Illustrations de Molock.

Le dessin du n° 2 représente un prêtre, les deux bras plongés jusqu'aux coudes dans le tronc des pauvres ; une jeune personne beaucoup trop décolletée

pour être dans une église — à cause de la fraîcheur — lui dit :

« — Comment ! nous n'avons que trois balles ?

« — Que veux-tu ? ma chère Troufignette, répond gracieusement le prêtre, puisque nous n'avons plus à boulotter que les troncs !... »

—

L'ÉCHO DU SOIR. N° 1, 26 avril 1871. — Gérant : Laurent.

Ce journal, qui prétend n'être l'organe ni d'un parti ni d'une coterie, sans attaches avec Versailles pas plus qu'avec l'Hôtel-de-Ville, demande le rétablissement de la paix et le triomphe des institutions républicaines. Sa politique sera une politique d'apaisement, de conciliation et d'oubli. — Pas de vainqueurs ! pas de vainqueurs ! tel est le cri qui termine son programme.

Ce journal comptait que les Parisiens lui accorderaient leurs sympathies et que la Commune l'épargnerait...

Je ne sais pas si les Parisiens sont venus; mais la Commune ne l'a pas négligé... et l'*Écho du Soir* disparaissait à son sixième numéro.

Il s'est passé, à l'occasion de ce journal, un petit fait qui doit trouver sa place ici : le *Vengeur* ayant

annoncé que le *Soir*, supprimé par la Commune, avait reparu sous le nom d'*Écho du Soir*, vite M. Hector Pessard déclare que le fait est absolument faux, que l'*Écho du Soir* NE COMPTE PAS UN SEUL DES COLLABORATEURS DU *Soir* PARMI SES RÉDACTEURS; c'est net et précis; il ajoute: *La contrefaçon est trop volontaire pour qu'un seul de nos amis ait eu l'indélicatesse de s'associer à cette œuvre...* A quoi l'*Écho du Soir*, touché dans ses intérêts les plus chers, riposte d'une façon non moins nette et non moins précise : *La vérité est que* TOUS LES RÉDACTEURS DU JOURNAL LE *Soir* ET TOUS SES COLLABORATEURS RESTÉS A PARIS, *réunis à plusieurs rédacteurs des journaux récemment supprimés, ont fondé l'*Écho du Soir. — Le tout enjolivé de phrases à l'adresse de M. H. Pessard sur la mission de l'écrivain pendant les jours de crise, sur le patriotisme, sur la désertion, sur le devoir de combattre ceux qui compromettent la République par leurs excès à Paris, *ou à Versailles...* phrases qui ont dû faire sourire M. Pessard, qui est déjà un bien vieux journaliste.

Collaborateurs : Dr Chéron, Georges Ebstein, H. de Callias, Albert Moisnard, Pierre de Croisy, Arnold Mortier.... L'*Estafette,* qui n'était pas très-tendre à l'égard de ses confrères, lui consacre ces lignes : « Quant à Mortier, qui signe d'autres fois Mortjé, — selon les besoins du masque — c'est un jeune Valaque que Ganesco a longtemps porté en sautoir,

alors qu'il faisait les cabrioles politiques au *Nain jaune* et au *Parlement.* »

—

LA FRONDE ILLUSTRÉE. N° 1, 27 avril 1871. — Directeur-gérant : E. Bocquillon.

« Le titre de notre journal et le dessin de ce premier numéro indiquent suffisamment le but que nous nous proposons. »

Le dessin, qui est de Montbard, est bien mauvais : une République vengeresse, un glaive à la main, surprend Thiers et Jules Favre, les mains pleines de sang, auprès du cadavre d'un patriote assassiné ; au-dessus, ces mots :

Après le crime... le châtiment.

Ce journal avait pour directeur M. E. Bocquillon, c'est-à-dire A. Humbert (V. le *Père Duchêne*), et pour rédacteur M. Camille Barrère.

—

LA NÉMÉSIS GALANTE. *Gazette politico-satirique.* N° 1, 29 avril 1871. — Rédacteur en chef : Jules Choux.

Mon Dieu oui, en pleine Commune triomphante — une Némésis galante!

Une nouvelle feuille de *choux*... de Jules Choux, car c'est ainsi que se nomme le directeur politique de ce carré de papier. Jules Choux était, en 1848, un des collaborateurs de l'AIMABLE FAUBOURIEN, *journal de la canaille, vendu par la crapule aux honnêtes gens,* dans lequel il publiait des petites chansons républicaines contre Louis-Napoléon :

Il n'a pas de petit chapeau,
Ni d'redingote grise ;
Sous son nez, que l'on dit fort beau,
Brune moustache frise.
Devant, c'est peu Napoléon ;
Mais l'voyant, dit-on,
Tourner le talon,
Un vieux grognard dirait : C'est lui,
Biribi....
A la façon de Barbari,
Mon ami.

On le retrouve chantant encore au *Gamin de Paris,* à la *Chandelle démocratique et sociale* du sieur Dunan-Mousseux, au *Père Duchêne* de Colfavru (1848), chantant, toujours chantant. — Il y a des gens qui ont vraiment la gaité facile, et le citoyen Jules Choux chantait encore dans sa *Némésis galante!*

Watripon et lui se sont longtemps disputé la propriété de la chanson célèbre *Le Vieux quartier latin;* tous deux, et ils étaient de bonne foi, bien certaine-

ment, croyaient l'avoir faite...; ce ne fut qu'en 1867, par une lettre publiée dans le journal de Vallès, la *Rue*, qu'un avocat d'Auxerre, M. Ch. Lepère, en réclama pour lui seul la paternité.

Il y aurait une jolie chanson à faire là-dessus, n'est-ce pas, monsieur Choux?

LE BON SENS. *Journal des honnêtes gens.* N° 1, sans date (28 ou 29 avril 1871). — Rédacteur-gérant : Maxime.

Ils serait injuste de dire que le besoin de ce nouveau journal ne se faisait pas sentir,

> Mais il était du monde où les plus belles choses
> Ont le pire destin.

Et il mourut au moment, disait-il, de devenir un journal de grand format dans lequel il avait l'intention de dire ceci et de faire cela... — S'IL PLAÎT A DIEU!

Il s'agissait bien de plaire au *nommé Dieu* (1)!... Est-ce que le *Bon Sens* prenait Raoul Rigault pour un zéro?

Le *Bon Sens* mentait à son titre.

(1) On connaît le mot de Rigault répondant à un prêtre, — serviteur de Dieu : « Écrivez, greffier : se disant serviteur du nommé Dieu. »

LE DUCHÊNE RÉACTIONNAIRE, *ou le Père Duchêne enfin expliqué par le Père Dubois.* N° 1, avril 1871.

Celui-ci signe LE PÈRE DUBOIS, *employé...*

Allons, on pouvait se passer facilement de cette explication du *Père Duchêne,* et le *Père Dubois,* qui se dit *employé,* aurait mieux fait de rester à son bureau que de venir augmenter notre bagage d'une feuille de plus.

« Ce sera la satire Ménippée... »

Peste! monsieur Dubois, comme vous y allez.

—

LE CRICRI. Sans date.

Je n'ai que le n° 5 entre les mains... Ah! je l'avoue! et je ne sais ma foi pas si c'est un journal. Dans tous les cas, cela n'en a pas l'air : deux pièces de vers français sur l'*Immortalité,* signées E. Young, et voilà tout.

Je connais les œuvres de sir Édward Young, et, à cause de cela, j'étais bien aise de le savoir mort et enterré depuis plus d'un siècle... Mais quelle singulière idée de mettre son nom au bas de cette traduction poétique et d'intituler le tout : le *Cricri?*

Et ce n° 5?

—

JACQUES BONHOMME. N° 1, sans date (3 mai 1871). Avec une petite vignette au-dessous de laquelle on put lire pendant quelque temps ces mots : *La Commune ou la mort!* mots soigneusement effacés à partir du n° 4.

C'était aussi des colères, des remontrances, des révélations... *grande colère contre les journalistes, qui se moquent du peuple et le dépravent au lieu de l'éclairer, ou le* Père Duchêne *dévoilé; — grande colère contre les bourgeois de Paris et du reste de la France, qui, par leur égoïste abstention, ont prolongé la crise, avec sa motion pour qu'ils interviennent en masse, afin d'imposer une conciliation aux belligérants sur des bases vraiment républicaines; — grandes révélations sur les crimes des prêtres et des religieuses, et les atrocités qu'ils commettent, avec la complicité des tyrans; — grande remontrance aux membres de la Commune, à propos des mesures dites révolutionnaires;* etc., etc.

Jacques Bonhomme essaya longtemps de se tenir sans balancier sur la corde raide, entre Versailles et la Commune; mais quand il mourut, je le voyais pencher singulièrement du côté de l'Hôtel-de-Ville.

L'UNION FRANÇAISE. *Journal de la République fédérale.* N° 1, 5 mai 1871. — Rédacteur en chef : E. de Girardin.

Cette feuille portait de chaque côté de son titre — *en manchettes* — les armes et la devise de l'Union américaine, et avait pour épigraphe ces trois exclamations : *Conciliation sans transaction! — Ni révolution ni réaction! — L'ordre par la liberté!*

Il y a des choses amusantes dans ce journal franco-américain... entre autres le récit des tours... de force que M. de Girardin a été obligé d'exécuter pour pouvoir porter pendant trente-cinq ans, d'une main haute et ferme, et pour faire respecter ce qu'il veut bien appeler *son drapeau.*

On y trouve aussi que le sieur Émile Ollivier a été un instant un atout décisif dans le jeu de l'Empereur, qui s'est empressé d'attendre que la couleur de la retourne ait changé, et qu'alors le sieur Ollivier n'a plus été qu'une figure (une figure de valet, probablement... M. de Girardin ne l'indique pas) et a *cessé d'être un atout.*

On y trouve encore (car il y a de tout dans ce journal-là) une lettre de M. Odysse Barrot pleine de tact et de modestie; il dit à M. de Girardin : « Vous citez une préface de Laboulaye qui vous a frappé comme un trait de lumière; vous citez Tocqueville, de Witt, etc... *Peut-être auriez-vous pu, en dehors de ces autorités, rencontrer tout près de vous, dans votre propre journal,* DES TRAITS DE LUMIÈRE NON MOINS ÉCLATANTS : n'est-ce pas un de vos collaborateurs qui... n'est-ce pas lui qui... c'est encore à lui.., etc. »

et Barrot présente Barrot. Je ne cite pas ce fait pour sa rareté. — Non, mais c'est toujours drôle !

Dans ses douze numéros, l'*Union française* a reproduit les huit lettres du *Bonhomme Franklin* et est morte en réclamant un congrès fédéral composé d'un Sénat et d'une Chambre de représentants. — Représentation locale composée de 30 assemblées. — Souveraineté à deux degrés.

Toutes choses qui, selon ce journal, devraient infailliblement amener la paix entre la Commune de Paris et l'Assemblée de Versailles.

L'ÉTOILE. *Journal des dernières nouvelles.* N° 1, 5 mai 1871. — Gérant : A. Dubois.

L'*Étoile* — DU SOIR ! criaient les vendeurs. — Prétendait que nos arrière-neveux ne pourraient jamais comprendre qu'il ait existé en France un gouvernement réduit à sommer les Parisiens, — sous peine d'assaut, — de lui ouvrir leurs portes et de lui rendre son autorité, et cela au nom du suffrage universel qui a élu un gouvernement, le seul légal, — si le suffrage universel n'est pas un vain mot ; non, ce n'est pas un vain mot, ajoutait *l'Étoile, mais le gouvernement élu par lui peut devenir une vaine chose entre des mains médiocres ou séniles.*

Ainsi parlait l'*Étoile,* qui certes n'était pas un journal *communeux.*

L'*Étoile* fut supprimée par la Commune le 12 mai.

—

LE JOURNAL DU SOIR. N° 1, 5 mai 1871.

Journal de nouvelles — plus de fausses que de vraies — mais le temps le voulait ainsi.

Il paraît, d'après ce journal, que la Commune avait eu l'idée de faire tirer des timbres-poste spéciaux ; à quoi le *Journal du Soir* répondait : Si les Burgraves de l'Hôtel-de-Ville étaient un peu moins préoccupés d'exhumations gothiques et de pastiches de 93, ils s'apercevraient que Versailles déclare que les lettres estampillées au timbre communal sont considérées comme non affranchies. Le prix du port sera alors de 50 centimes : 20 centimes payés au départ par l'expéditeur et 30 centimes à l'arrivée par le destinataire. — Recette pour Versailles et Paris, et malédictions pour tout le monde : *magnifique thème à déclamations pour le Comité de salut public.*

Ce projet était-il vraiment à l'étude ? Je n'en sais rien ; toujours est-il qu'il n'y eut pas de timbre communal.

—

LE BULLETIN COMMUNAL. *Organe des clubs*. N° 1, 6 mai 1871. — Gérant : Paysant.

En réalité, cette feuille était l'organe du *Club communal* de Nicolas-des-Champs, club qui prit une telle extension qu'il ouvrit une succursale dans l'église Élisabeth.

Un des principaux orateurs de ce club était le citoyen Landeck, celui qui, sous la Commune, était devenu la terreur du café de Madrid, où il ne se présentait qu'avec quatre hommes et un caporal, afin d'y arrêter un garçon de salle impoli et réfractaire. Ce garçon tint bon, résista à deux assauts, et Landeck dut se replier en bon ordre sur Nicolas-des-Champs.

Ici, les propositions les plus chaudes, les plus brûlantes, passaient comme une lettre à la poste :

Les Prussiens seront payés avec les propriétés de ceux qui ont fui, n'ayant pas voulu se battre pour la liberté (votée à l'unanimité).

Tout négociant qui suspendra son commerce par manque de confiance en la Commune perdra ses droits civiques et ne pourra plus jamais exercer sa profession (votée à l'unanimité).

Et ce ne fut pas sans une certaine inquiétude, habilement dissimulée toutefois, que j'entendis voter à l'unanimité et au milieu des bravos de l'assemblée cette aimable proposition du citoyen Sans :

Tout citoyen qui refusera de servir la République les armes à la main sera fusillé.

Ah ! dame, voilà comme nous étions au *Club communal de Nicolas-des-Champs !*

—

LE CORSAIRE. *Journal quotidien.* N° 1, 8 mai 1871. — Gérant : G. Richardet.

Son programme, le voici : Le Corsaire, *maintes fois supprimé par l'Empire, reparaît plus vaillant que jamais.* Le Corsaire *sera toujours ce qu'il a été : franchement et sincèrement républicain.*

Il n'était pas plutôt lancé, qu'arrive M. Spoll ; à corsaire, corsaire et demi : celui-ci déclare tout cela faux, que pas un des rédacteurs du *Corsaire* qu'il a fondé avec Lermina ne fait partie de ce nouveau *Corsaire ;* qu'il a fait trois mois de prison et payé plusieurs milliers de francs d'amende, et qu'enfin il trouve étonnant que M. Rousset, directeur du *National,* vienne battre monnaie avec les persécutions que lui, Spoll et ses amis, ont subies, *tandis qu'en brave franc-fileur* lui, Rousset, *coule des jours heureux avec nos bons amis les Prussiens dans sa petite maison d'Alfort.*

Immédiatement, M. Richardet saute sur le pont, brandissant sa bonne hache d'abordage ; il taille et tranche dans les arguments de Spoll le persécuté : 1° il y a dans le *Corsaire* un des rédacteurs du *Corsaire* de Lermina (il ne dit pas son nom, mais le tient

à la disposition de son adversaire) ; 2° lui, Richardet, a aussi fondé un *Corsaire* avec Pyat, Vallès, Vermorel, Flourens, et qui a été supprimé à son 6e numéro par M. Forcade de la Roquette ; 3° enfin, M. Rousset n'est pour rien dans le *Corsaire* dont lui Richardet est le seul capitaine responsable.

Sur ces entrefaites arrive au secours de Richardet le persécuté M. H. Aubertin, rédacteur de l'ancien *Corsaire* (Coëtlogon, Rovigo, Lapierre, etc.). qui réclame aussi pour lui et sa vieille carcasse de bâtiment une énorme part dans les persécutions subies. Vous allez voir qu'il n'y en aura pas pour tout le monde! Cela devient même une telle rage, que le persécuté Richardet, apprenant que M. Thiers a empêché la vente de son journal dans la banlieue, s'écrie avec ivresse : « Il ne manquerait plus, pour que le bonheur soit complet, que d'être supprimé par la Commune ! »

Pendant ce temps-là, le persécuté Spoll ne restait pas inactif ; il écrivait au persécuté Richardet, lequel n'insérait rien, prétendant impoliment qu'il y avait en ce moment des choses plus intéressantes à lire que la prose de M. Spoll... ; — que, du reste, s'il voulait plus de détails, il le priait de prendre la peine de passer au bureau ou d'envoyer son adresse.

Puis tout à coup le *Corsaire* sombre dans la tempête, emportant avec lui le persécuté Richardet, le persécuté Spoll, et peut-être aussi l'autre persécuté dont je n'ai plus entendu parler.

Au fond, si M. Richardet avait raison, M. Spoll n'avait pas tort tout à fait, et le *Corsaire* n'était autre que le *Petit National.*

—

LE SPECTATEUR. *Politique, scientifique et littéraire.* N° 1, 10 mai 1871. — Gérant : A. Pasquier.

Supprimé par la Commune le 12 mai, le journal la *France* reparaît sous ce titre : le *Spectateur*, titre indiquant bien la nouvelle attitude qu'il compte prendre. — N'a eu que trois numéros.

—

LE PROLÉTAIRE. *Organe des revendications sociales* (11e arrondissement). N° 1, 10 mai 1871. — Gérant : P. Durand.

Suppression de tout privilége, de tout monopole, fédération politique et fédération sociale, suppression complète de toute instruction congréganiste et cléricale, instruction primaire gratuite et obligatoire. — Voilà ce que voulait ce journal, qui avait le tort d'écrire des phrases comme celle-ci : *Et vous tous, Messieurs, qui criez si fort au martyre, n'avez-vous pas encore la tête sur vos épaules?*

Le *Prolétaire* était l'organe du *Club des Prolétaires,*

dont les séances avaient lieu à l'église Ambroise, boulevard Voltaire; — sur la première pile en entrant, au-dessus de l'ancien tronc du denier de Saint-Pierre, était placardé cet avis auquel je laisse son aspect typographique :

« *Vu :* le décret communal et l'arrêté du délégué à la sûreté générale, *qui entend interdire tous les genres de mendicité quels qu'ils soient, les citoyens du 11e arrondissement comprendront qu'il n'appartient pas aux vrais démocrates du* Club Ambroise *de continuer la mise en pratique des coutumes préconisées par les charlatans en soutane que la justice du peuple vient de chasser d'ici !*

« *En conséquence,* le premier numéro *du journal* LE PROLÉTAIRE *sera distribué à tous!!!* LE PAIERA QUI POURRA! »

Ce fut son arrêt de mort.

Collaborateurs : F. Dubourg, C.-G. Jacqueline, E. Parthenay, E. Picard, J.-M. Hoche, G. Barthélemy, dont j'ai vu le nom au bas de quelques vers sur la colonne.

. . . .
C'est pourquoi nous tous qui voulons le progrès,
L'ordre, la liberté, le travail et la paix,
En voyant disparaître
Ce trophée élevé par le sang des héros,
Nous disons : Il n'est plus, le temps des Waterloos :
La France va renaître!

—

LA JUSTICE. *Journal politique quotidien.* N° 1, 10 mai 1871.

Ce journal, qui ne veut chercher ses inspirations dans aucun passé et ne les demander à aucun parti, aspire à devenir l'organe du gouvernement de l'opinion publique; dégagé de tout préjugé comme de tout lien politique, il se donne pour mission d'instruire et de manifester l'opinion publique, en lui donnant par la publicité la puissance qui doit la rendre désormais unique et libre souveraine.

On se rappelle que peu de temps avant la révolution du 18 mars, des affiches annonçant l'apparition d'un nouveau journal du citoyen Delescluze : LA JUSTICE, couvrirent les murs de Paris. Le temps passa; la *Justice* ne parut pas : le *Réveil du Peuple* vint au monde, et quand une nouvelle *Justice* — celle qui nous occupe — fit son apparition, ce fut un *tolle* général à la rédaction du *Réveil du Peuple.* Une simple déclaration annonçant que Delescluze n'était pour rien dans le nouveau journal eût suffi, ce me semble, sans qu'il fût nécessaire de tant noircir de papier sur cette question de possession que tranchait le simple bon sens.

C'est le journal la *Justice* qui le premier raconta l'*Histoire de la mort mystérieuse de l'avocat Grillet,* assassiné, disait-on, parce qu'il avait en sa possession des papiers compromettants pour les hommes du 4 septembre...

Qu'est-ce que cette affaire-là a pu devenir?

La *Justice* a eu dix numéros.

LE DRAPEAU ROUGE. *Revue hebdomadaire politique, critique et humoristique.* N° 1, sans date (11 mai 1871). — René Girard.

Cette petite revue, sous couverture rouge surchargée d'épigraphes, était autographiée; elle a publié un petit catéchisme à l'usage de *Jeanbonhomme,* catéchisme dont voici le début :

« D. Qu'est-ce qu'un souverain?

« R. C'est un homme qui, sous le nom de prince, roi ou empereur, est une bête fauve altérée de sang et de carnage que rien ne peut assouvir!

« D. A quoi servent les souverains?

« R. A faire incendier les villes, piller les maisons, massacrer les peuples!

« D. N'y a-t-il donc aucun bon souverain?

« R. Il n'y en a que très-peu qui ne sont pas d'abominables monstres.

Le plus inoffensif peut être un assassin!

« Les mauvais sont horriblement dangereux, et les bons sont parfaitement inutiles, etc., etc. »

Allons, ce n'est pas le *Drapeau rouge* qu'on peut accuser de royalisme!

LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE. *Journal des idées sociales.* N° 1, sans date (11 mai 1871). — Rédacteur en chef : Auguste Petit.

Cette feuille avait l'intention de se mettre à la recherche des institutions les plus propres au développement intellectuel et à l'élévation des peuples vers la liberté.

Pour arriver à ce but, elle demandait seulement aux bons citoyens de consentir à lui prêter une oreille attentive...

Les bons citoyens ayant fait la sourde oreille, M. A. Petit renonça à leur chercher *la meilleure forme de gouvernement dans un État composé d'hommes libres,* tâche qu'il avait entreprise avec un courage digne d'une meilleure réussite.

—

LA DISCUSSION. N° 1, 12 mai 1871. — Rédacteur en chef : A. Gaulier.

Très-ferme et très-digne dans son attitude, ce journal ne cessa de défendre, contre les uns et contre les autres, la République, qu'il ne séparait pas de la liberté et qui seule, selon lui, peut assurer en France l'ordre et la paix. Placé entre les deux partis et défendant contre tous deux la justice et la modération, il s'attira des violences de part et d'autre ; supprimé

par la Commune au bout de cinq numéros, il reparut hautement sous le titre de la *Politique*.

Dans un excellent article que je regrette de ne pouvoir citer en entier, M. A. Gaulier s'écrie :

« ...Si cela était vrai, si un jour il était démontré que les conseillers municipaux de Lille avaient raison *(ils pensaient qu'on pouvait facilement arriver à une solution pacifique)*, s'il était démontré que le congrès de Lyon avait raison, s'il était démontré qu'il était *facile*, comme nous l'avons toujours soutenu, d'arriver à une solution pacifique, il n'y aurait pas en France assez de malédictions pour vous, gens de la Commune, gens de Versailles, qui par folie, par orgueil, par obstination, ou pour servir de criminels desseins, avez poursuivi sans relâche et quand même cette œuvre de sang dont le dernier acte se déroule aujourd'hui.

« Eh bien ! cette démonstration sera faite par nous à défaut d'autres, et elle sera, dans l'histoire, la condamnation commune des vainqueurs et des vaincus d'aujourd'hui. »

Comme l'avait prévu M. A. Gaulier le 21 mai, alors que la Commune paraissait encore toute-puissante *(qui sait si nous-mêmes nous ne serons pas supprimés par l'Assemblée, comme nous avons été supprimés par la Commune?)*, l'autorisation de reparaître lui fut refusée.... par le vainqueur, qui voulut ainsi donner raison à la dernière ligne du programme de la *Politique :*

« ... A ceux qui nous demandent avec qui nous serons au lendemain de la lutte, nous répondrons :

AVEC LE VAINCU, SI LE MALHEUR VEUT QU'IL Y AIT UN VAINQUEUR. »

M. A. Gaulier ayant collaboré au *Temps*, quelques personnes crurent voir dans la *Discussion* la continuation de ce premier journal ; une note loyalement insérée en tête d'un des premiers numéros fit cesser toute confusion à cet égard.

Collaborateurs : Henry de la Madelène, J.-A. Lafont, Firmin Maillard.

L'INDÉPENDANCE FRANÇAISE. *Journal politique quotidien.* N° 1, 13 mai 1871. — Directeur-gérant : Ed. Sternheim ou Stern Heim.

Libre de tous liens, étranger à toute ambition, sans attache dans le passé ou dans le présent, bien résolu à rester indépendant dans l'avenir...

Parbleu !

Ce journal s'est élevé avec raison contre la tolérance administrative qui protégeait les immondes et niaises polissonneries étalées et mises en vente sous prétexte de caricatures politiques. Parce qu'un apprenti ferblantier aura crayonné des contrefaçons de femmes nues, dans des attitudes ignobles, et qu'il aura mis dessous une cacographie indiquant qu'il s'agit de l'ex-impératrice, il n'aura pas fait que son image soit une image politique....

Très-bien; mais pourquoi l'*Indépendance française* annonçait-elle ainsi la mort de la princesse Mathilde:

« La princesse Mathilde est morte vendredi soir, près de Bruxelles, dans le château de la comtesse de Liedekerke, où elle s'était réfugiée depuis le 4 septembre, sans doute attirée par la richesse de la rime — avec Nieuwerkerke. »

L'*Indépendance,* qui avait cessé de paraître le 19 mai — supprimée, dit-elle, *par la concurrence* des folliculaires de la Commune, reparaît le 26 mai :

« Au moment où le souffle nous revient, où l'air rentre dans nos poumons flétris par l'impur courant de ces monstres odieux, un seul cri peut sortir de nos lèvres, et ce cri sera celui de tout Français :

« PAS DE PITIÉ POUR CES INFAMES !..

« Un seul châtiment peut expier de pareils crimes :

« LA MORT !... »

Et là-dessus, l'*Indépendance française,* dans un article intitulé : *Les gens dangereux,* signale aux vainqueurs, comme *dangereux au premier chef,* les gens *que la pitié va prendre au cœur après la victoire et qui vont plaider pour les égarés... les circonstances atténuantes.* L'indulgence, ajoute-t-il, c'est le garde-manger de la guerre civile ; il faut à tout prix éviter le retour des choses abominables que nous venons de

voir ; et pour cela, il n'y a qu'une ligne de conduite à suivre :

PAS DE PITIÉ !

LE RÉGIME CONSTITUTIONNEL *politique et social.* N° 1, 14 mai 1871. — Rédacteur en chef : Alph. Beau de Rochas.

Ce journal voulait être un journal d'apaisement, et, se tenant aussi éloigné de la politique militante et irritante que de la politique de conciliation et de transaction impraticable dans l'état de choses actuel, — devait chercher à ramener les esprits sur le terrain purement constitutionnel.

C'était bien difficile, sinon impossible, et ce n'était pas en insérant les entrefilets de M. de Gastyne qu'on pouvait faire du *Régime constitutionnel* un journal d'apaisement. Supprimée par la Commune, cette feuille reparut immédiatement sous le titre de : LA CONSTITUTION *politique et sociale*, et ce n'est pas sans étonnement, car M. de Gastyne ne m'avait pas habitué à la modération, que je lus sous sa signature ces lignes que je suis heureux de transcrire ici, lignes[1] qui ne peuvent que lui faire honneur :

« Pas de sang inutile ! Pas de représailles ! Que le couteau demeure dans sa gaîne, et que les fusils restent sans balles.

« Ne déshonorez pas un triomphe par des assassinats.

« Nous avons déploré de tout notre cœur cette funeste guerre civile. Nous avons blâmé autant un parti que l'autre de l'avoir entreprise, car chacun peut assumer sa part de responsabilité. Ni Versailles, ni Paris, n'auront la gloire d'avoir fait ce qu'ils auraient pu pour arrêter l'effusion de sang. Ici comme là-bas on a roulé de faute en faute, etc. Le plus grand honneur que puisse ambitionner le parti triomphant, c'est d'avoir montré de la modération et du calme.

« De la fermeté, mais pas de cruauté. »

Malheureusement arrivèrent ces incendies, ces désastres *inutiles,* ces actes de folie et de désespoir, et M. de Gastyne cria au vainqueur : Vengeance! — oubliant dans sa très-légitime indignation qu'en pareil cas la force des choses l'y pousse assez d'elle-même, sans qu'il soit besoin de lui crier encore : Tue ! tue !

Ayant arrêté mon *Histoire de la Presse Parisienne* au 28 mai, je ne crois pas devoir entrer plus avant dans le récit des faits et gestes, transformations et transfigurations du journal la *Constitution.*

Collaborateurs : F. Dubreuil, J. Robert, J. de Gastyne, H. Aubertin, de l'ancien *Corsaire,* compromis sous l'Empire, dans l'affaire dite des *Correspondants,* et professeur à Louis-le-Grand; Louis Barse et C. Morel, auquel son dévoûment *quand même* à la famille d'Orléans mérite bien une place à part parmi ses collaborateurs. M. A. Bocher écrivait au *Gaulois :* « Vous m'obligeriez beaucoup si vous vouliez bien insérer

dans votre journal une note qui aurait pour but de prémunir le public contre les manœuvres d'un sieur C. Morel, qui se fait passer pour le serviteur de M. le duc d'Aumale, fait imprimer des cartes où il s'attribue un titre qui ne lui appartient pas, et publie enfin à Paris un journal dans lequel il cherche à faire croire à une mission qui ne lui a pas été donnée. »

M. C. Morel trouva la forme de cette note peu parlementaire et y répondit comme il put, parla de lettres dudit Bocher adressées à lui, Morel, — ce qui prouverait au moins que ces deux Messieurs ne sont pas aussi étrangers l'un à l'autre qu'ils en ont l'air actuellement, — et déclara net qu'avoué ou désavoué, il n'en monterait pas moins derrière le char du duc d'Aumale. Ce qu'il y a d'amusant dans cette petite guerre, c'est que le *Gaulois* en paya les frais : « Il n'y a pas encore quinze jours, le *Gaulois* a fait proposer, par notre entremise, de servir les intérêts de la maison d'Orléans, moyennant une subvention de 150,000 fr. Il nous avait député pour cela un de ses rédacteurs qui est notre homonyme. — C. MOREL. (15 juin 1871.)

LE BULLETIN DU JOUR. N° 1, 16 mai 1871. — Gérant : Ulysse Ladet.

« Un journal supprimé, dit le *Bulletin du Jour* en tête de son premier numéro, a toujours le droit et parfois le devoir de reparaître sous un autre titre; mais la rédaction du *Temps* pense qu'au point où en sont les choses, tout conseil serait inutile et toute protestation sans vertu. »

Il se bornera donc à tenir ses lecteurs au courant des événements du jour à Paris et hors Paris.

En réalité, le *Bulletin du Jour* ne fut créé par la rédaction du *Temps* que pour sauvegarder les intérêts de ce dernier journal, et lui conserver une place qu'il n'aurait peut-être pas dû quitter ni aussi tôt ni aussi vite pour aller s'établir à Versailles.

—

LE SALUT PUBLIC. N° 1, 16 mai 1871. — Directeur politique : Gustave Maroteau.

Serait-ce son dernier journal?

Le *Salut public* n'était pas en de très-bons termes avec le *Père Duchêne;* il l'accusait d'avoir trois becs (le bec Humbert, le bec Vermersch et le bec Vuillaume) et de produire, grâce à cette variété de becs, une horrible cacophonie. L'un siffle pendant que l'autre chante, disait-il, et, cherchant une explication de la contradiction flagrante avec lui-même dans laquelle il vient de trouver le *Père Duchêne*, il ajoutait : « C'est que ces deux becs auront reçu la pâtée de mains dif-

férentes; c'est que le bec de droite ignorait la pâtée reçue par le bec de gauche, et réciproquement. »

Et je me suis rappelé en souriant cette phrase du *Père Duchêne* à propos de l'Assemblée de Versailles : *Je ne sais vraiment pas pourquoi il y a un proverbe qui dit que les Jean-foutres ne se mangent pas entre eux...*

Le *Salut public* a eu huit numéros; le dernier est un placard à la date du 24 mai. Cette malheureuse feuille annonçait encore, le dimanche 21 mai : *une nouvelle victoire de Dombrowski sur les Versaillais!*

Collaborateurs : G. Sauton, G. Dillon-Kavanagh.

—

LA RÉVOLUTION *politique et sociale.* Numéro spécimen, 16 mai 1871. — Rédacteur en chef gérant : J.-J. Danduran.

NOTRE BUT?

La République démocratique et sociale universelle.
Nous irons droit au but.

Ce journal accuse le Comité de salut public d'irrésolution, de longanimité et presque de manque de foi dans le succès final, et il l'invite à ne plus user de modération envers les misérables qui veulent renverser la République. Jean-Jacques Danduran est l'ex-

vice-président de la société des *Droits de l'Homme;* il fut un des orateurs les plus accrédités du *Club de la Fraternité des Peuples* (1848), présidé par Rebstock, et rédacteur en chef du journal la *Propagande républicaine* (1848) et du *Travailleur, journal des Associations* (1849).

—

LE PIRATE. *Journal quotidien.* N° 1, 17 mai 1871. — Ch. Bornet.

Le *Corsaire* supprimé, parut le *Pirate*, un avatar du *Petit National.*

Sous ce titre : *Coups de garcette,* le *Pirate* publiait des petits vers moqueurs et spirituels qu'il était inutile de signer E. Gigault pour nous apprendre que notre ami Labédollière n'était pas loin.

LES DÉPÊCHES MILITAIRES.

Delescluze à Commune.

Comme Rossel et Cluseret,
Hélas ! je n'ai pas eu de chance.
Vanve est pris.... Dois-je, homme discret,
Garder pour moi seul ce secret ?
Qu'est-ce que la Commune en pense ?

Commune à Delescluze.

Nous sommes un gouvernement
De publicité, de lumière ;
Affichez cela promptement,
Et signez au bas pour bien faire.

Commune à Th. Ferré.

Delescluze nous a trahis :
Au lieu d'avancer, il recule.
Bien plus, il va dire à Paris
(Mensonge infâme et ridicule !)
Que le fort de Vanves est pris :
Donnez-lui vite une cellule.

LA ROUGE. *Journal des Jeunes.* N° 1, 17 mai 1871. — Gérant : Fondeville.

Ces jeunes-là n'y allaient pas de plume morte; il faut à la Commune, disaient-ils, *une exécutive énergique;* il faut qu'elle terrasse les ennemis que le peuple laisse derrière lui en allant aux remparts; il faut enfin qu'elle sauve Paris par l'audace et par l'énergie.

En apprenant par ce journal l'existence d'une *Société des concierges de Paris...!!!...* un frisson parcourut toute ma peau de locataire, et la chaleur ne me revint qu'à la lecture du document suivant :

« Voici la lettre que m'écrivait Jules Favre à la suite d'une arrestation (c'est M. Fondeville qui parle) :

« Monsieur,

« Les criminelles violences dont vous êtes l'objet ne sont
« qu'une variété des actes arbitraires que se permet im-
« punément un pouvoir exécrable, et je le dis à la honte de
« notre législation, ses ineptes iniquités ne peuvent pas

« aujourd'hui être légalement réparées ; si, plus tard, je le
« puis, je vous jure de vous venger en leur donnant une
« publication officielle.

« Recevez, etc. « JULES FAVRE. »

« Quelque temps après, je prouve que les gendarmes qui avaient procédé à mon arrestation m'avaient soustrait une certaine somme ; c'est flagrant : ils sont condamnés. Quant à moi, et à titre d'indemnité sans doute, je fus assigné sous l'inculpation d'avoir profité de la défaillance de deux pauvres gendarmes pour attaquer publiquement le corps tout entier de la gendarmerie, et fus condamné à 500 fr. d'amende et vingt jours de prison.

« Je fis appel, et, confiant, j'écrivis à Jules Favre que l'occasion se présentait de prendre ma défense.

« La réponse se fit longtemps attendre et, finalement, il m'écrivit qu'il ne fallait pas compter sur lui, parce que j'avais eu tort de publier un fait qui pouvait porter atteinte à l'honorabilité d'un corps qui avait rendu et rendrait encore les plus grands services au pays. »

Quelle clique que ces avocats ! quelle clique ! comme dirait le *Père Duchêne*.

Collaborateurs de la *Rouge :* G. Gallet, A. Bellivier, H. Benoist, Ch. Duplan.

—

L'ÉCHO DE PARIS. *National, politique et littéraire.* N° 1, 17 mai 1871. — Rédacteur en chef : Ed. Hervé.

C'était le *Journal de Paris*... et transformé de façon à ne tromper personne.

Il finissait ainsi ironiquement son premier-Paris de rentrée : « L'*Écho de Paris* va prouver, par sa longue existence et son libre langage, que la Commune sait entendre la vérité. »

L'*Écho de Paris* eut trois numéros.

—

LE JOURNAL POPULAIRE. N° 1, 17 mai 1871. — Directeur-gérant : Ch. Français.

Celui-ci n'était autre que le *National* supprimé par la Commune, et qui — de même que ses confrères — reparaissait au nez et à la barbe du délégué à la sûreté générale.

Et voilà à quoi servaient les décrets de la Commune !

—

LE TRIBUN DU PEUPLE. N° 1, 17 mai 1871. — Rédacteur en chef : Lissagaray.

« Citoyens dictateurs, s'écriait le *Tribun du Peuple* dans son premier numéro, l'heure n'est pas venue de vous demander des comptes politiques. Par la fatalité des évé-

nements, malgré les fautes de la Commune, malgré les vôtres, Paris est devenu le boulevard de la République. S'il succombe, le flot limoneux de la réaction couvrira toute la France. »

Le huitième et dernier numéro du *Tribun du Peuple* porte la date de mercredi 24 mai ; il renferme un appel aux armes dont voici la fin :

« On lancera probablement à l'assaut (de Montmartre) les sergents de ville et les gendarmes. Avec un peu d'énergie, leur défaite est certaine. Reste la ligne...

« Souvenons-nous du 18 mars.

« Au feu, maintenant ! il ne s'agit plus de crier : Vive la République ! mais de la faire vivre !

« LISSAGARAY. »

Et, pour rester fidèle à la tradition, voici quelles furent les dernières lignes du dernier numéro de ce journal :

« On affirmait, hier à cinq heures, que deux bataillons de Versaillais, les 26e et 83e, avaient passé de notre côté. — L'un a été envoyé à la caserne du Prince-Eugène; l'autre occupe la caserne Napoléon. »

Collaborateurs : Ed. Lepelletier, H. Maret.

—

LES MÉMOIRES DU PÈRE DUCHÊNE. Nº 1, 20 mai 1871.

Le premier numéro de cette aimable publication débutait par un *petit avertissement! avec une grande motion pour qu'on foute au feu tous les ouvrages prétendus historiques de Thiers — et le premier chapitre de ses Mémoires, où il rappelle les noms des principaux Jean-foutres qui essayaient déjà, en 1793, de faire passer le Père Duchêne pour un voleur et un aristocrate.*

Et ce nouveau *Père Duchêne* engageait la Commune, qui faisait retirer les armes *aux Jean-foutres qui ne veulent s'en servir que contre la République,* à faire saisir, par la même occasion, tous les ouvrages de Thiers qu'on rencontrerait chez les citoyens.

C'est sa manière à lui de faire aimer la République; de plus, il annonçait la réimpression du *Père Duchêne* de 1791.

Il terminait son numéro par ces mots : *(à continuer);* je terminerai par ceux-ci : (n'a pas continué).

LE FÉDÉRALISTE. Nº 1, 21 mai 1871. — Rédacteur en chef : Odysse Barrot; gérant : V. Philipaux.

Rien de saillant :

« M. Thiers, malgré l'effronterie de ses mensonges, avoue, malgré lui, que les affaires de la réaction vont mal. Oui, M. Thiers a raison. Nous croyons, nous aussi, que jamais *nous n'avons été plus près du but!* »

Ces sept mots sont soulignés par M. Odysse Barrot. On était au 22 mai!!!

L'église Saint-Laurent ayant joui d'une certaine vogue avec ses squelettes, chaque église voulut avoir sa petite exhibition, et l'église des Petits-Pères commençait à lui faire une rude concurrence, quand l'église de la Trinité, dont on ne se méfiait pas, sortit d'un de ses caveaux treize cadavres dont la description fait frissonner d'horreur.

Il n'y a pas à dire non : le *Fédéraliste* a vu, de ses yeux vu, ces treize cadavres; seulement, le courage lui a manqué — tant son horreur était grande — pour pouvoir nous les décrire tous. Voici le résultat de ses observations : 1° un vieillard à cheveux blancs, la tête couverte d'un bonnet de coton rouge; de fortes moustaches retroussées et une impériale bien fournie donnaient à cette figure quelque chose d'imposant...; — 2° une jeune fille de quinze à seize ans, enveloppée de linges maculés de sang et ayant sur la poitrine un mouchoir marqué P. M.; — 3°...

Mais, comme je l'ai dit, le courage lui manqua; il ne put se résigner à regarder les onze autres bières,

contenant également des cadavres de femmes, mais il ajoute crânement : *On espère bientôt retrouver la trace des auteurs de ces forfaits odieux.*

Ainsi soit-il !

M. Odysse Barrot, le *fédéraliste*, n'a pas toujours, sous la Commune, passé ses soirées d'une façon bien agréable, si j'en crois une lettre adressée par lui au *Paris libre*. Membre du club qui se tenait à l'église — Michel, M. Barrot, accompagné de sa femme, y était venu après son dîner pour y faire probablement une tranquille digestion, quand il vint à l'esprit des citoyens Chalain et Combault de lui reprocher sa collaboration à la *Liberté* et son amitié pour M. de Girardin. De là, un violent orage qu'apaisa M. Barrot en déclarant que Vermorel et Vallès, membres de la Commune, avaient écrit aussi à la *Liberté ;* que, du reste, lui Barrot avait rompu avec ce journal depuis plus d'un an (il ne parla pas de sa petite tentative de rentrée à l'*Union française*), et qu'enfin il ne s'était jamais servi du mot *ami* en parlant de M. de Girardin :

« *Je n'ai eu avec M. de Girardin d'autres relations que des relations de courtoisie, et s'il m'arrivait de le rencontrer, je croirais pouvoir le saluer sans crime.* »

En effet, ce n'est pas l'amitié, mais la passion la plus aveugle, ou alors tout autre sentiment sur lequel il ne me plaît pas de m'arrêter, qui peut seul faire dire à un homme en possession de toutes ses

facultés que de 1852 à 1857, comme de 1866 à 1868, M. E. de Girardin fut un des rares hommes qui, en France, aient tenu d'une main ferme le drapeau de la liberté. Il n'y a du reste, pour s'en assurer, qu'à parcourir les tomes VI, VII et VIII des *Questions de mon temps*.

M. Odysse Barrot écrivait cela en 1868... et se reposait de sa campagne à l'*Événement* contre l'auteur présumé du *Maudit*, campagne dont se souviennent encore les rédacteurs du *Temps*.

Collaborateurs du *Fédéraliste :* MM. V. d'Aigurande et Concevreux.

LA GUÊPE. N° 1, 21 mai 1871. — Dessinateur : Spills.

C'est un journal illustré, évidemment créé pour être désagréable au *Grelot*.

Même esprit, même sel; exemple :

« HORREUR! — En démolissant la maison du petit Thiers, du bombardeur de Paris, de Foutriquet Ier, etc., etc. *(pour être mieux renseigné, consulter les journaux de la Commune)*, on a trouvé dans les caves, entre un tonneau de Saint-Julien et une pièce de Saint-Émilion, 138 cadavres de jeunes filles, âgées de sept à quinze ans, toutes étranglées après avoir subi les derniers outrages.

« Ce qui prouve que ces crimes horribles autant qu'inouïs ne remontent pas à de longues années, c'est

qu'on a trouvé, dans la bouche d'une de ces innocentes victimes, une pastille de chocolat encore fraîche et humide de salive. »

—

LE POMPIER DE NANTERRE. *Aux Parisiens.* Sans date.

Le *Pompier de Nanterre,* qui signe qu'*il n'est pas fumiste,* n'est pas content des Parisiens, mais surtout de l'Internationale, sur laquelle il tombe à jet raccourci; il l'accuse d'avoir été, dans tout ceci, un agent de la Prusse, et il ajoute : Comme l'Internationale ne travaille pas au profit du Prussien seul, comme elle a des patrons et des affiliés un peu partout, de tous côtés on se partage les dépouilles de cette industrie que les ouvriers français laissent mourir improductive et déchue.

« Aux ateliers, amis! Le travail, c'est le salut, c'est la vie, c'est la liberté! »

Et ce pompier conclut ainsi — poétiquement :

Par un effort suprême... épique,
Crions aux Germains, nos vainqueurs :
Vive à jamais la République!
A vous.... des rois, des empereurs!
Enivrez-vous dans votre gloire,
Esclaves d'une majesté!
Allez.... chantez votre victoire....
Vos vaincus ont.... *la Liberté!!!...*

—

LE JOURNAL OFFICIEL.

Le *Journal officiel* occupe une place trop intéressante dans l'histoire de la Commune pour que nous ne lui consacrions pas ici quelques lignes, bien qu'il sorte du cadre de notre publication et qu'il n'appartienne pas aux nouveaux journaux publiés à Paris depuis le 4 septembre 1870 jusqu'au 28 mai 1871.

Le premier numéro (nº 79, 20 mars) est certainement le meilleur de cette série révolutionnaire de la feuille de M. Wittersheim; avoir conservé le *Journal officiel* tel que nous l'avait laissé dans sa fuite le gouvernement chargé par la nation du salut de la France; avoir inséré l'article de M. Mérinos (Mérinos à Paris et Mouton à Versailles; magistrat qui jadis, à temps perdu, écrivait au *Figaro*), article qui se trouva le même jour dans l'*Officiel* de Paris et dans l'*Officiel* de Versailles..... tout cela donnait à ce numéro un ragoût tout particulier.

Au 30 mars, le *Journal officiel de la République française* changea son titre et devint le *Journal officiel de la Commune de Paris*, ce qui était excellent et par conséquent ne figura que sur un numéro (30 mars 1871); comprenant que ce titre diminuait et restreignait son mandat à l'enceinte de Paris, la Commune reprit dès le lendemain l'ancien titre et affirma une fois de plus les tendances envahissantes de l'Hôtel-de-Ville. C'est à cette époque que le *Journal officiel* publia un article signé X. Y. sur le *Drapeau*

rouge, article se terminant par ces lignes, qui firent quelque bruit :

« Une nouvelle ère commence, l'ère des travailleurs, *novus ordo sæculorum,* comme disent les Américains. »

Ah! ah! s'écrièrent les *Débats,* nous savions que cet hémistiche : *novus sæculorum nascitur ordo* était de Virgile, mais nous ne nous doutions pas que Virgile fût un Yankee, — et un Américain *(qui cherche toutes les occasions de s'instruire)* écrivit aux *Débats* que jamais il n'a entendu (et il a cinquante ans!) parler de cette devise aux États-Unis.

L'observation faite par les *Débats* était simplement ridicule; l'*Officiel* n'avait pas dit que cette devise *novus ordo sæculorum* fût de Virgile ou n'en fût pas; aussi répondit-il aux forts en thèmes des *Débats,* en chicanant aussi sur les mots, que l'hémistiche : *Novus sæculorum nascitur ordo* est faux; ....après cela, qu'il se trouve ou non dans Virgile, cela lui est parfaitement égal, n'ayant jamais dit autre chose que ceci : La nouvelle devise des Américains est : *Novus ordo sæculorum.*

Quant à l'Américain du journal des *Débats,* celui qui cherchait toutes les occasions de s'instruire et qui venait, sans s'en douter, d'en trouver une superbe, il reçut, lui et les *Débats* aussi, une bonne leçon d'histoire de M. Edouard Portalis qui intervint victorieusement dans la question.

Il ne faudrait pas croire d'après ceci que l'*Officiel* passât tout son temps à jouer sur les mots avec ses confrères ; malheureusement, il n'en était pas ainsi, et si son extérieur calme et digne annonçait l'organe d'un gouvernement puissant, son intérieur n'en était pas moins déchiré par des luttes et des rivalités étranges.

Le 24 mars apparut en tête de l'*Officiel* le nom du citoyen E. Lebeau, *délégué au* Journal officiel *par le Comité central,* — et le 28 mars, celui du citoyen Ch. Longuet, délégué, rédacteur en chef du *Journal officiel.*

Était-ce Lebeau ? était-ce Longuet ?...

Une note fiévreusement rédigée par le citoyen Lebeau, note qui commençait par ces mots : *C'est par surprise que le nom du citoyen Longuet a paru hier dans le* JOURNAL OFFICIEL, et finissant par ceux-ci : *Si le citoyen Lebeau eût été au journal, il les eût fait arrêter,* nous l'eût appris le lendemain, si, profitant de la nuit, les fédéralistes Demay et Arnaud ne s'étaient pas glissés à l'*Officiel,* et de leur autorité privée, n'avaient pas fait disparaître cet entrefilet.

Ah ! si Lebeau eût été là !

Mais Lebeau n'était pas là. Lebeau racontait à tous les journaux la part qu'il avait prise à la direction de l'*Officiel,* direction qu'il avait demandée, *espérant soulever les provinces, grâce à ses profondes études sur les révolutions.* Pendant deux jours il avait eu pour

collaborateurs Barberet et Vésinier ; mais sur les observations de Longuet, qui prétendait que Vésinier avait écrit les *Nuits de Saint-Cloud,* il s'en sépara et attendit seul trois longs jours à l'*Officiel* que Longuet vînt l'aider..... Horreur ! horreur ! quand Longuet arriva, ce ne fut pas comme collaborateur, mais bien comme rédacteur en chef, en remplacement de Lebeau, de Lebeau qui avait imprimé au *Journal officiel* son *allure révolutionnaire,* de Lebeau qui, *avec l'assentiment du Comité central, avait fait tous ces décrets qui donnèrent au mouvement du 18 mars sa véritable signification.....*

Et Lebeau s'en alla, menaçant Longuet *d'un petit opuscule* devant porter ce titre : *De l'art d'avoir une certaine réputation tout en étant un parfait imbécille.*

A tout cela, le citoyen Longuet répondit dédaigneusement que la forme seule de la lettre signée Lebeau aurait dû inspirer à la presse sérieuse de légitimes défiances : *Le ton de cette lettre, disait-il, trahit depuis la première ligne jusqu'à la dernière un état mental particulier.*

Et la Commune envoya Lebeau se soigner.... à la Conciergerie, auprès de son ami Lullier.

Le 13 mai, le citoyen Vésinier fut nommé délégué au *Journal officiel,* en remplacement du citoyen Longuet, appelé à d'autres fonctions, et le 16 mai, l'*Officiel,* ayant en tête la devise républicaine : *Liberté,*

Égalité, Fraternité, et se datant du 26 floréal an 79, se vendit cinq centimes sur la voie publique.

Le *Journal officiel* publiait le compte-rendu des séances de la Commune et très-régulièrement celui des séances de l'Académie des sciences (on n'a jamais pu savoir pourquoi). Il insérait aussi des avis mystérieux, nº du 7 mai :

« Un vrai républicain — non signé — pour cause... peut faire verbalement ou par écrit la communication annoncée. »

et publia en *Variétés* les articles suivants :

Les rouges et les pâles, par J.-B. Clément.

Chouans et Girondins, par A. Régnard.

Le Régicide, par A. Pagès (de l'Ariége).

Une page d'histoire. — Le 31 octobre et le 18 mars, par P. Vapereau.

Le Peuple est bon, par H. Bellenger.

La manifestation du 8 octobre, par Minimus (je crois que c'est Ferré).

Une commune au moyen âge. — Saint-Denis et Montmartre en octobre 1870. — Frédéric II et Voltaire, par E. Maréchal.

Paris indépendant dans l'histoire, par Ch. Limousin.

Tradition unitaire, par L.-X. de Ricard.

Une page d'histoire (Blanqui), par Max. Vuillaume.

Les concerts des Tuileries, par Charles Nel.

Parmi les annonces (rien ne doit être indifférent

pour l'historien), nous avons remarqué les deux suivantes :

Ouvrages du citoyen Vésinier, etc.

Décorations françaises et étrangères, rosettes brevetées : Maison, etc.

Payait-on bien à l'*Officiel* de la Commune ? Il y a tout lieu d'en douter ; la pièce suivante témoigne — d'une façon assez comique — de l'état de la caisse :

« Paris, 28 mars 1871.

« Bon pour 5 h. 10 minutes de voiture, prise par le rédacteur soussigné de l'*Officiel*, le 28 mars 1871. Courses au ministère de l'intérieur et à l'Hôtel-de-Ville.

« Payable au bureau de l'*Officiel*, dans la journée du 30 mars 1871.

« *Le rédacteur,*
« MÉRIGOT. »

Il paraît que cela ne marche pas tout seul, et Mérigot écrit de nouveau :

« Mon cher Longuet,

« Avant-hier soir, Lebeau a exigé que je signe ces quelques mots. C'est pour une voiture prise par trois rédacteurs de l'*Officiel* pour venir vous voir et assister à la proclamation de la Commune. Cette voiture ne saurait aucunement demeurer à mon compte personnel. Depuis le 28 mars l'*Officiel* n'a pris aucune voiture. Soyez donc assez bon pour faire payer ce petit arriéré.

« 30 mars 1871.

« MÉRIGOT. »

Au-dessous, timbrés de deux cachets officiels : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — CABINET DU MINISTRE, ces mots :

« *Il est impossible de payer aujourd'hui. Avisez.* »

Je ne sais pas comment finiront les citoyens Lebeau et Vésinier..... A l'heure où j'écris ces lignes, Vésinier est à Versailles, et Lebeau est en fuite ; — mais voici comment a fini Charles Longuet (j'emprunte le récit de sa mort au journal anglais, le *Daily-News*) : « ...Se tournant alors vers Longuet, le commandant lui demanda s'il voulait faire des révélations de nature à amener la prise de ses collègues. — Feu ! s'écria Longuet pour toute réponse, en découvrant sa poitrine. Il tomba la tête fracassée. »

Mais est-ce vrai ?

Le dernier numéro de l'*Officiel* de la Commune sort des presses de l'Imprimerie nationale ; c'est le n° 144, — 4 prairial an 79, — mercredi 24 mai ; il est excessivement rare : le *Figaro* du 1er juin en a donné une reproduction partielle. Ce n° 144 fait penser logiquement à un n° 143..... ce qui va plonger dans l'incertitude la plus cruelle beaucoup d'amateurs qui croyaient leur collection complète avec le n° 142 du lundi 22 mai, — lequel est très-rare également (1).

Le journal la *Vérité* assure qu'un Anglais aurait

(1) Disons de suite que ce n° 143 n'a été tiré qu'en *épreuves*.

payé 500 fr. la collection complète de l'*Officiel* de la Commune, et le *Figaro* du 15 juin donne un aperçu des prix-courants de certains journaux publiés pendant la Commune :

L'*Officiel,* de 150 à 200 fr., non compris les deux derniers numéros qui sont à peu près introuvables (1); *Le Petit Officiel,* 50 fr.; *Le Vengeur,* 100 fr.; *Le Réveil,* avec *Le Réveil du peuple* qui lui fait suite, 60 fr.; *Le Cri du Peuple,* 40 fr.; *Le Mot d'Ordre,* 50 fr.; *Le Père Duchêne,* 25 fr.; *L'Avant-Garde,* 10 fr.

Ces chiffres ne signifient pas grand'chose, la marchandise qu'ils représentent n'ayant de valeur que celle que lui donne l'acheteur; ainsi j'ai vu offrir 100 fr. du *Cri du peuple,* 75 fr. du *Vengeur,* 80 fr. de *la Commune,* 40 fr. de *l'Affranchi,* 40 fr. du *Paris-Libre,* et rien du tout du *Bien public.*

(1) Nous prévenons charitablement nos confrères les collectionneurs (lesquels ne sauront jamais tout ce qu'ils nous doivent) que d'agréables farceurs ont réimprimé les derniers numéros de l'*Officiel,* et les vendent sous le manteau, de 12 à 15 fr. pièce. Nous ne blâmons pas ces industriels.... il faut que tout le monde vive ! Mais nous rougirions d'introduire dans notre collection un de ces faux exemplaires.

TABLE ALPHABÉTIQUE

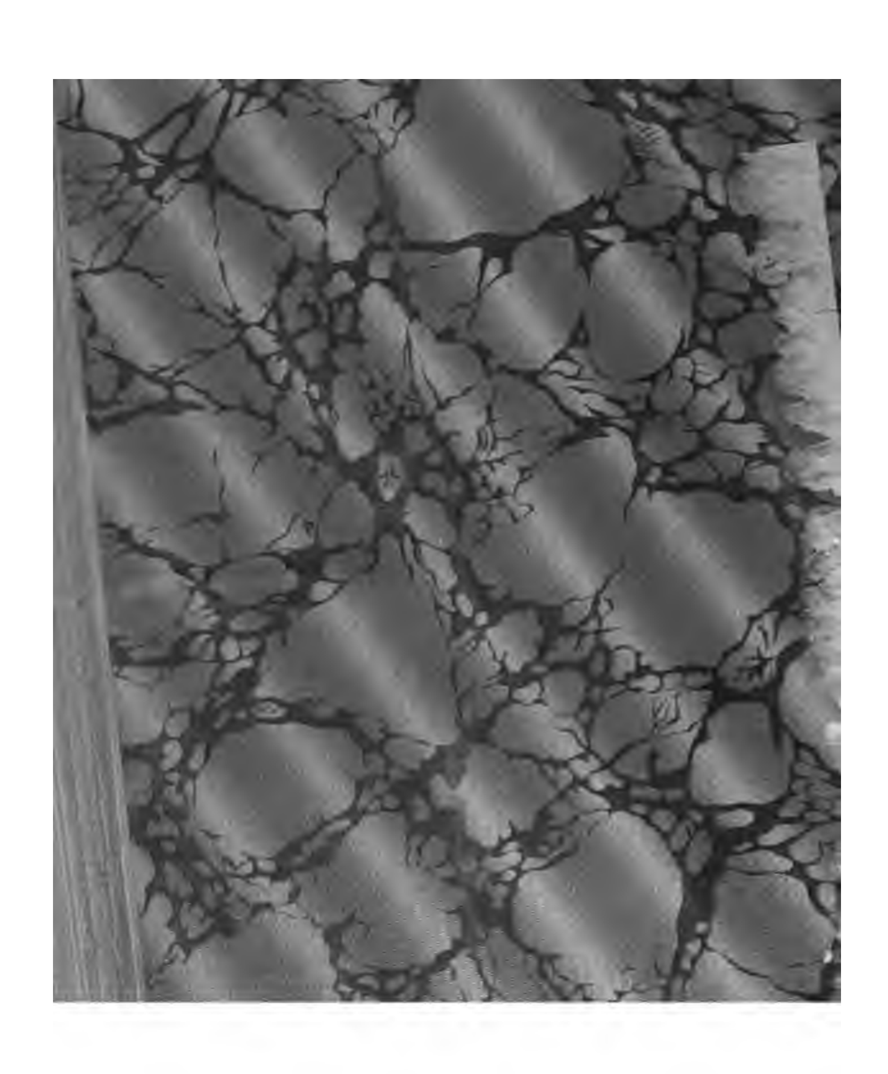
DES JOURNAUX.

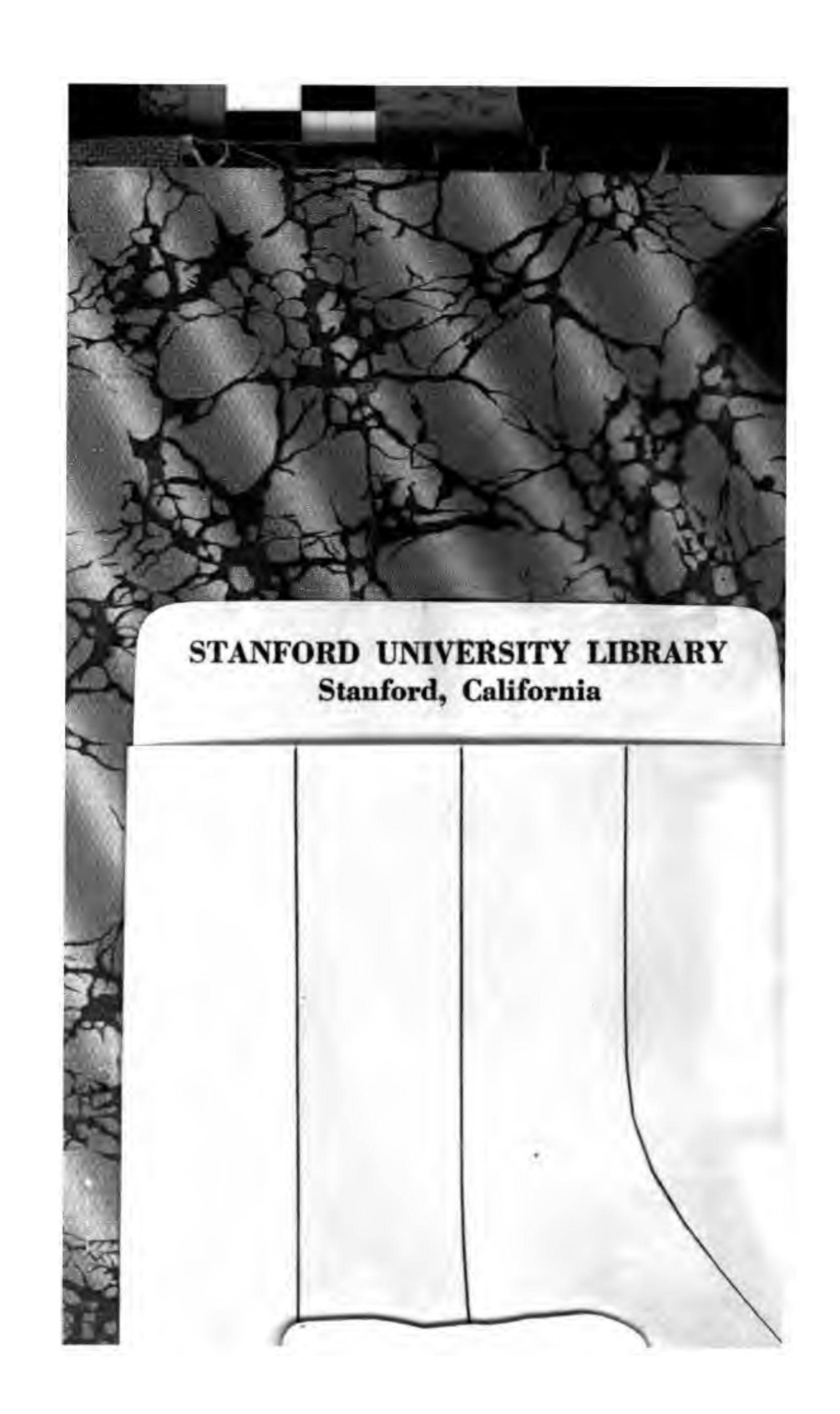
TABLE ALPHABÉTIQUE

DES PERSONNES

CITÉES DANS LE PRÉSENT VOLUME.






STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
Stanford, California

